

FRANCOPHONIES DU MONDE

REVUE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS
le français dans le monde



DOSSIER SPÉCIAL
50 ANS DE FRANCOPHONIE
L'AVENIR EN ACTION



Francophonie

FOCUS ACTU

Le Musée du quai Branly
fête ses vingt ans

ENTRETIEN

Karim Miské filme les décolonisations

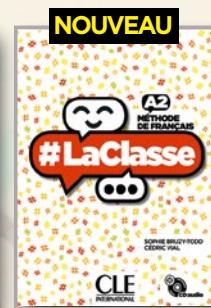
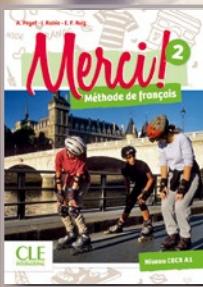
PÉDAGOGIE

À la découverte de la **Francophonie**

CLE INTERNATIONAL

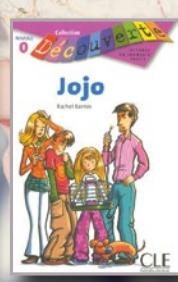
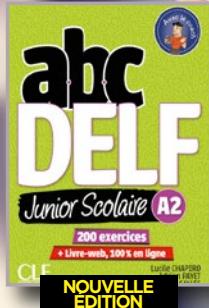
LE CHOIX CLE INTERNATIONAL POUR MOTIVER LES ADOS

Méthodes, grammaires,
entraînement au DELF, lectures...



Méthodes

Outils
Complémentaires



FRANCOPHONIES DU MONDE

REVUE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS
le français dans le monde

I SOMMAIRE

N° 3 - MARS-AVRIL 2020

ACTUALITÉ

Focus Actu	
Quai Branly, sur les traces des acquisitions	2
À lire	4
Écouter, voir	8
Portrait	
François-Xavier Fauvette, archéologue de l'histoire africaine	10
DOSSIER	
50 ans de Francophonie	
L'avenir en action	
Présentation	
Au fil de l'histoire	12
Entretien	
Louise Mushikiwabo : « Engager résolument la Francophonie dans l'avenir »	13
Atlas	16

Langue

Un observatoire pour la langue française 18

Éducation

Éducation des filles : l'Afrique subsaharienne
en première ligne 20

ELAN sur sa lancée ! 22

Université Senghor, l'excellence africaine 24

Culture

Des fonds pour créer 26

Littérature : entretien avec Gilles Jobidon,
lauréat du Prix des 5 continents 27

Sport et culture

Jeux de la Francophonie : rendez-vous à Kin ! ... 28

Évènement

Vive les Olympiades du français ! 30

Témoignages

À travers les frontières 32

PASSERELLES

Ma librairie francophone 36

Échos des Antilles 37

Entretien

Karim Miské : « On ne peut pas construire
une société sur l'amour de la mort » 38

PÉDAGOGIE

Culture

FILDAK : Le livre dans la cité 40

Didactique

La dynamique du REMADDIF 42

Franco-mots 43

Fiches pédagogiques

Le français par le slam 44

À la découverte du monde
de la Francophonie 46

Édito



Chères lectrices, chers lecteurs,

« Diversité » et « créativité » sont les mots-clés qui résument le contenu de ce numéro « spécial OIF » car il s'agit avant tout de... rendre à l'Organisation internationale de la Francophonie ce qui lui appartient, à l'occasion de la célébration de ses cinquante ans. En effet, ce demi-siècle d'existence est un âge d'or, synonyme de sagesse et de gloire pour cette géante de l'avenue Bosquet, représentante d'une langue qui compte à son actif plus de 300 millions de locuteurs dans le monde, occupe la cinquième place dans le monde et est parlée sur tous les continents. Qui dit mieux ? Par conséquent, pour cette institution, « gardienne du temple » de la langue française dans sa diversité et son rayonnement, cet hommage se justifie aisément... Sans oublier le soutien fondamental qu'elle apporte aux initiatives portant sur la lecture, aux Antilles comme un peu partout dans le monde, et qui prouvent la vivacité de la langue française. Comme pour faire écho à cet anniversaire, le Musée du quai Branly, véritable passerelle des arts et cultures, fête, lui, ses vingt ans d'existence pour faire encore lire et découvrir des créations de tous les continents, dans leurs diversités et leurs complexités. Un musée qui parle au monde. En somme, cela donne un tempo culturel à ce numéro où la création artistique et littéraire est vivante dans sa dimension géographique, temporelle, mais aussi pédagogique. Bonne lecture à toutes et à tous !

Baytir Kâ

président de l'APFA-OI

ABONNEZ-VOUS !

FRANCOPHONIES
DU MONDE le français dans le monde

Abonnement NUMÉRIQUE 1 an :

49 euros
(6 numéros en format pdf du
Français dans le monde
+ 3 *Francophonies du monde*
au format pdf
+ espace abonné en ligne)

Abonnement PREMIUM 1 an :

88 euros
(6 numéros du
Français dans le monde
+ 3 *Francophonies du monde*
+ espace abonné en ligne)

Abonnement INTÉGRAL 1 an :

99 euros
(6 numéros du
Français dans le monde
+ 3 *Francophonies du monde*
+ 2 *Recherches et Applications*
+ espace abonné en ligne)

Plus de détails sur :
www.fdlm.org/sabonner



Les frais d'envoi sont inclus dans
tous les tarifs (France et étranger).

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, CONTACTEZ-NOUS !

+33 (0)1 40 94 22 22 • fdlm@cometcom.fr / sferrand@fdlm.org

Francophonies du monde n° 3

Supplément au n° 428 du *Français dans le monde*
(numéro de commission paritaire : 0417T81661)

Directeur de la publication: JEAN-MARC DEFAYS - FIPF

Directeur de la rédaction: SÉBASTIEN LANGEVIN

Rédactrice en chef: ODILE GONDON

Relations commerciales: SOPHIE FERRAND

Maquette et secrétariat de rédaction: CLÉMENT BALTA

Photo de couverture : Promotion des Volontaires internationaux
de la Francophonie au siège de l'OIF, Paris, juillet 2019 © OIF

Revue de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), réalisée avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la collaboration de l'Association des professeurs de français d'Afrique et de l'océan Indien (APFA-OI)
© CLE International 2020

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE - 92, avenue de France - 75013 Paris
Rédaction: +33 (0)1 72 36 30 71 - cbalta@fdlm.org

Abonnements: +33 (0)1 40 94 22 22 - Fax: +33 (0)1 40 94 22 32

FIPF - Tél.: +33 (0)1 46 26 53 16 - www.fipf.org secretariat@fipf.org

www.fdlm.org - onglet « Suppléments »

ORGANISATION INTERNATIONALE DE
la francophonie

LA FIPF





QUAI BRANLY SUR LES TRACES DES ACQUISITIONS

Comprendre l'histoire d'une institution, la mission qu'elle s'assigne et les options qui définissent son fonctionnement, c'est ce que permet la grande exposition offerte par le Musée du quai Branly-Jacques Chirac, à Paris, à l'occasion de ses vingt ans. Tout en invitant les visiteurs curieux à une exploration passionnante des cultures du monde.

En 1999, Jacques Kerchache, collectionneur passionné d'arts premiers, publie dans le quotidien *Libération*, un manifeste pour la reconnaissance par les autorités françaises des chefs-d'œuvre extra-européens au même titre que ceux de l'art occidental. Il met en cause l'exclusion, née de la « *nuit coloniale* » des œuvres majeures « *produites par les trois quarts de l'humanité* » et demande la création, au sein même du prestigieux musée du Louvre, d'une section qui témoignerait de cette reconnaissance. De sa rencontre avec le président de la République Jacques Chirac, va naître une amitié, mais surtout un projet : celui du Musée du quai Branly. Dans un premier temps, tandis que s'est ouvert le chantier du musée proprement dit, sont installées au Louvre en 2000 les collections d'arts africains, océaniens, amérindiens et asiatiques, choisies par Kerchache dans les différents musées français – notamment le Palais de la Porte dorée, au passé colonial, et le musée de l'Homme du Trocadéro, à vocation ethnographique. L'inspirateur du futur musée ne le verra jamais : il meurt cinq ans avant son inauguration en 2006.

Vingt ans d'acquisitions

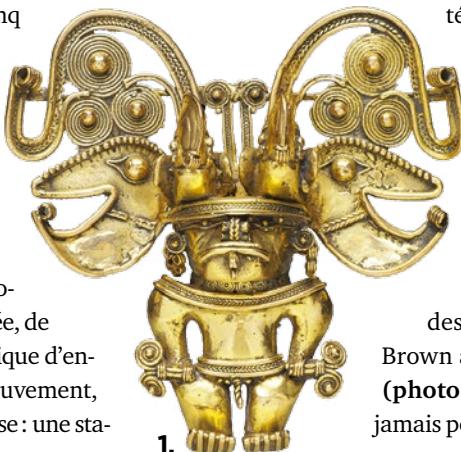
Si l'on célèbre aujourd'hui les vingt ans du Quai Branly, c'est que l'on prend pour date de départ celle des premières acquisitions, antérieures à l'installation définitive dans les nouveaux locaux du musée. Une passionnante exposition y témoigne à la fois des missions du musée, de ses origines et de la mise en œuvre de la politique d'enrichissement des collections, toujours en mouvement, depuis qu'y est entrée la première œuvre acquise : une sta-

tette mexicaine, datée de plusieurs siècles avant notre ère, et devenue le symbole du musée lui-même (visible sur l'affiche). « *Je ne voulais pas trop faire de cette exposition une célébration des vingt ans. Mais montrer plutôt que c'est un travail qui n'est jamais fini, qui est dynamique. Le dialogue des cultures, il y a vingt ans que l'on travaille là-dessus !* », explique Yves Le Fur, directeur des collections et co-commissaire de l'exposition avec le directeur adjoint Emmanuel Kesarhérou.

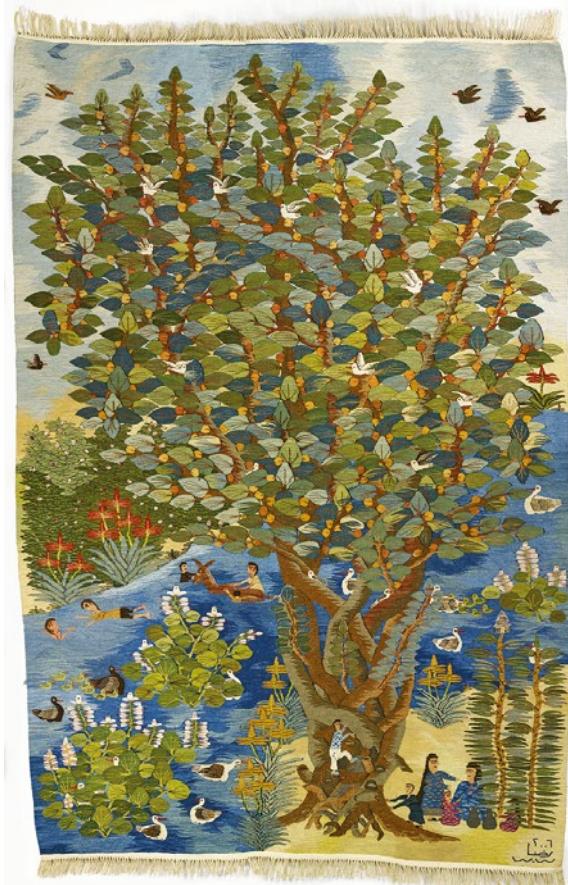
Du monde entier

Sur les près de 70 000 objets acquis en vingt ans (dont 60 % par dons et 40 % par achats), cinq cents pièces sont présentées, provenant de tous les continents extra-européens, remarquables par leur facture ainsi que par le fait qu'elles contribuent à une meilleure connaissance des différentes cultures.

Si quelques pièces sont très anciennes, comme ce pendentif amérindien en or, vieux d'un millénaire (photo 1), la plupart datent du XIX^e ou du début du XX^e siècle, mais toutes témoignent de faits culturels ou de pratiques artisanales non marqués par le modèle occidental. Certaines, très récentes, signalent la vitalité créatrice des cultures dont elles sont issues, comme cette tapisserie égyptienne (photo 2), qui s'inscrit dans une longue tradition, revivifiée par l'inventivité d'un artisan contemporain. Ou encore l'extraordinaire « Bison blanc », costume de reine des Indiens confectionné et porté par Eleonora Brown au carnaval de la Nouvelle Orléans en 2017 (photo 3) : œuvre éphémère, il est destiné à n'être jamais porté que lors d'un unique défilé !



1.



2.



3.

Cette exposition est aussi un festival des matériaux : bois, métal, plumes, cuir, textiles, peaux de bêtes, fibres diverses, coquillages, pigments variés témoignent des ressources naturelles disponibles et des techniques élaborées par l'homme pour les travailler et les transformer en objets cultuels comme en vêtements de cérémonie, en meubles d'apparat comme en masques rituels.

Regards croisés

Le regard porté sur les œuvres d'art extra-européennes par les collectionneurs et les conservateurs n'a pas toujours été le même : recherche de folklore exotique à l'époque coloniale, fascination esthétique de la part des intellectuels et artistes occidentaux, quête ethnographique, qui a présidé notamment à la constitution des collections du musée de l'Homme, aujourd'hui installées au Musée du quai Branly...

De nos jours, la perception en est plus complexe et définit la nouvelle politique d'acquisition : tout en tenant à affirmer la place dans l'histoire de l'art mondial d'œuvres majeures venues d'ailleurs, il s'agit de rendre à tous ces objets leur valeur de témoignages offerts par des cultures diverses, qui rentrent ainsi en dialogue à travers le temps et l'espace. Enfin, rendre compte aussi de l'histoire de ces objets et de leur découverte, par une politique d'acquisitions d'archives et de documents, entre autres sur l'activité des voyageurs, explorateurs, scientifiques. L'exposition révèle tous ces aspects et l'on y voit, entre autres, une reconstitution du cabinet de travail du grand ethnologue Claude Lévi-Strauss, qui désignait sa recherche en ces termes : « Comprendre comment fonctionne l'esprit des hommes. »



4.

Les coulisses du musée

Cette exposition, selon l'expression d'Yves Le Fur, est « *une invitation à entrer dans les coulisses du musée* » pour comprendre comment les choix d'acquisition s'élaborent et se décident. Tout au long des galeries, des petites vidéos passionnantes, précises et claires, expliquent aux visiteurs les étapes qui vont du repérage de l'objet jusqu'à son inscription à l'inventaire : séances de travail, discussions animées entre conservateurs autour de l'objet, analyse de son authenticité, évaluation de sa qualité, traçage de sa provenance... Car, comme le souligne de son côté Emmanuel Kasarhérou, « *on n'acquiert pas d'œuvres dans le doute* ».

Si les vingt ans du Quai Branly offrent une occasion de comprendre et d'apprécier le travail des équipes du musée, c'est aussi et surtout pour le visiteur celle de partager ce à quoi ce travail donne accès : une exploration du dialogue des cultures, de l'Alaska au Congo, de l'Océanie à l'Amérique indienne, des Philippines à la Nouvelle-Orléans... ■



*MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

- LÉGENDES**
1. Pendentif anthropomorphe en or, Colombie, 1000-1500. © Charles Fréger
 2. Tapisserie égyptienne, 2006 © Claude Germain
 3. White Buffalo (Bison blanc), 2017. Costume de reine des Indiens de Mardi gras, confectionné et porté par Eleonora « Rukiya » Brown lors du défilé à la Nouvelle Orléans (États Unis). © Patrick Gries
 4. Parure en plumes, coton, fibres végétales, bois des Indiens Kalapalo, du Rio Xingu (Brésil), 1960-1972. © Claude Germain

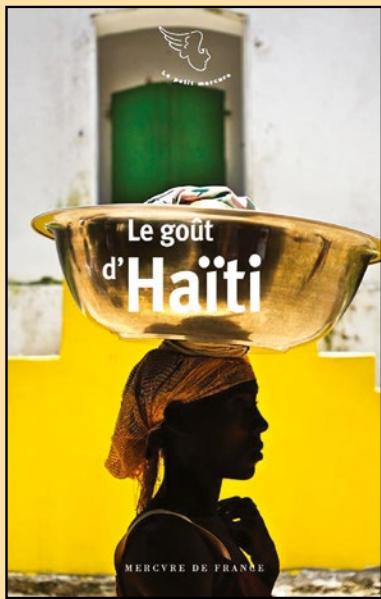
ANTHOLOGIE

HAÏTI CHOISIE

Petit par la taille, grand par le contenu : voici *Le Goût d'Haïti*, un délicieux mini-recueil édité chez Mercure de France.

Le principe de la collection consiste à offrir une vision kaléidoscopique d'une ville ou d'un pays avec des morceaux de textes bien choisis et introduits. Ici, les extraits sont présentés par Georgia Makhlouf, écrivain et critique littéraire libanaise, autrice de *Port-au-Prince, aller-retour* (éd. La Cheminante). Toussaint Louverture, René Depestre, Dany Laferrière, Louis-Philippe Dalembert, Frankétienne, Yanick Lahens mais aussi Breton, Victor Hugo ou Lamartine et bien d'autres, ont décrit ce pays éminemment créatif. Une invitation au voyage dans le réel et l'imaginaire haïtiens, ce territoire où « *la négritude se mit debout pour la première fois* », comme l'a si bien résumé Aimé Césaire ! Une autre façon de parler de ce pays qui a vaincu les troupes de Napoléon venues rétablir l'esclavage en 1804, loin des catastrophes naturelles et politiques. ■

Sophie Patois



Le Goût d'Haïti, Mercure de France

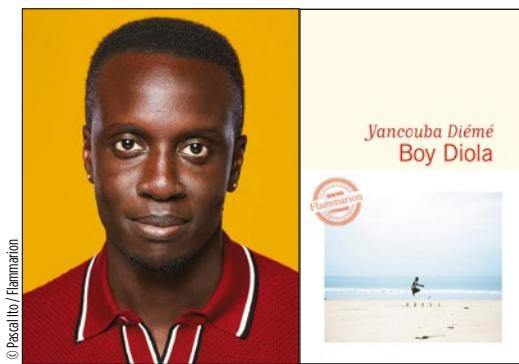
ENTRETIEN

« JE SUIS RESTÉ PROCHE DE LA LANGUE DES MIENS »

Nous avions publié l'une de ses nouvelles (« Les enfants des autres », *FDLM* 393) après l'avoir rencontré au Master de Création littéraire de Paris 8 (voir *FDLM* 392 et 401). Yancouba Diémé vient de publier son premier roman, *Boy Diola* (Flammarion), qui retrace l'itinéraire de son père, de sa Casamance natale à la région parisienne en passant par Dakar.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT BALTA

Vous aviez écrit la première mouture de votre texte pour le Master de Création littéraire, en 2016. Que s'est-il passé jusqu'à la publication ?



Après le Master j'étais un peu fatigué, je préférais penser à autre chose. Je sortais, je regardais le foot à la télé en me disant que peut-être un jour je reprendrais mon texte. Mais avant ça je devais aller au Sénégal. Ce fut le cas en 2017, et pendant ce séjour de trois semaines j'ai beaucoup écrit. Peu après, Sylvain Pattieu (mon prof référent pendant le Master), qui avait suivi mon texte depuis le tout début et qui me harcelait pour que je ne lâche rien, revient à la charge et m'encourage à écrire. Il me dit : « *J'ai parlé de ton texte à une éditrice et elle aimeraient bien te lire. Ça ne veut pas dire que tu seras publié mais au moins elle pourra te faire des remarques, ça peut t'aider et te motiver.* » J'ai accepté, elle était enthousiaste et on a commencé à travailler ensemble. Le Master m'a donné une identité. Il fallait trouver son style et sa manière de raconter les choses, avec mon souffle et mes mots et non pas essayer de pomper les autres. Jusqu'au bout j'ai essayé de rester fidèle à moi-même, proche de la langue des miens, proche du daron dans la façon de raconter, proche des frères et des sœurs.

En quoi votre roman, puisque c'est le terme qu'on trouve sur la couverture, se distingue de l'autofiction, de la biographie ?

On peut aussi dire que c'est une biographie. Je raconte les choses comme elles m'ont été racontées. Je raconte aussi mes souvenirs d'enfance, avec une marge d'erreur, avec le flou qui naît de souvenirs aussi lointains. Quand mon père me parle de sa rencontre avec la reine d'Angleterre, je fais mes recherches et je me permets des libertés (la chaleur, les mains moites, Apérav – mon personnage – qui fume des clopes, les gardes qui donnent des coups). Peut-être que ça s'est pas du tout passé ainsi, mais je parle de faits réels. Ce que je veux c'est que le lecteur lise l'histoire d'un personnage et non pas l'histoire de mon père.

Ce « Boy Diola », ce villageois de Casamance venu à Dakar pour trouver du travail qu'était votre père, en quoi est-ce vous aussi ?

C'est moi parce que je me considère comme un diola quand je suis au Sénégal. Boy Diola c'est moi aussi parce que comme mon père il y a deux choses que je refuse : dominer et être dominé. Tête dure, ne pas avoir peur de dire non aux chefs ni à Macron. Mon père était comme moi au même âge, j'en suis sûr. Et même si on n'a pas le même parcours, je suis un aventurier et un voyageur, comme lui. Il y a des choses que j'ignorais de sa vie et que j'ai apprises en écrivant. J'en apprends encore tous les jours. Ce livre, c'est une belle expérience. La famille est fière, je reçois des appels de gens du bled et de cousins à qui je n'avais plus parlé depuis 1996... Écrire un livre, pour certains, c'est un truc de « ouf ». ■

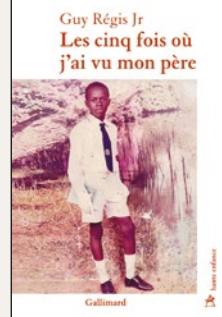
RÉCIT

UN PÈRE EN 5 ACTES

La belle collection « Haute enfance » chez Gallimard a offert à de nombreux écrivains et artistes l'occasion d'évoquer des souvenirs d'enfance, sur un mode sensible et fragmentaire. Le dernier titre paru, *Les cinq fois où j'ai vu mon père*, est un récit autobiographique du dramaturge haïtien Guy Régis Jr. En cinq chapitres qui sont comme les cinq actes d'une tragédie, il fait partager au lecteur l'expérience cruelle d'un enfant dont le père n'a cessé de disparaître. Dans une langue poétique et forte, les sentiments sont à fleur de peau et Haïti, sa nature, ses traditions et ses drames, sont puissamment évoqués.

Le père, toujours absent, est sans cesse présent dans l'imaginaire du petit garçon, que celui-ci soit dans l'attente ou le désir d'oubli. Ainsi ces fréquents dialogues intérieurs où à la voix du fils répond le silence. C'est seulement quand l'homme vient dire à l'enfant qu'il l'aime (4^e

« acte ») qu'il prend son poids d'existence : « *J'ai un père et en plus, il m'aime.* » Mais c'est pour encore une fois disparaître et ne plus faire qu'une brève apparition, avant un départ qu'on prévoit définitif. Le garçon, qui a grandi, a compris : son père, comme tant de jeunes hommes d'Haïti, a décidé de « jamber-traverser », de quitter l'île pour se risquer à traverser la mer. Partir car ils n'en pouvaient plus de la « débâcle de ce pays », de ce « président sanguinaire », de ses « gros hommes en bleu », qui mettent le pays « sens dessus dessous ». Mais peut-être y a-t-il encore une autre raison aux éclipses du père... Pour le savoir, il faut se plonger dans le récit, au-delà des cinq actes. ■ Odile Gandon



© C. Hélie / Gallimard

ROMAN

VOL EN RÉUNION

Arrachés à leur île et à leurs familles, plus de 2 000 jeunes de la Réunion (âgés de 6 mois à 20 ans) se retrouvèrent exilés dans un département rural de la métropole française, la Creuse, entre 1962 et 1984. Une décision politique de la France, censée lutter contre la misère et offrir un avenir aux enfants réunionnais.

Dans un roman âpre mais nécessaire, J.-F.

Samlong explore la face obscure de cette histoire longtemps tenue souterraine. Envoyés dans des foyers, employés comme commis de ferme par des paysans rudes et frustres, victimes du racisme ambiant, très peu d'entre eux bénéficièrent d'un vrai accueil dans une famille... Dépression, asile, prison et même suicide furent le lot de certains, loin des promesses faites sur l'île aux parents démunis à qui on extorquait une signature pour laisser partir leurs progénitures!

Il faudra attendre 2014 pour que l'Assemblée nationale française adopte une résolution relative aux enfants réunionnais placés en métropole et reconnaîsse ainsi officiellement un manquement à la responsabilité morale envers ses pupilles. Par la voix du personnage d'Héva, porte-parole véhément et révoltée, arrivée dans le centre de l'Hexagone à 16 ans avec ses frères Tony et Manuel, Samlong redonne dignité à ces identités bafouées. ■ Sophie Patois

POÉSIE

« TOUT EST À REFAIRE POUR UN ARTISTE »

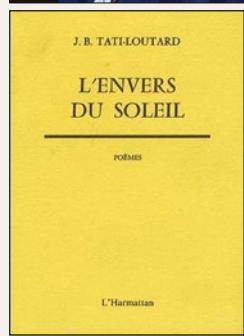
Ainsi parle Jean-Baptiste Tati-Loutard, poète congolais, né en 1938 à Pointe-Noire, dans son ouvrage *L'Envers du soleil*, recueil de poésie et d'aphorismes au titre oxymorique. Le soleil, lumière par excellence, porterait donc au-dedans de lui-même son opposé, son ombre secrète ? Dans un lyrisme doux et serein, l'auteur évoque très simplement tous ceux qui sont comme privés de soleil, donc de vie. Tous ceux qui volontairement ou involontairement tournent le dos à l'astre du jour : chômeurs, pêcheurs, malades, désespérés et tant d'autres qui ont « rompu avec le soleil ». Pour beaucoup, en effet, le soleil est porteur de mort : « *Mon voyage au soleil s'achève ici* », disent ceux dont « *le disque d'un soleil est déjà rayé* ».

Avec une thématique tout orientée vers la misère sociale, J.-B. Tati-Loutard est un auteur politiquement engagé : « *Nous avons rompu avec le soleil... La Révolte monte, la Révolte gronde.* » Mais il est avant tout poète : dans la dernière partie de l'ouvrage, « extraits de la vie poétique », il propose une sorte de mode d'emploi, de guide pour qui entend se faire

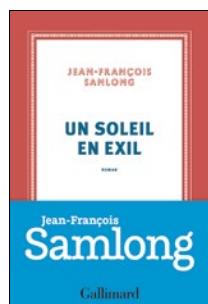
poète, il définit à sa manière très originale ce qu'est la véritable poésie : « *En poésie, le défaut précède l'extase. La difficulté est fonction d'exigence devant le vide à combler.* » Ou encore : « *La poésie ressemble à la mort : elle vous atteint n'importe où et n'importe quand.* » Et surtout, elle n'est

pas inutile et l'on voit s'opérer une sorte de synthèse possible entre politique et poésie : « *Quand la poésie commence à descendre dans la rue, c'est qu'il se prépare une révolution.* » Jean-Baptiste Tati-Loutard, mort en 2009, a laissé un message : la fonction poétique, c'est de combler ce « vide » creusé par toutes les formes de douleurs. ■

Christine Cadiot



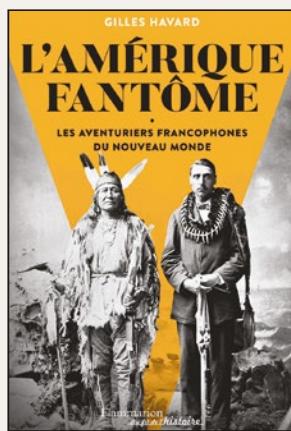
Jean-Baptiste Tati-Loutard, *L'Envers du Soleil*, 1970 (1^{re} édition PJO), L'Harmattan, 2014



VIVANTE FRANCOPHONIE AMÉRICAINE !

« On s'est souvent désintéressé de cette Amérique franco-indienne de l'intérieur [...] Puisse ce livre, et ses personnages arrachés au sommeil des archives, concourir à la redécouverte de ces mondes engloutis. » Tel est le défi que formule et relève tout à la fois l'auteur en conclusion de *L'Amérique fantôme*, justement sous-titré *Les aventuriers francophones du Nouveau Monde*.

Chercheur au CNRS à qui nous sommes déjà redevables d'une *Histoire de l'Amérique française* (Flammarion, 2003) et d'une *Histoire des coureurs de bois* (les Indes savantes, 2016), Gilles Havard marie en quelque sorte ces deux ouvrages pour cette fois donner chair à cette francophonie nord-américaine aujourd'hui trop souvent cantonnée au seul Québec. Pour donner à voir cette Amérique « effacée de l'*histoire et des mémoires* » (d'où le titre, qui est aussi un clin d'œil au livre emblématique de Michel Leiris, *L'Afrique fantôme*), il est lui-même parti à l'aventure, en quête de ces coureurs de bois et vendeurs de peaux venus de France et de Nouvelle-France (premier empire colonial français, qui a existé de 1534 à 1763). Pour leur rendre hommage, il a ainsi choisi d'exhumier neuf grandes figures qui, par leur diversité d'origine, de parcours, de réussite, permettent de faire revivre la vitalité de la présence francophone sur cet immense territoire, lui redonnant ainsi sa juste place.



Quelle était-elle, justement ? Gilles Havard montre combien « cette Amérique de la marge a été occultée par le récit héroïque et prédestiné de la conquête de l'Ouest, qui met en scène le triomphe de la société anglo-américaine sur la sauvagerie amérindienne et, incidemment, sur la francophonie de l'intérieur du continent ». C'est tout le mérite de ce livre de ressusciter l'une en réhabilitant l'autre, ce monde indien, ou amérindien, avec ses coutumes et ses modes de vie auxquels nombre d'aventuriers francophones se sont acclimatés, parfois jusqu'au métissage.

Avec eux, nous voilà errer dans une Amérique non encore conquise, non encore déterminée (celle du « Destin manifeste »). Comme des journaux extimes de la découverte d'une contrée et de ses autochtones, ces courtes biographies nous font toucher du doigt une vérité historique ignorée en même temps qu'elles sortent de l'anonymat – ils s'appelaient Pierre Gambie, Nicolas Perrot, Toussaint Charbonneau ou encore Pierre-Esprit Radisson (oui, celui-là même qui a donné son nom à la chaîne hôtelière) – des figures qui permettent, en suivant leurs traces infimes et singulières, d'« explorer les replis ou certains impensés du phénomène colonial ». ■ Clément Balta

Gilles Havard, *L'Amérique fantôme. Les aventuriers francophones du Nouveau Monde*, Flammarion, 2019

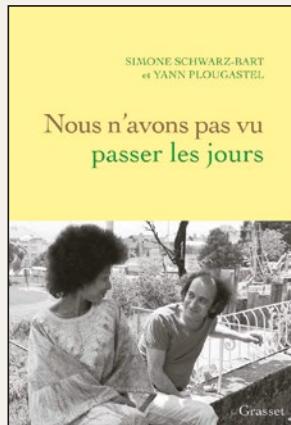
RÉCIT

MÉMOIRES D'UN MARRONAGE SPIRITUEL

Mémoires et, bien sûr avec le couple Schwarz-Bart, mémoire. Car *Nous n'avons pas vu passer les jours* revient sur l'histoire de deux êtres dont la rencontre, un beau jour de 1959, allait bouleverser l'existence – et la littérature avec elle, une littérature profondément marquée par la volonté de ressusciter des univers perdus, des êtres disparus.

Cette année-là, à la surprise générale, André Schwarz-Bart obtient le prix Goncourt pour *Le Dernier des Justes*. Le premier roman d'un inconnu dont les parents sont morts à Auschwitz et qui revient sur l'effondrement d'un monde dans les camps nazis. Non sans susciter la polémique. Son épouse revient sur cet épisode, mais nous permet surtout d'explorer de l'intérieur toute l'intensité de la vie d'un petit juif d'origine polonaise mêlée à celle d'une Guadeloupéenne à qui « l'*histoire [est] revenue* » grâce à lui.

L'un et l'autre partagent une mémoire de la souffrance, ou, comme le dit le journaliste Yann Plougastel – qui fait ici office de secrétaire, au sens où il permet aux secrets de se livrer, de « faire livre » –, « la mémoire des deux plus grandes tragédies de l'*histoire contemporaine, la Traite et la Shoah* ».



Ce « *marronage spirituel* » évoqué par Simone et qu'elle nous permet de suivre dans ses pas et dans ses pages, se retrouvera dans leurs œuvres plus communes que respectives – de *La Mulâtre Solitude* d'André à *Pluie et vent sur Télumée Miracle* de Simone – et se prolongera dans la Babel édénique de Goyave, leur refuge de Guadeloupe, où ils vivaient, comme le dit justement Simone, « *un métissage planétaire à petite échelle* ».

Le portrait d'André vaut pour celle qui l'esquisse, et la magie de l'évocation trace celle de la transfiguration amoureuse : « *Cet acte d'amour à travers l'écriture nous modifiait insidieusement, il devenait moi, et moi lui* ». Au fil de la lecture, les mémoires se font conte, et le couple lui-même devient quelque peu légendaire, comme ces histoires créoles qu'on racontait à Simone enfant, comme ces histoires juives d'ancestrale mémoire. « *Il était une fois une Noire farouche et un petit Juif solitaire, qui vécurent longtemps ensemble, eurent deux garçons et écrivirent une demi-douzaine de romans, sans voir le temps passer...* ». Et nous non plus. ■ C. B.

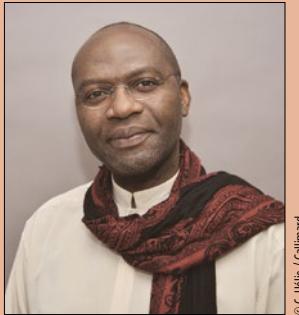
Simone Schwarz-Bart et Yann Plougastel, *Nous n'avons pas vu passer les jours*, Grasset, 2019

ENTRETIEN

LA BONNE VOIE DE GASTON-PAUL ENFA

Né au Cameroun, couronné notamment par le Grand Prix littéraire d'Afrique noire en 1998, **Gaston-Paul Effa** vit en Lorraine où il écrit et enseigne la philosophie. Son dernier ouvrage, *La Verticale du cri*, est un récit initiatique percutant sur lequel il nous éclaire...

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE PATOIS



ÉCRITURE THÉÂTRALE

DES RIVES À LA BANQUISE

Des morceaux de banquise. Pour aller d'une rive à une autre, c'est sûr qu'on a déjà vu moyen de locomotion plus efficace et confortable: aucun contrôle sur la trajectoire, et histoire de corser le tout, une surface au sol qui diminue peu à peu tandis que la banquise se met à fondre... Non, décidément, Guillaume Poix n'offre pas à ses personnages les meilleures conditions de transport possibles. C'est que l'intérêt de *Fondre*, véritable bijou théâtral et poétique, est ailleurs. Loin du rivage et des certitudes de la terre ferme. Du côté de l'instable et de ce qui disparaît – les cargos, les compagnons de voyage et la terre elle-même, justement plus si ferme.

Lauréate du Prix Godot des Nuits de l'Enclave en 2018, cette courte pièce est décrite par l'auteur comme « *une partition ouverte pour des jeunes gens qui ont froid* ». C'est d'ailleurs la seule chose que l'on sait d'eux de façon certaine: ils ont froid. Qui sont-ils, d'où viennent-ils et vers quel territoire se dirigent-ils, peu importe. Ils sont là, sous les étoiles. C'est bien suffisant pour rêver. Et pour croire, un instant, qu'il est possible de recoller des bouts de lune avec du sel pour gagner le rivage. Rythmées par le silence et le craquement de la banquise, les quelques paroles échangées éloignent un temps la peur de la solitude et de la mort sans pour autant les déjouer. S'attaquer aux sujets brûlants que sont les questions climatiques et migratoires demande de l'audace et du talent. La simplicité et la poésie déroutantes de *Fondre* prouvent que Guillaume Poix n'en manque pas. ■

Chloé Larmet

Guillaume Poix, *Fondre*, éditions Théâtrales



Gaston-Paul Effa, *La Verticale du cri*, Gallimard, coll. « Continents noirs »



« PAPICHA », DES FEMMES CONTRE L'OBSCURANTISME



▲ La réalisatrice Mounia Meddour, entourée de deux de ses actrices, Shirine Boutella (à g.) et Lynda Khoudri.

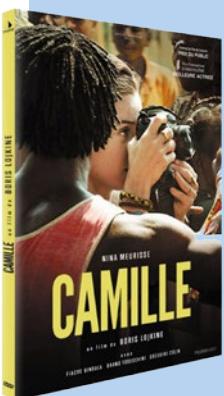
Alger à la fin des années 1980, une bande de jeunes filles étudiantes en français vit une jeunesse apparemment insouciante. Nedjma, passionnée de mode et pleine d'une énergie joyeuse, s'échappe avec ses copines de la cité universitaire pour aller en boîte de nuit et tenter de vendre dans les toilettes ses créations aux « Papicha », jeunes filles comme elle, drôles et jolies. Cette joie de vivre va se heurter brutalement à la réalité de la terreur imposée par les femmes en hijab qui envahissent la cité universitaire pour faire régner leur loi. La sœur de Nedjma, qui exerce malgré les menaces son métier de journaliste, est assassinée. Le film bascule alors : la jeune fille insouciante va entamer un combat à partir de sa passion de la mode. Avec un défilé au sein de la cité

universitaire, elle glorifie le corps de la femme grâce au *haïk*, ce vêtement traditionnel dont elle détourne le sens. Les islamistes ne pardonneront pas cette liberté affichée et le drame va se nouer. Entre la mort, le deuil, le tragique et la force de vie incarnée par la naissance d'un bébé hors mariage.

Dès le début du film, l'énergie, la fièvre, la passion de vivre saisissent le spectateur. Si les moments de deuil (assassinat de la sœur de Nedjma, attentat de la cité universitaire) font découvrir une Papicha ébranlée et bouleversée, la rage de vivre ne quitte pas cette jeunesse visée au quotidien par des menaces et des meurtres. La réalisatrice, Mounia Meddour, a vécu elle-même cette peur pendant la « décennie noire » et la terreur islamiste en Algérie.

Le scénario peut apparaître sans nuances, mais Nedjma la combattante, incarnée par une Lynda Khoudri, ardente, toujours en mouvement, filmée au plus près tout au long du film, devient un symbole, un étendard de ce désir de vivre envers et contre tout, de célébrer le corps et la beauté féminine face à la terreur et l'ostracisme odieux.

Au festival de Cannes 2019, ce premier long-métrage de Mounia Meddour a reçu le prix de la mise en scène et le prix du jury dans la section « Un certain regard ». Mais l'avant-première du film a été annulée en Algérie... ■ Chantal de Linares



CAMILLE, LA PHOTO OU LA VIE

Ce film poignant de Boris Lojkine retrace le destin tragique de la photographe Camille Lepage, retrouvée morte en Centrafrique le 12 mai 2014. Si les circonstances exactes de sa mort ne sont toujours pas élucidées, elles se rattachent aussi à l'idéalisme téméraire de la jeune femme, fascinée et finalement happée par ce pays en proie à la guerre civile. C'est toute la force de ce

biopic de rendre hommage au travail et à la mémoire de Camille (un prix porte désormais son nom au festival Visa pour l'image de Perpignan) en étant au plus près de ce qu'elle a vécu, brouillant les traces entre fiction et documentaire. C'est aussi une façon de mieux connaître les tourments d'une région et de ses populations, de plonger dans les méandres de ces batailles intestines que l'engagement, d'abord journalistique, de gens comme elle permet de dévoiler. Le film se double d'ailleurs d'une dimension critique, symbolisée par la rencontre sur place de Camille (interprétée par Nina Meurisse, photo) avec de vieux baroudeurs du photojournalisme la mettant en garde contre sa ferveur et son empathie. En vain, puisqu'elle choisira finalement de retourner en Centrafrique, au péril de sa vie.

Le film a été projeté en avant-première à Bangui, en septembre dernier. Bien plus, il a été tourné dans les environs avec des comédiens et techniciens locaux et avec l'aide de l'Alliance française de Bangui (AFB). Comme une sorte de continuité au professionnalisme de Camille Lepage, « de nombreux ateliers encadrés par les réalisateurs Boris Lojkine et Daniele Incalcaterra ont permis d'accompagner 12 jeunes Centrafricains et de réaliser plus de 23 films documentaires », détaille Olivier Colin, le directeur de l'AFB, qui espère ainsi « que le tournage de Camille fera des émules et donnera envie à de jeunes d'ici de s'engager dans la voie de la création cinématographique. »

Conjuguant ainsi la passion d'informer et celle de créer, qui irriguent cette œuvre puissante. ■
Clément Balta



CULTURES

AKANGA, UN LIEU INCONTOURNABLE !

À Porto-Novo, capitale du Bénin, un centre culturel joue depuis 2008 un rôle central dans la culture béninoise. Créé par l'historien et éditeur Dieudonné Gnanmankou et son épouse Joki Esso, chanteuse, auteure jeunesse et illustratrice, le centre Akanga propose au public une librairie, une bibliothèque, des ateliers de chants et de dessin et organise régulièrement des rencontres avec des auteurs béninois, mais aussi d'autres pays africains et de la diaspora : romans, poésie, bandes dessinées, essais historiques et scientifiques. Ainsi Gratien



Ahouanmènou, Kidi Bébey, Toussaint Ahomagnon, Micheline Adjovi, Adélaïde Fassinou et Florent Couao-Zotti, y ont présenté leurs ouvrages et échangé avec le public. Fondateur et directeur des éditions Dagan, le Pr Gnamakou a aussi initié depuis 2016 la Fête du livre de Porto-Novo. Ce rendez-vous littéraire vise à promouvoir le livre. Et si, très sérieusement,



DR

des maisons d'éditions et des acteurs de la chaîne du livre, libraires, écrivains, bibliothécaires, éditeurs s'y réunissent chaque année, une série d'animations joyeuses, organisées par Joki Esso, s'adressent plus spécifiquement aux enfants.

Le centre Akanga est aussi partie prenante du Festival international de Porto-Novo (FIP), évènement culturel annuel au rayonnement mondial, organisé par l'Unesco et dont Dieudonné Gnanmankou fait partie du comité scientifique. Autour du thème choisi pour 2019 – « Les systèmes divinatoires en Afrique dans un contexte de mondialisation » –, le centre Akanga a rendu un grand hommage à Haïti, pays avec qui le Bénin partage un fort lien historique. D'où une exposition consacrée aux origines du vaudou haïtien au musée Isèbayé, des conférences-débats sur la littérature haïtienne et sur l'histoire de l'île... Il se passe toujours quelque chose au centre Akanga ! ■

Odile Gandon

LAPIHAZO !

Le mot claque comme une invitation à la fête! En fait, il signifie tout simplement « scène » en malagasy, la langue de Madagascar. C'est en janvier 2019 que l'Institut français de la Grande île a pris l'initiative de mettre à la disposition des jeunes créateurs dans les arts vivants (musique, danse, théâtre ou performances littéraires) une scène où ils peuvent présenter leurs créations au public. Un samedi par mois, c'est l'occasion, pour les jeunes talents, de mener leur travail dans des conditions professionnelles et de le présenter à des spectateurs nombreux. Une aubaine pour ces artistes émergents, comme il y en a tant à Madagascar, en dépit des difficultés sans nombre qui pèsent sur la vie quotidienne des habitants. L'invitation a été lancée : « Que vous soyez musicien, chanteur, danseur, auteur ou comédien, déposez vos dossiers pour conquérir le Lapihazo de l'IFM! »

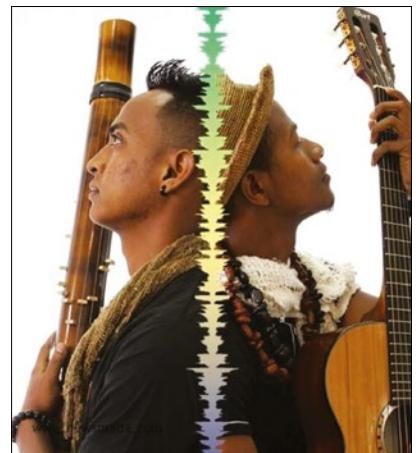
Situé à Analakely, quartier central très animé d'Antananarivo, la capitale, cette plate-forme de diffusion représente depuis plus d'un an un rendez-vous incontournable pour découvrir des formes innovantes et sans cesse renouvelées, qui allient les tendances les plus modernes de la création musicale ou chorégraphique avec les traditions des différentes régions du pays. La program-

mation est très éclectique: jazz, soft-rock et gospel ont inauguré le cycle, suivis par toutes les variétés de hip-hop, rap, krump ou reggae, jouées, chantées, dansées, mais aussi par des humoristes talentueux, dont les sketchs enlevés sont souvent des messages critiques...

Des noms se succèdent dont on peut prévoir qu'on les entendra longtemps, comme ceux du groupe Trade Union, des musiciens Dzao Lahy et Mamina, des danseurs Sckratty et Sky,

des humoristes Sombiniaina et César Legrand, et tout récemment du chanteur-auteur-compositeur Drwina ou des rappeurs Wada et Yoong, sans compter tous les autres... Tous natifs de l'île. L'avenir artistique de Madagascar rebondit sur le tremplin du Lapihazo! ■

Félix Traoré



▲ Dzao Lahy et Mamina.

FRANÇOIS-XAVIER FAUVELLE ARCHÉOLOGUE DE L'HISTOIRE AFRICAINE

À l'automne 2019, le Collège de France a inauguré une nouvelle chaire permanente consacrée à l'histoire du continent africain : « Histoire et Archéologie des mondes africains ». Une chaire confiée à François-Xavier Fauvelle, historien, philosophe, archéologue, dont les travaux sur le passé du continent sont mondialement reconnus.



▲ Au Collège de France, lors de sa leçon inaugurale, le 3 octobre 2019.

Dès sa leçon inaugurale, Fauvelle définissait son travail : « *L'historien de l'Afrique sait que son travail ne consiste pas seulement à renouveler des connaissances – il consiste à le faire contre les clichés dont souffre l'histoire du continent.* » La création de cette nouvelle chaire « Histoire et Archéologie des mondes africains » au Collège de France signale en effet le changement qui s'est opéré dans les perceptions publiques mais aussi académiques, à la fois du continent et du travail d'historien.

Né en 1968, François-Xavier Fauvelle entreprend, après des études de philosophie et d'histoire, une thèse sur la représentation d'une population d'Afrique australe, les Khoisan, chez les voyageurs européens et les anthropologues occidentaux entre les xv^e et xix^e siècles. Thèse qui sera publiée sous le titre *L'Invention des Hottentots*⁽¹⁾. Dès ce premier travail, Fauvelle s'est fait homme de terrain, et n'a jamais cessé de l'être : longs séjours en Afrique du Sud, puis en Éthiopie en post-doctorat, séjours qu'il alterne avec un enseignement en France et aux États-Unis. Il coordonne des programmes de recherche à partir de l'Institut d'études africaines d'Aix-en-Provence, où il est recruté par le CNRS en 2002. Sa démarche de chercheur, déjà, est essentiellement pluridisciplinaire, en quête de sources multiples : historiques, archéologiques, anthropologiques. En 2016, il prend la tête, durant trois ans, du Centre français d'études éthiopiennes à Addis-Abeba, où il développe des programmes de fouilles et d'inventaires qui permettent entre autres de financer le travail de jeunes chercheurs en sciences humaines, notamment africains. Depuis 2009, il dirige des recherches au sein du laboratoire TRACES, à Toulouse, où

il crée un Pôle Afrique. Notamment, de 2011 à 2013, il codirige avec l'archéologue et historien de l'art marocain Elarbi Erbati les fouilles du site médiéval de Sijilmasa, porte saharienne du commerce entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest.

Enquêtes et projets collectifs

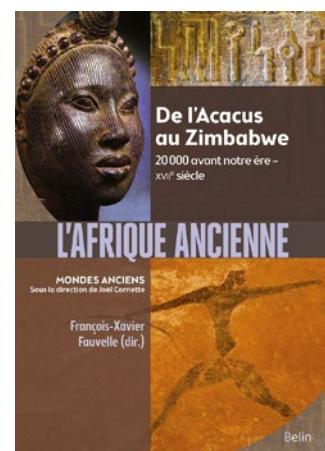
Avec son élection au Collège de France, François-Xavier pense pouvoir transmettre, à un public élargi, ce qui constitue le credo de son travail depuis des années : comprendre en quoi la colonisation et la traite sont les causes principales du « vide relatif » de l'historiographie africaine, mettre à bas certains discours – entre autres ceux d'un président français, pour ne pas le nommer – affirmant que l'Afrique n'a pas d'Histoire, déployer toutes les sources que peut trouver et étudier un historien digne de ce nom : sources manuscrites (il en existe, bien sûr !), épigraphie, linguistique comparée, géographies, archéologie, art rupestre... grâce auxquelles, dit-il, « *on peut reconstituer des nappes d'histoire remontant 10 000 ou 15 000 ans en arrière* ». Et même plus, puisque l'historien a coordonné récemment un gros ouvrage collectif *L'Afrique ancienne. De l'Acacus au Zimbabwe, 20 000 ans avant notre ère-xvi^e siècle*⁽²⁾ !

Pour remonter le fil du temps sur un continent multiple, pour raconter au mieux l'histoire des « mondes africains » (au pluriel), Fauvelle promeut toujours une politique de recherche fondée sur des projets collectifs, pluridisciplinaires et internationaux, des « enquêtes » autour d'un site, d'un objet, d'un récit, dont il donne un exemple dans *Le Rhinocéros d'or, histoires du Moyen-Âge africain*⁽³⁾. La lecture de cet ouvrage, qui l'a fait connaître en France et à l'étranger, ne pourra qu'enthousiasmer ceux que la violence de l'Histoire a séparés de leurs ancêtres. Ancêtres que Fauvelle convoquait dans sa leçon inaugurale « *pour leur dire que le travail de l'historien est de les inviter dans le présent* »... ■

1. Publications de la Sorbonne, 2002.

2. Editions Belin, coll. « Mondes anciens », 2018.

3. Alma éditeur, 2013 ou Folio Gallimard.



Pour en savoir plus :

www.college-de-france.fr/site/francois-xavier-fauvelle/index.htm



Francophonie

L'AVENIR EN ACTION

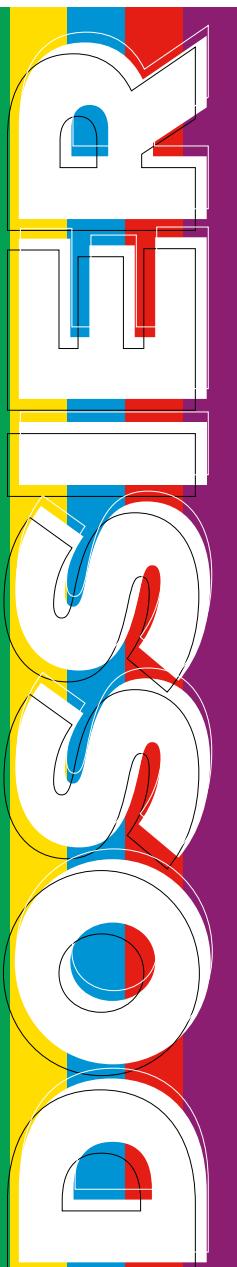
Plus de pages pour être à la page. *Francophonies du monde* ouvre son année 2020 par un dossier spécial, plus long et plus complet, consacré à cette Francophonie institutionnelle qui s'apprête à fêter un demi-siècle d'existence. Cinquante ans se sont en effet écoulés depuis que quatre chefs d'État, trois africains et un asiatique, se sont réunis pour poser les fondements de ce qui deviendra plus tard l'Organisation internationale de la Francophonie. Le meilleur hommage que l'on pouvait rendre à cet acte fondateur, et visionnaire, c'est encore de se pencher sur ce qui, aujourd'hui, permet à cette Organisation de faire « *entendre une voix forte sur la scène internationale autour des grands enjeux mondiaux* », comme l'affirme sa Secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, dans un entretien exclusif.

Cette population qui a le français en partage compte de nos jours 300 millions de locuteurs. Et davantage encore demain selon les prévisions de l'Observatoire de la langue française. C'est face à ces enjeux que l'OIF place au cœur de ses missions la formation et l'éducation, notamment en Afrique, vivier de cette « Francophonie de l'avenir » selon le maître-mot des célébrations. Celles-ci débuteront à Niamey, la capitale nigérienne, sur les terres mêmes et au jour précis où elle a vu le jour : ce 20 mars synonyme de fête de la langue française partout dans le monde depuis maintenant plus de trente ans. Tout au long de 2020 et jusqu'au Sommet de Tunis de décembre, la Francophonie et sa communauté si riche et si diverse seront ainsi à l'honneur, de plain-pied avec le xxie siècle. Avec elle, avec vous, nous écrivons cette nouvelle page. ■



© Cyr Bailleul/OIF

▲ Jeunes Volontaires internationaux de la Francophonie, au siège de l'OIF, à Paris.



P. 12

Présentation

P. 13-15

Entretien

P. 16-17

Atlas

P. 18-19

Langue

P. 20-25

Éducation

P. 26-29

Culture

P. 30-31

Événement

P. 32-35

Témoignages

AU FIL DE L'HISTOIRE

Au cours du xx^e siècle, des hommes et des femmes francophones, conscients de la richesse d'un espace linguistique commun, ont impulsé un mouvement qui a abouti à la création d'une puissante institution, prête à affronter les défis du xxⁱ^e siècle.



▲ Les «pères fondateurs» de la Francophonie : Habib Bourguiba, Léopold Sédar Senghor, Hamani Diori et Norodom Sihanouk (de g. à d. et de haut en bas).

Lorsqu'en 1880, le géographe français Onésime Reclus créa pour la première fois le terme « francophone » dans son ouvrage *France, Algérie et colonies*, ce n'était pas à proprement parler pour promouvoir un « dialogue des cultures », mais plutôt pour affirmer son adhésion à l'expansion coloniale française, en plein essor sous la férule de Jules Ferry. Contrairement à son frère, Élysée Reclus, théoricien de l'anarchisme et peu favorable au colonialisme, Onésime voyait dans l'extension et la consolidation de la langue française un moyen d'asseoir la suprématie de la France dans la course au partage du monde entre puissances colonisatrices.

De la domination au partage

Mais après les chocs des guerres mondiales, des hommes et des femmes, voulant échapper à cette emprise linguistique coloniale, imaginent la francophonie comme un espace d'échange dans une langue partagée. Des associations voient le jour : en 1926, l'Association des écrivains de langue française ; en 1950, l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, puis la création en 1955 des radios publiques francophones, dont la diffusion renforce la présence d'un mouvement francophone qui s'internationalise. En 1961, c'est au tour des universitaires de lancer l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (future AUF), véritable réseau de ressources et d'échanges académiques.

C'est après les indépendances que la Francophonie prend son poids institutionnel. Et c'est dans les « décombres » de l'ordre ancien que les pays francophones ont, selon l'expression d'un des fondateurs de l'institution, le président-poète Senghor « trouvé cet outil merveilleux, la langue française ». Outil de relations intergouvernementales, avec la Conférence des ministres de l'éducation (CONFEMEN) et de ceux de la Jeunesse et des Sports (CONFEJES) ; base des échanges entre élus, avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ; fondement d'une coopération d'abord technique et culturelle, avec la création en 1970 à Niamey de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et la signature, par 21 pays – à l'initiative des présidents africains Senghor, Diori et Bourguiba –, de la charte de l'ACCT.

Relever les défis de la planète

En 1986, 42 chefs d'État et de gouvernement de pays ayant le français en partage se réunissent à Versailles à l'invitation du président français François Mitterrand : c'est le premier Sommet de la Francophonie, où vont se définir les grands axes d'une coopération multilatérale. D'autres sommets suivront, le dernier en date à Erevan, en 2018...

À chaque fois sont initiées des réformes institutionnelles, conférant une existence politique à l'ACCT, qui devient, en 1998, l'Agence intergouvernementale de la Francophonie avec la mise en place d'un secrétariat général, dont le premier titulaire est Boutros Boutros-Ghali. Fin 2005, la Conférence ministérielle francophone réunie à Antananarivo adopte une nouvelle charte de la Francophonie, sous l'impulsion du secrétaire général Abdou Diouf, qui réorganise et rationalise les objectifs et les missions de l'institution, qui, en janvier 2006, prend le nom d'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Aux domaines de l'éducation et de la culture, s'ajoutent les champs politiques (paix, démocratie et droits de l'homme), le développement durable (avec l'initiative Objectif 2030 et la représentation permanente de l'institution auprès des Nations Unies pour soutenir les ODD dans l'espace francophone), l'économie et les technologies numériques. ■



Abdou Diouf (à g.) et Boutros Boutros-Ghali.

LOUISE MUSHIKIWABO : « ENGAGER RÉSOLUMENT LA FRANCOPHONIE DANS L'AVENIR »

Première femme africaine à la tête de l'OIF, la Rwandaise Louise Mushikiwabo est depuis un an et demi la Secrétaire générale de la Francophonie. Le 20 mars, elle se rendra à Niamey pour célébrer les 50 ans d'une institution qui y a vu le jour. Elle évoque pour *Francophonies du monde* les grands défis qui l'attendent, dans un espace francophone fort de 300 millions de locuteurs.



▲ Visite de la Fondation Grand Cœur à N'Djamena, le 26 juin 2019.

© OIF

Quel bilan dressez-vous de la première année de votre mandat de Secrétaire générale de la Francophonie suite à votre élection, le 12 octobre 2018 ?

Louise Mushikiwabo : À mon arrivée à l'OIF, j'ai découvert une institution active dans beaucoup de domaines mais qui ne donnait pas la pleine mesure de son potentiel. Dès ma prise de fonctions et fidèle au mandat que m'ont confié les 88 chefs d'État et de gouvernement membres de la Francophonie au Sommet d'Erevan en octobre 2018, j'ai commencé à poser les jalons d'une transformation en profondeur de cette Organisation. La priorité aujourd'hui est de préciser le mandat de la Francophonie pour permettre la concrétisation et le passage à l'échelle des projets ayant un réel impact sur ses bénéficiaires. Ce soutien massif des États et gouvernements membres s'est notamment manifesté lors de la dernière Conférence ministérielle de la Francophonie qui s'est tenue à Monaco en octobre dernier. Les ministres présents, avec un nombre record de participations, m'ont donné leur plein soutien et mandatée pour effectuer les changements nécessaires à la mise en œuvre de cette nouvelle impulsion.

Ce soutien a aussi été exprimé par les nombreux chefs d'État que j'ai eu l'occasion de rencontrer, lors de divers événements, au cours de cette première année de mandat, et dont plusieurs nous ont fait l'honneur de rendre visite au siège de l'OIF, tels que les présidents de Madagascar, des Comores, du Sénégal, d'Arménie, de France, de Moldavie, d'Estonie, du Rwanda et encore tout récemment de la Côte

d'Ivoire. Depuis, nous avons notamment, avec le bureau de l'Administratrice, Catherine Cano, complètement revu la programmation en réduisant le nombre de programmes de manière drastique et en mettant l'accent sur un certain nombre de projets phare. Je peux citer par exemple : l'état civil, la mobilité des professeurs de français, le portail éducatif pour l'égalité femme-homme, le volontariat de solidarité au service des Jeux de la Francophonie, l'engagement et l'innovation, l'entrepreneuriat et les Pionniers. En matière de jeunesse, nous travaillons sur une étude de faisabilité pour déployer une radio jeunesse pour le Sahel ainsi que sur le lancement d'une grande consultation de la jeunesse dans le contexte du 50^e anniversaire de la Francophonie. Tout ce travail de fond s'est accompagné d'un audit organisationnel réalisé par KPMG et dont les résultats sont attendus prochainement. Après plus d'un an, je considère que le bilan provisoire est plus qu'encourageant et je compte me présenter au Sommet de Tunis, celui du cinquantenaire, avec de premières réalisations pour engager résolument la Francophonie dans l'avenir.

2020 est une année marquante pour la Francophonie. Vous vous rendez le 20 mars à Niamey, au Niger, là où tout a débuté avec la création de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancêtre de l'OIF. L'Organisation est-elle encore proche de l'esprit de ses fondateurs et comment vous inscrivez-vous dans cette riche histoire ?

À l'origine de la Francophonie, il y a un élan international de solidarité fondé sur le partage de cet héritage commun de la colonisation qu'est la langue française. Ces derniers temps, l'Organisation s'était un peu éloignée de cet esprit des fondateurs. Elle voulait agir dans trop de domaines, avec parfois une valeur ajoutée limitée par rapport à d'autres organisations. Je souhaite que l'on opère un retour aux sources. J'aimerais m'inscrire dans l'histoire de la Francophonie comme celle qui a permis un resserrement de l'action de l'Organisation autour de ses priorités fondatrices.

La première de ces priorités est de remettre au cœur de nos missions la langue française. Nous devons nous mobiliser davantage pour en promouvoir la transmission par une éducation de qualité, et pour la repositionner dans les domaines d'avenir, en particulier dans l'univers numérique. La seconde priorité est de renforcer la communauté politique francophone afin de faire entendre sur la scène internationale une voix politique forte, en particulier sur les enjeux globaux auxquels sont confrontées nos sociétés. À 50 ans, on doit certes prendre le temps de réfléchir au passé, mais on doit surtout s'inscrire dans le présent et anticiper l'avenir. Je pense à l'environnement, au numérique ou encore à l'avancement de la femme francophone comme priorité absolue. Enfin, je compte développer les solidarités à l'intérieur de notre espace francophone, en premier lieu face aux crises et aux conflits qui peuvent survenir dans notre espace par une mobilisation au service de la paix et de la démocratie.

Comment allez-vous célébrer ces « noces d'or » de la Francophonie dans la capitale nigérienne ? Quels sont les autres grands évènements et temps forts prévus dans le cadre de ce cinquantenaire, dont la célébration ira « du 20 mars au 31 décembre 2020 » ?

Le lancement officiel de ce cinquantenaire aura bien lieu le 20 mars prochain, au bord du fleuve Niger, à Niamey, berceau de la Francophonie institutionnelle en présence de plusieurs chefs d'État et de gouvernement, notamment ceux des 21 pays fondateurs. Nous entendrons ces voix institutionnelles et nous donnerons aussi la parole aux jeunes : nous voulons savoir ce que signifie pour eux « l'héritage de Niamey ».

En parallèle, se déroulera une grande fête à Paris pour le 20 mars et l'OIF ouvrira ses portes au grand public et surtout à la jeunesse, avec des spectacles et des animations. Le 26 mars, l'OIF, en partenariat avec l'IFRI, organise un grand forum de réflexion à Paris, au Centre national des arts et métiers (Cnam) autour du thème : « 50 ans après : la Francophonie, un enjeu géopolitique ». Nous envisageons également un grand concert autour des cultures urbaines au début de l'été à Kinshasa, en République démocratique du Congo, la plus grande ville francophone du monde, une capitale dont la jeunesse déborde de talents et de créativité. Du 25 au 27 septembre, aura lieu à Tunis le Congrès mondial des écrivains de langue française, qui réunira les plus grands auteurs francophones. Les célébrations du cinquantenaire seront officiellement closes lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie à Tunis en décembre.

En plus de ces manifestations organisées ou co-organisées par l'OIF, des centaines d'événements dans l'espace francophone vont être



© OIF

mis aux couleurs de la Francophonie. Je pense en particulier au Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui aura lieu à Tunis en juillet.

Le dernier Rapport de l'Observatoire de la langue française, paru en 2019, évoquait 300 millions de locuteurs de français sur la planète. Les prévisions les plus optimistes tablent sur plus de 700 millions de locuteurs à l'horizon 2050. Ce n'est pas qu'une question de démographie, mais d'enseignement. Quelle attention portez-vous à l'apprentissage du français et à ses enseignants ?

La langue française se porte bien grâce, en particulier, à la vitalité démographique des pays d'Afrique. Mais ne nous y trompons pas : toutes les projections chiffrées sur le nombre de locuteurs seront erronées si nous n'agissons pas vite et de manière concertée dans tout l'espace francophone en faveur d'une éducation de qualité en français dans nos pays membres où il est langue de scolarité.

Il nous faut agir aussi sur le français comme langue étrangère, y compris hors de la Francophonie institutionnelle car la langue française ne connaît pas de frontières.

Dans ce domaine crucial de l'éducation, l'OIF déploie déjà plusieurs programmes mis en œuvre par l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IEFE) que je souhaite consolider et passer à l'échelle supérieure. Nous allons également travailler de manière plus complémentaire avec les acteurs de la Charte de la Francophonie compétents dans le domaine que sont l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), la Conférence des ministres de l'éducation nationale (CONFEMEN) ou TV5Monde. J'ai l'ambition de mettre en route une grande alliance francophone pour l'éducation qui impliquera également les coopérations éducatives des États membres, sans oublier la société civile. À cet égard, je compte beaucoup sur la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) pour relayer nos projets, notamment, en particulier un grand projet pour la mobilité des enseignants que je vais lancer dès cette année 2020 pour pallier le manque d'enseignants formés dans certains pays de l'espace francophone.

► Un peu plus de 150 jeunes étaient réunis pour la première visite de la Secrétaire générale au Québec, le 12 juin 2019, placée sous le thème « Activité et inspiration jeunesse ».



«À 50 ans, on doit certes prendre le temps de réfléchir au passé, mais on doit surtout s'inscrire dans le présent et anticiper l'avenir. Je pense à l'environnement, au numérique ou encore à l'avancement de la femme francophone comme priorité absolue »

L'Organisation internationale de la Francophonie compte aujourd'hui 88 États et gouvernements membres et observateurs. Plusieurs pays, peu francophones, ont adhéré ou souhaitent adhérer à l'Organisation. Comment entrevoyez-vous l'avenir de la Francophonie sur le plan politique ? En quoi l'OIF se distingue-t-elle de la plupart des autres organisations internationales, en particulier celles de l'ONU ?

Forte du nombre de ses membres, l'OIF est la deuxième organisation « universelle » après les Nations unies. De ce fait, la Francophonie a un rôle reconnu, une place légitime dans le concert des Nations. Mais l'ONU n'est pas son modèle. Elle ne prétend pas être une mini-ONU ! Loin de là... En réunissant, grâce au lien indéfendable que crée la langue française, des États et gouvernements aux réalités économiques, sociales et politiques très diverses, la Francophonie favorise la solidarité, l'établissement de dialogues fructueux, de convergences voire d'alliances inédites.

Ce positionnement permet de créer des passerelles économiques et stratégiques à différents niveaux : coopérations Nord-Sud bien sûr, mais aussi Sud-Sud ou tripartites, dans lesquelles l'OIF joue un rôle de catalyseur. Ce qui distingue l'Organisation internationale de la Francophonie des autres multilatérales : sa capacité à éviter les clivages, son agilité dans l'action et la convergence pour les actions d'importance communes, sa capacité à contribuer à l'élaboration de compromis ou de consensus dans les enceintes internationales. C'est pour cela que j'entends agir pour que notre Organisation fasse entendre une voix forte sur la scène internationale autour des grands enjeux mondiaux.

Pour affirmer encore davantage notre personnalité politique, nous devons développer nos solidarités à l'intérieur de notre espace francophone. Une solidarité qui s'exerce en premier lieu face aux crises et aux conflits qui peuvent survenir dans notre espace, comme au Sahel par exemple. Je suis très mobilisée sur ce sujet, au service de la paix, de la démocratie et du respect des droits de l'Homme dans toute la Francophonie. ■

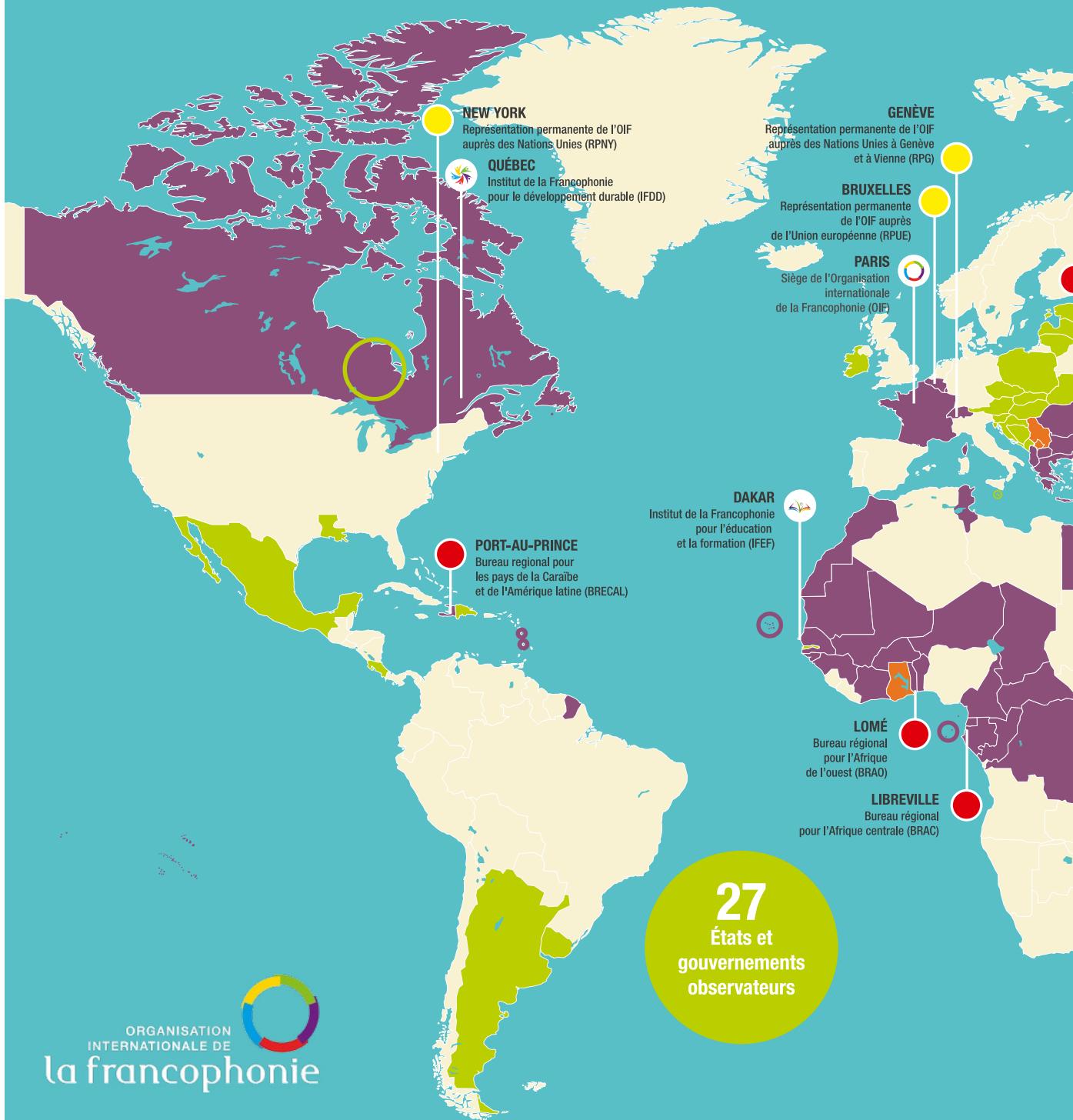


CATHERINE CANO, UNE FEMME ENGAGÉE

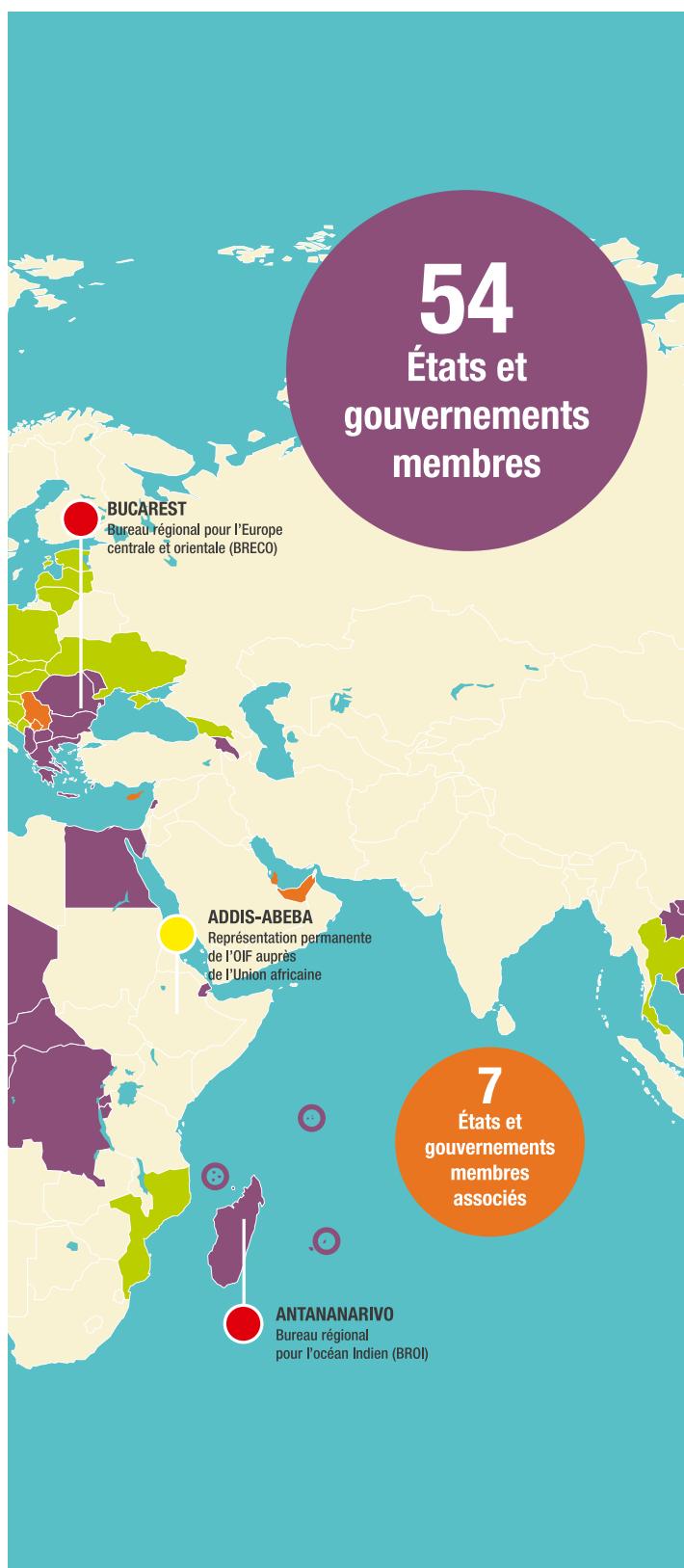
Lorsqu'en avril dernier, elle a été nommée par la Secrétaire générale au poste d'administratrice de l'OIF, la Canadienne Catherine Cano ne s'y attendait pas. PDG de la chaîne canadienne d'affaires publiques par câble, elle était en pleine action et avait plein de projets en cours. Mais, dit-elle, « quand on connaît la mission de l'OIF, qui est aussi l'avancement de la démocratie, des droits de la personne, de la liberté de la presse, de l'égalité homme-femme, de l'éducation, du rayonnement de la langue française et des cultures francophones, c'est difficile de dire non ! »

Il faut dire que la nouvelle administratrice, née d'un père français et d'une mère québécoise, avec des grands-parents espagnols et écossais, a été nourrie de multiculturalisme et s'est très tôt passionnée pour la politique internationale. Ses études à l'université d'Ottawa l'ont conduite au journalisme, où elle a fait une brillante carrière, en relation avec d'anciens condisciples du monde entier. Ses fonctions au sein de l'OIF, aux côtés de Louise Mushikiwabo – avec laquelle elle avoue une « grande complicité » – consistent à gérer les finances, l'administration, le personnel et les programmes. Une lourde responsabilité, qu'elle est prête à assumer avec enthousiasme et rigueur : « La gestion du personnel est très importante pour moi. Je veux embarquer l'équipe, parce que si je ne l'ai pas avec moi, ça ne donnera rien ! » ■

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE AUTOUR DU MONDE



Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'OIF.



La Francophonie, c'est aussi :



Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF, Paris)



Association internationale des maires francophones (AIMF, Paris)



Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Montréal : rectorat et siège
Paris : rectorat et services centraux



Paris : TV5MONDE
Québec : TV5 Québec Canada



Université Senghor (Alexandrie)



Conférence des ministres de l'Éducation de la Francophonie (CONFEMEN, Dakar)



Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES, Dakar)



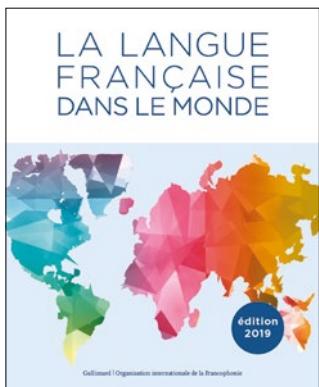
États et gouvernements observateurs			
Argentine	Géorgie	Monténégro	Thaïlande
Autriche	Hongrie	Mozambique	Ukraine
Bosnie-Herzégovine	Irlande	Pologne	Uruguay
Canada Ontario	Lettonie	République de Corée	
Costa Rica	Lituanie	Rép. dominicaine	
Croatie	Louisiane	Rép. tchèque	
Estonie	Malte	Slovакie	
Gambie	Mexique	Slovénie	

Représentations permanentes de l'Organisation internationale de la Francophonie
Bureaux régionaux de l'Organisation internationale de la Francophonie

À PARAÎTRE

Atlas mondial de la Francophonie

Près de quinze ans après le précédent, les éditions Autrement vont publier une mise à jour de *l'Atlas mondial de la Francophonie*. Date de sortie prévue à l'automne prochain.



UN OBSERVATOIRE POUR LA LANGUE FRANÇAISE

L'Observatoire de la langue française de l'Organisation internationale de la Francophonie recueille et analyse les données sur la situation du français dans le monde par pays, par secteur d'activité, dans les organisations internationales, afin de mettre en partage des statistiques fiables sur la place et les usages du français dans le monde.

L'Observatoire de la langue française s'appuie sur l'ODSEF (Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone), les partenaires de la coopération internationale (AUF, Coopération bilatérale des pays francophones et leurs opérateurs, etc.) ainsi que les représentants des États et gouvernements membres pour la collecte de données fiables. Il coordonne également avec des chercheurs et chercheuses internationalement reconnus des enquêtes et des études sur les évolutions de la présence et des usages du français dans le monde.

Un comité scientifique, représentatif de la diversité francophone, est par ailleurs chargé de valider la qualité scientifique des résultats, des analyses menées et des sources utilisées ; d'accompagner les choix méthodologiques de l'Observatoire et de déterminer les pistes de recherche à explorer en priorité.

Actualisation des données et développement du champ de la connaissance

Les résultats des travaux conduits par l'Observatoire permettent à l'OIF de fournir aux États et gouvernements membres les données et les éléments d'analyse nécessaires à l'élaboration et à l'orientation de leurs politiques publiques.

Ces données sont également utiles aux professionnels de la coopé-

ration linguistique et éducative, enseignants-chercheurs, étudiants et acteurs de terrain qui s'intéressent à l'étude des évolutions et des dynamiques linguistiques dans les pays de l'espace francophone et à l'international.

Mise en partage et diffusion de la connaissance

Entre autres études et publications diffusées par l'Observatoire, un rapport quadriennal sur « *La langue française dans le monde* »⁽¹⁾ rend compte de la réalité des usages de la langue française et de ses évolutions récentes à l'échelle mondiale, régionale et plus spécifiquement des pays, de sa présence dans l'éducation, la culture, l'économie, les médias et l'Internet.

D'autres études et publications permettent de cibler plus précisément des sujets tels que l'espace économique francophone, les variétés de la langue française, les grands espaces linguistiques, ou encore la situation du français dans les organisations internationales ; avec notamment la publication biennale du document de suivi du vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales⁽²⁾. ■

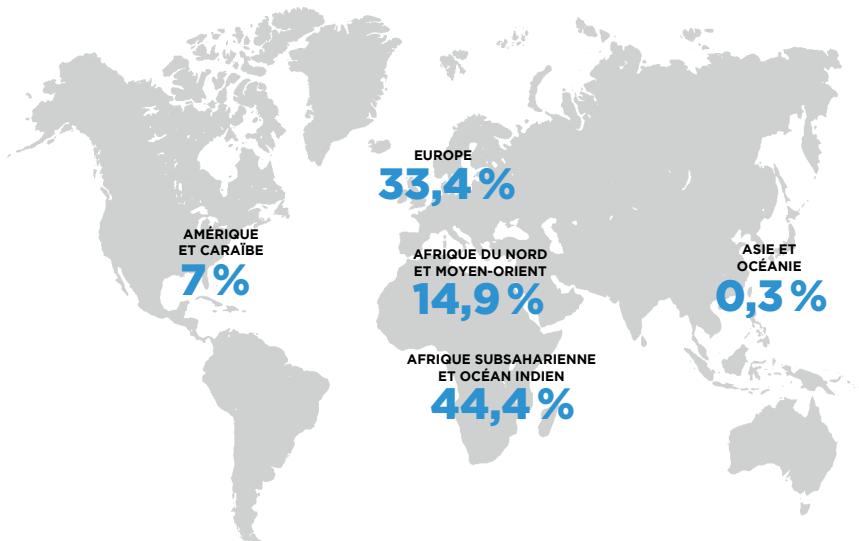
1. *La langue française dans le monde* (Édition 2019, OIF-Gallimard). Version intégrale actualisée et disponible en ligne sur le site de l'Observatoire : <http://observatoire.francophonie.org>

2. 7^e document de suivi du vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales, à paraître en décembre 2020.

NOMBRE ET POURCENTAGE DE FRANCOPHONES EN 2018

	Pays	Nombre de francophones	Pourcentage population
1°	France (métropole et outre-mer)	66 millions (M)	96 %
2°	Congo RDC	42,5 M	51 %
3°	Algérie	13,8 M	33 %
4°	Maroc	12,7 M	35 %
5°	Allemagne	12,2 M	15 %
6°	Canada (total)	10,9 M	29 %
7°	Royaume-Uni	10,9 M	16 %
8°	Italie	11,5 M	19 %
9°	Cameroun	10 M	40 %
10°	Belgique	8,6 M (FWB : 4,8 M)	75% (FWB : 98 %)

Répartition des locuteurs quotidiens du français par continent en 2018 : La part croissante de l'Afrique



LE FRANÇAIS DANS LE MONDE EN 2018

LANGUE MONDIALE

La langue française est la **5^e langue la plus parlée** au monde (après le mandarin, l'anglais, l'espagnol et l'arabe) avec **300 millions de locuteurs francophones** répartis sur les 5 continents, dont 235 millions en font un usage quotidien, dans des contextes variés : dans le foyer, à l'école, pour les démarches administratives, les relations professionnelles, l'accès à la culture, aux médias, aux institutions.

LANGUE AFRICaine

Le français est **langue véhiculaire** dans de nombreux pays africains, toujours fortement marqués par le multilinguisme : **60 % des locuteurs quotidiens du français résident en effet sur le continent africain**, un pourcentage qui pourrait atteindre 85 % à l'horizon 2070 selon les prévisions les plus optimistes de l'ODSEF (avec une possible progression du nombre de francophones dans le monde jusqu'à 770 millions, aux conditions du maintien de la vitalité démographique, des progrès de la scolarisation, du statut du français langue d'enseignement dans les pays d'Afrique francophone).

« LANGUE-MONDE »

La question des usages réels du français dans la sphère privée et de sa transmission au sein des foyers est centrale dans l'appréhension de l'avenir de cette langue dans l'ensemble des pays de la Francophonie, où la vitalité des langues françaises s'illustre d'ailleurs à travers le foisonnement de **francophonismes** (belgicismes, congolismes, ivoirismes, québécois, etc.) qui enrichissent son lexique au gré des réalités qu'ils traduisent, des langues en contact, et des évolutions des sociétés.

Un tout nouveau **Dictionnaire des francophones** (voir p. 43), conçu dans un format numérique et collaboratif, va d'ailleurs permettre aux linguistes des pays francophones d'illustrer et de faire vivre la richesse des langues françaises dans le monde. Le choix de la féminisation de la langue française à l'œuvre dans certains pays n'est-il d'ailleurs pas l'un des champs des possibles d'une « *francophonie de l'élan* », selon l'expression de Bernard Cerquiglini, et de progrès sociaux que la langue peut traduire ? ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Toutes les données collectées et actualisées (statistiques, tableaux, cartes, graphiques, ressources audio et vidéo, études, appels à projets de recherche, etc.) sont disponibles sur le site : <http://observatoire.francophonie.org/>

Vous pouvez également contacter M. Alexandre Wolff, responsable de l'Observatoire (alexandre.wolff@francophonie.org) et Mme Francine Quéméner, spécialiste de programme (francine.quemener@francophonie.org)



© Vincent Ohl

LE DÉCLIC DES CLAC

Depuis 1985, l'OIF a acquis une expertise unique et internationalement reconnue dans le domaine de la lecture publique grâce aux réseaux des Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC). Implantés à l'origine uniquement dans les zones rurales et périurbaines, des nouveaux centres ont également été créés en milieu urbain afin de répondre aux besoins locaux et aux réalités régionales.

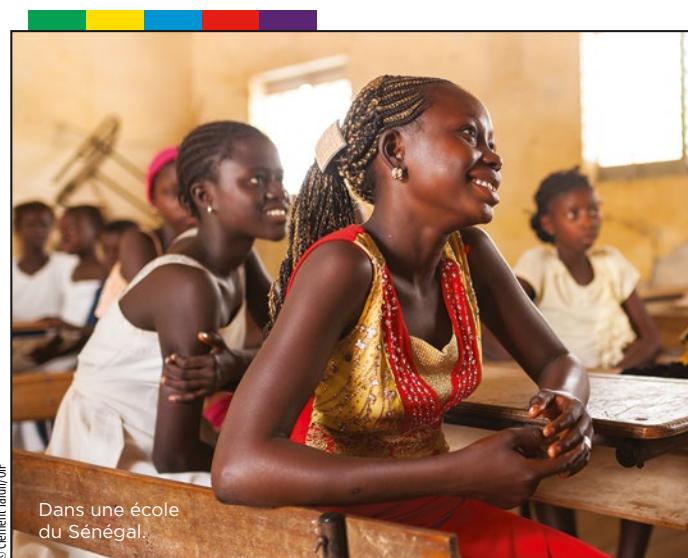
Bibliothèques publiques et lieux de convivialité, les CLAC favorisent le désenclavement des communautés bénéficiaires en permettant l'accès aux livres et aux moyens modernes de communication. On compte aujourd'hui 319 CLAC dans 22 pays d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient, de l'océan Indien et des Caraïbes.

À l'instar d'un centre culturel, un CLAC regroupe une bibliothèque et une salle polyvalente où se déroulent des animations culturelles. La population peut s'y informer, lire, échanger et s'y distraire. Pour 2020, ces centres seront en mesure de répondre à de nouveaux enjeux en termes d'accessibilité et d'échange de contenus numériques. Dans le cadre du projet BOU@TIC, ils seront équipés d'une dizaine de tablettes numériques et d'un boîtier permettant la diffusion en wifi et hors Internet de contenus numériques sélectionnés (ouvrages, audio et vidéo) sur différents terminaux (tablettes, téléphones, ordinateur).

En moyenne les activités annuelles des CLAC représentent :

- 3,8 millions de visites par an
- 3 millions de prêts d'ouvrages
- 24 000 projections de films ou de documentaires pour un public de 900 000 spectateurs
- 3 900 spectacles ou conférences pour 435 000 personnes
- 80 % des utilisateurs ont moins de 18 ans ■

ÉDUCATION DES FILLES L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN PREMIÈRE LIGNE



© Sébastien Tadif/OIF

Priorité de la Francophonie, l'éducation des filles reste encore un défi dans de nombreux pays, et notamment en Afrique. À cela s'ajoute la nécessité d'une formation professionnelle efficace pour les femmes en général. Deux ambitions cruciales pour accompagner et favoriser de bénéfiques transformations sociétales.

Al'échelle mondiale, 132 millions de filles ne sont pas scolarisées et deux tiers des analphabètes sont des femmes. Ces chiffres communément admis sont implacables. Même si un début de prise de conscience a fait bouger les lignes dans les années 1990, l'éducation des filles est loin d'être une priorité dans bien des sociétés. L'Afrique subsaharienne est à la fois la plus touchée par ce véritable fléau et la plus active pour y remédier. L'éducation des filles est ainsi l'un des Objectifs de développement durable mis à l'agenda 2030 par les 193 États membres de l'ONU. Les grandes organisations internationales et bon nombre d'associations sont au travail, mais les facteurs qui alimentent cette situation tragique sont tellement divers qu'il est impératif d'allier les forces

en présence. La Conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans l'espace francophone qui s'est tenue au Tchad, à N'Djamena, en juin 2019 sous l'impulsion de l'Organisation internationale de la Francophonie, avait cette ambition. Dresser un état des lieux, écouter les paroles des acteurs de terrain et tenter de coordonner les actions.

Les facteurs d'inégalité entre filles et garçons

Ils sont nombreux et soigneusement décrits. Les travaux d'Aissata Assane Igodoe, sociologue ayant particulièrement étudié le cas du Niger, sont instructifs bien au-delà de ce pays. Autant de maux et de mots qui décrivent des situations « justifiées » par la tradition, mais qui sont bien souvent des actes de maltraitance : grossesse et mariage précoces, poids des travaux domestiques, violence sur le chemin de l'école... L'école elle-même a sa part de responsabilité en perpétuant les stéréotypes dans les manuels scolaires ou par l'attitude sexiste d'enseignants.

Facteur plus sournois, l'existence des enfants fantômes. Ces gamins sans certificats de naissance, sans papiers d'identité, en fait sans droits, sont par définition exclus de tout système scolaire. Filles et garçons... Un changement de pratiques et un rééquilibrage des chances offertes aux filles bouleverseraient les sociétés dans leur ensemble. Le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Bénin et le Niger, entre autres, profiteraient incontestablement d'une nouvelle donne. Ces pays en effet occupent les premières places dans le triste classement des jeunes filles pauvres qui ne connaîtront jamais l'école (*). Études et projections montrent bien que l'autonomisation des filles écarterait en grande partie la faim dont souffrent bien des familles, elle conduirait les jeunes filles à un emploi et diminuerait le nombre de mariages et grossesses précoces ce qui influerait sur le taux de natalité. Enfin, la santé des jeunes filles s'en trouverait renforcée.

L'exemple du Rwanda est édifiant. Pacifier et remettre le pays en route après le génocide fut un exercice des plus complexes. Dès les premiers temps, le pouvoir en place prit conscience que les femmes devaient faire partie intégrante du renouveau. 25 ans plus tard, le Rwanda affiche un taux de 95 % de fillettes suivant une scolarité au primaire et les pourcentages de femmes en poste aux plus hautes fonctions sont dans les standards scandinaves ! Les initiatives, parfois informelles, sont elles aussi différentes de pays en pays. Le Tchad qui accueillait la conférence organisée par l'OIF en juin est réputé pour son réseau de clubs d'entraides. Des étudiantes tchadiennes, diplômées ou en cours



► Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, lors de la Conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans l'espace francophone, qui s'est tenue à N'Djamena, au Tchad, les 18 et 19 juin 2019.

d'études, assurent des permanences de soutien scolaire et de conseil à l'orientation. L'un des objectifs principaux de ces jeunes engagées est de faire tomber le tabou de la science et des nouvelles technologies que les adolescentes considèrent comme inaccessibles.

Au Bénin, Mireille Kissezounnon, lien privilégié avec l'OIF, travaille sur un projet de formation professionnelle intitulé Enseignement et formation techniques, professionnels, agricoles (EFTPA) pour les femmes. La zone couverte par ce programme dépasse largement les frontières béninoises et même celle de la Francophonie : Bénin, Burkina Faso, Togo mais aussi le Kenya et le Malawi. Le financement des actions vient de la GIZ, l'organisme allemand de coopération pour le développement. Jacob Danèbe Douti, coordinateur du projet au Togo, déclarait récemment au journal en ligne Reporter d'Afrique :

« Nous nous sommes rendu compte à travers différentes études, que ce soit au Togo ou ailleurs, que l'agriculture est désormais le secteur

« Au Bénin, inscrire une fille à l'école coûte bien plus cher à sa famille que l'inscription d'un garçon. Dix fois plus ! Le patriarcat s'en trouve renforcé. Notre programme vient en aide aux jeunes filles qui souhaitent se former à un travail agricole, mais avant elles doivent avoir suivi une scolarité générale »

qui offre plus d'emplois aux jeunes. Nous avons alors pensé à revoir le contenu des formations qui se donnent dans les centres, qu'ils soient publics ou privés, ainsi que les aptitudes professionnelles du personnel enseignant et les capacités d'accueil. »

Un témoignage précieux

Mireille Kissezounnon est au cœur du dispositif à Cotonou : *« Au Bénin, inscrire une fille à l'école coûte bien plus cher à sa famille que l'inscription d'un garçon. Dix fois plus ! Le patriarcat s'en trouve renforcé. Notre programme vient en aide aux jeunes filles qui souhaitent se former à un travail agricole, mais avant de pouvoir s'orienter dans cette branche, elles doivent avoir suivi une scolarité générale. »* Maîtriser les bases de la connaissance pour l'accès à une formation professionnelle est une évidence qui s'oppose à la réalité vécue par les filles et les jeunes femmes.

« Reconnaissions que les religieux ont souvent un discours équilibré sur le sujet, ce qui facilite l'intégration des jeunes filles à l'école dans certaines familles. Mais la discrimination et l'inégalité sont ancrées dans les têtes des femmes. Et comment faire quand la jeune fille de 13 ans porte déjà un enfant ? » Le gouvernement béninois a pris la mesure du problème et préparé un plan de sensibilisation, même s'il n'est pas encore opérationnel. *« Beaucoup de femmes travaillant dans les champs n'ont aucune formation. Nous allons sur le terrain pour, avant tout, sensibiliser. Par exemple en projetant des films sur un écran installé dans le village. Parfois l'homme assiste à la projection et cela facilite la suite. Car il faut l'accord du mari pour que nous puissions démarrer le processus de formation, c'est encore minoritaire... Malheureusement, si la femme n'obtient pas cet accord et décide de passer outre, elle peut être exclue du foyer. »*

Mireille Kissezounnon reste optimiste. Une valeur cardinale pour mener à bien sa mission. *« Quand l'homme qui a autorisé sa femme à suivre une formation et se rend compte qu'elle peut être utile au foyer au-delà de son rôle de mère, c'est une grande satisfaction. Par exemple, quand l'homme n'a pas l'argent pour acheter des engrains chimiques et que sa femme a appris à faire du compost, son travail et la formation deviennent concrets et utiles. L'homme comprend alors la démarche. J'ai même vu un homme aller chercher la sciure pour aider sa femme et donc l'assister ! »* Un véritable enjeu de société. Qui en doute ? ■

* Sources : Base de données mondiales sur l'inégalité dans l'éducation (WIDE).



© Service de Communication / Mairie de Ouessè

► Formation des femmes transformatrices de soja de la commune de Ouessè, au Bénin, grâce à l'appui de l'EFTPA, du 27 au 30 mai 2019.

ELAN SUR SA LANCÉE !

Programme phare de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF), l'initiative ELAN, École et langues nationales en Afrique, a fait les preuves de son efficacité depuis son démarrage en 2011. Pour preuve, appliqué à huit pays à l'origine (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Mali, Niger, RDC, Sénégal), il s'est ouvert à quatre autres (Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Togo) lors d'une seconde phase amorcée en 2016. Actuellement, 225 000 élèves et 6 000 enseignants de 3 500 classes bilingues dans ces 12 pays sont concernés par ce dispositif, dont le but est d'améliorer les apprentissages des fondamentaux tels que lire, écrire et calculer à travers une meilleure maîtrise du français par les élèves du primaire en commençant par leur enseigner dans leur langue maternelle. 35 langues d'enseignement, en plus du français, sont prises en compte. Avis et expertises de responsables et d'enseignants locaux de 5 pays impliqués.

POUR EN SAVOIR PLUS

ELAN <http://www.elan-afric.org/>
IFEF <https://fef.franco.org/>

BURKINA FASO

PAR HOUNPAA RACHELLE TRAORE/KAM, ENSEIGNANTE À L'ÉCOLE DAFINSO-BILINGUE (RÉGION DES HAUTS-BASSINS, PROVINCE DU HOUET)

« L'approche ELAN a permis à mes élèves d'exceller dans l'ensemble des disciplines enseignées en 1^e année (7 ans). Ils sont 22 et 100 % arrivent à lire et à produire à l'écrit sans difficultés. Le problème de déchiffrage et de lecture fluide est résolu. Les enfants ont le goût de lire et ils travaillent à donner le sens du texte, en ayant recours à leurs pairs ou à la maîtresse. J'ai engrangé ces résultats grâce à l'exploitation des démarches : la lecture et l'écriture guidées, l'environnement lettré, les Nouvelles de la classe (pour l'expression orale : l'enseignant choisit un thème du vécu quotidien des élèves sur lequel il va les faire parler). Mes élèves de 2^e année réussissent le transfert de la L1 (le dioula) à la L2, ce qui se fait habituellement en 3^e année. C'est pourquoi je trouve qu'ELAN reste la meilleure approche pour aider l'enfant à bien lire et écrire, aussi bien en langue maternelle que seconde. Je propose cependant que l'on renforce les capacités des acteurs éducatifs à tous les niveaux et qu'on mette à disposition des outils didactiques appropriés pour l'application de ces stratégies. Au niveau des autorités du ministère de l'Éducation, de l'Alphabétisation et des Langues nationales (MENALP) et des experts nationaux, des efforts doivent être faits pour une véritable appropriation générale et pérennisation de cette approche, dont les résultats sont observables sur le terrain. » ■

GUINÉE

PAR SOUDAO SYLLA, ENCADREUSE PRÉFECTORALE ET FORMATRICE D'ENSEIGNANT(E)S

« La Guinée s'est ouverte récemment au programme ELAN, à travers 10 écoles pilotes de la préfecture de Kindia à laquelle j'appartiens, à 135 km au nord-est de Konakry. Les langues nationales qu'on y parle majoritairement sont le soussou et le peul. Il y a de nombreuses autres langues nationales et régionales en Guinée, mais ces deux-là sont les plus importantes, avec aussi le malinké.

Chaque directeur ou directrice de ces écoles pilotes est formé à cette approche grâce à une documentation appropriée fournie par l'OIF. J'organise avec eux des rencontres bi-hebdomadaires pour suivre la progression de l'enseignement selon cette méthode, qui est globalement très appréciée par les professeurs. Que ce soit en classe de première ou de deuxième année, les élèves qui suivent ELAN sont en avance par rapport à ceux qui commencent directement le français autant au niveau de la lecture que de l'écriture de mots courants, de la maîtrise de l'alphabet et des sons. » ■

Remerciements aux « points focaux », intermédiaires du programme ELAN auprès de l'OIF dans les pays concernés : Jean-Baptiste Konkonbo (Burkina Faso), Séraphine Ben Boli (Cameroun), Assiata Diaby (Côte d'Ivoire), Kemoko Konate (Guinée) et Chérif Ari Abdoulkarim (Niger).



CAMEROUN

PAR ALBOGASTE ULRICH MVIE MBIDA,
FORMATEUR NATIONAL ET CADRE D'ÉTUDES

« Le programme ELAN est une initiative d'une grande utilité, pour moi comme pour mon pays, qui compte actuellement 43 écoles ELAN réparties dans 4 régions (centre, littoral, ouest et extrême-nord). Il fonctionne avec cinq langues nationales : l'ewondo, le douala, le basa'a, le ghomala et le fulfulde. Je supervise pour ma part 13 écoles expérimentales, avec des élèves âgés de 6 à 13 ans. ELAN m'a permis de m'intéresser et de participer activement à la promotion des langues et cultures nationales à l'école primaire camerounaise ainsi qu'à la didactique du bi/pluri-linguisme (langues nationales-français). Mes compétences ont été développées en suivi-évaluation, en conception des manuels et ressources pédagogiques bilingues, en formation continue des enseignants et des superviseurs nationaux à l'approche ELAN de lecture-écriture. Sur le terrain, les enseignants mènent de plus en plus des activités dynamiques favorisant la prise d'initiatives. Ils apprécient la rapidité et la facilité avec laquelle les élèves apprennent à parler, à lire et à écrire en langues nationales et en français. Dans ces classes, les enfants sont plus motivés à apprendre que leurs compères des classes ordinaires. Bon vent à ce précieux programme qui a montré que la langue nationale peut être objet et médium d'enseignement ! » ■

CÔTE D'IVOIRE

PAR ASSATA COULIBALY, DIRECTRICE DE L'ÉCOLE PRIMAIRE DE LINGUÉKORO

« Je suis le programme ELAN depuis ses débuts en Côte d'Ivoire en 2016. Ces trois ans d'expérience m'ont permis de me rendre compte de son efficacité sur nos enfants tant au plan éducatif que culturel. Il y a de nombreux avantages à pratiquer cette approche pédagogique de la lecture-écriture. Pour commencer, elle brise toutes les barrières linguistiques qui pourraient se mettre entre l'enseignant et l'enfant. Contrairement au système classique, dans lequel les enfants de CP (1^{re} année) en zone rurale sont soumis dès leur arrivée à l'apprentissage brusque du français, qu'ils ne maîtrisent pas. Aussi ELAN, à travers ses techniques et stratégies basées essentiellement sur le jeu, permet-il à l'enfant de maîtriser en un temps record l'alphabet et les règles de base de sa langue maternelle (le dioula) et de la langue française. Et il le responsabilise car l'élève est l'auteur de sa production, orale et écrite. Les élèves sont ainsi en avance sur le programme classique, car ils sont à même de réinvestir les acquis de la langue maternelle en français dès la 2^e année. Au-delà de l'aspect éducatif, le programme ELAN forme des individus "hybrides", plus riches, qui, à côté du français, apprennent à mieux maîtriser leur langue maternelle, à garder un lien avec leur culture, à préserver leur identité et à être fier d'appartenir à un peuple. Merci à ses concepteurs et à ceux qui bataillent pour sa réussite, ils nous donnent espoir en notre système éducatif et nous pouvons rêver d'une nouvelle génération riche de la maîtrise de différentes langues et de différentes cultures. » ■



Tous crédits : © Dixon / OIF

NIGER

PAR AÏCHATOU MALAN ISSA, INSPECTRICE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE À NIAMEY

« Cette initiative nous a permis d'améliorer nettement le niveau en lecture et en écriture, ainsi que l'expression orale de nos élèves du primaire. ELAN a d'abord été appliqué dans les trois écoles expérimentales de mon entité administrative, puis les bonnes pratiques ont été capitalisées et pratiquées dans les autres écoles. L'intérêt de ce programme, c'est qu'il s'appuie sur la langue maternelle des élèves (le haoussa) dans les premières années d'apprentissage puis à partir des trois démarches (Nouvelles de la classe, lecture et écriture guidées), il va fonder une base solide dans l'apprentissage du français plus tard. Pour cela, l'enfant apprend aussi à travers des chants, des comptines et des jeux, ce qui est très important à cet âge. Mais surtout l'apport de ces trois démarches se fait sur la base d'un certain nombre de compétences à développer chez l'élève (acquisition de l'alphabet, développement de la conscience, phonétique et syllabique, vocabulaire, compréhension, expression...). Tout cela ne se pratique pas ou ne se fait pas de la même manière dans nos classes traditionnelles. » ■



UNIVERSITÉ SENGHOR, L'EXCELLENCE AFRICAINE

Créée le 4 novembre 1990, l'Université Senghor à Alexandrie va fêter ses 30 ans cette année. Thierry Verdel, son recteur, en dresse un bilan et évoque les défis de cet indispensable opérateur de la Francophonie, qui forme les grands cadres africains de demain.



L'Université Senghor se définit comme étant « au service du développement africain ».

Quel sens faut-il donner à cette expression et comment se traduit-elle concrètement ?

Dès sa création, la mission donnée à l'Université Senghor a été de contribuer au développement africain par la formation des cadres. On parle ici de développement économique et social et plus

généralement de développement humain et durable, d'accès à l'éducation et à la culture ainsi qu'à des services de santé de qualité. Or, pour se développer, un pays a besoin de cadres capables de concevoir, de formuler, de piloter, de financer, de réaliser et d'évaluer des projets répondant aux orientations stratégiques que le pays a choisies pour atteindre ses objectifs de développement durable. La plupart des pays africains manquent encore cruellement de tels cadres, notamment ceux qui ont une vision transversale des problèmes à résoudre. Les universités africaines peinent à accueillir l'ensemble des étudiants en âge d'entrer à l'Université, dont le nombre a considérablement augmenté. Faute de moyens et de ressources humaines suffisantes, elles peinent également à adapter leurs programmes de formation aux besoins des pays.

L'Université Senghor n'a pas la prétention de combler ces déficits, bien entendu, mais elle a vocation à former une élite de cadres ouverts sur le monde, ayant une vision élargie des problèmes, une bonne conscience des forces et des faiblesses de leurs pays et surtout une volonté et une ambition à participer pleinement à leur développement. Ces qualités, nous cherchons à les renforcer, en travaillant sur le *leadership*, la créativité et la capacité d'innovation de nos étudiants. D'autre part, en développant ses activités en Afrique en partenariat avec des institutions nationales de formation, l'Université Senghor ambitionne de partager avec ses partenaires son savoir-faire académique, son ingénierie pédagogique, ses innovations pour contribuer au développement des universités africaines.

À travers quelles formations par exemple ?

Principalement des formations de gestion de projets dans les champs de la Culture, de l'Environnement et de la Santé. Nous avons également une formation plus transversale en Management de projets et en Gouvernance et management public. Sur nos 8

campus africains, la plus demandée est celle en Management de projets, que nous avons orientée vers l'international et la recherche de financement. Et en Hongrie, nous avons développé avec l'Université Szeged, une formation spécialisée dans la relation Europe-Afrique... Toutes ces formations sont utiles aux cadres et futurs cadres africains, répondant à des besoins avérés ainsi qu'à une demande réelle.

Pourquoi ce choix d'être à Alexandrie, en Égypte ?

C'est d'abord un choix politique, à l'initiative de Boutros Boutros-Ghali, alors ministre des Affaires étrangères. Alexandrie est une ville mythique, avec son phare et sa bibliothèque, mais aussi historiquement la plus francophone d'Égypte. Son implantation offre de plus à nos étudiants, qui viennent surtout d'Afrique subsaharienne, une ouverture vers une autre aire culturelle d'Afrique, l'aire moyen-orientale, zone berceau des civilisations, riche d'un patrimoine multimillénaire.

Quel bilan dressez-vous de ces trois décennies d'activité de l'Université ?

Elle compte désormais près de 3 000 diplômés. Certains ont occupé ou occupent des postes de grande responsabilité. Nous avons par exemple plusieurs ministres en exercice au Sénégal et au Niger, une commissaire à l'Union africaine. Plusieurs de nos alumni travaillent dans des agences des Nations unies en Afrique ou dans des ONG internationales. Ils sont nombreux à diriger des services dans les ministères ou des agences nationales. D'autres sont dans le secteur privé. 3 000 diplômés, cela correspond certes plus au format d'une grande école. Mais avec le développement récent de nos campus africains et de nos programmes de formations à distance, ce nombre augmente pour atteindre près de 500 diplômés par an.

L'Université a également su s'adapter aux évolutions du secteur de l'enseignement supérieur. Nous sommes passés au système LMD dès sa mise en œuvre en Europe, bien avant les universités africaines. Récemment, nous avons réformé nos programmes pour développer la créativité et la culture entrepreneuriale de nos étudiants ainsi que la pédagogie par projet. Nous avons également établi une relation partenariale étroite avec le Cames, le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur. Nous avons ainsi été à l'origine des Olympiades universitaires du Cames, une compétition internationale destinée aux étudiants de master et doctorat dont la première édition s'est tenue en 2018. Dans le cadre de notre programmation stratégique 2018-2021, nous avons considérablement



L'Université Senghor d'Alexandrie

© Anne-Marie Filaire

investi dans les CLOM (ou MOOC) pour offrir au public africain des programmes uniques sur des sujets qui les concernent tels que le cours « Paix et sécurité en Afrique francophone » diffusé sur la plate-forme FUN. Enfin, pour la première fois de son histoire, l'Université Senghor a accueilli, en septembre 2019, une promotion composée d'autant de femmes que d'hommes dans le cadre d'une politique volontariste d'offrir aux jeunes Africaines les mêmes chances que les hommes d'accéder à une formation et des emplois de qualité.

On célèbre en mars les 50 ans de la Francophonie institutionnelle, cofondée par celui dont votre université porte le nom. Comment abordez-vous cet événement ?

Avec le trentenaire de l'Université, 2020 est une année particulière pour nous. En février, nous avons ainsi accueilli une réunion des recteurs et une rencontre internationale des dirigeants d'entreprises et des patronats de l'espace Cames. Et comme chaque mois de mars, nous allons participer à l'organisation de diverses manifestations en collaboration avec nos partenaires habituels – l'Institut français d'Égypte, la Bibliotheca et l'AUF –, telle la journée des rencontres littéraires « Écrire la Méditerranée », en avril, dont nous sommes partenaires depuis 10 ans. Nos étudiants vont aussi préparer un événement musical. Mais c'est surtout autour du 4 novembre prochain, à Alexandrie mais aussi dans nos campus en Afrique, que nous ferons parler de l'Université Senghor puisqu'elle a été créée précisément le 4 novembre 1990, en présence de 4 chefs d'État, dont Senghor lui-même. En clôture de cette journée anniversaire, nous prévoyons d'organiser un grand bal de la Francophonie.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Université ?

L'Université Senghor constitue un modèle original pour la formation des cadres africains en offrant une expérience d'interculturalité unique à nos étudiants. Nous espérons ainsi doubler nos effectifs à Alexandrie dès lors que nous disposerons d'un nouveau siège, que l'Égypte devrait mettre à notre disposition dans quelques années. Mais la véritable expansion de l'Université se fera en Afrique, par le développement de nouveaux campus et de nouvelles formations ainsi que par le numérique, car la demande de formation à distance est très forte et l'offre reste limitée ou inadaptée. C'est un peu notre credo que d'apporter en Afrique des formations d'excellence de niveau international avec un corps professoral mobilisé dans tout l'espace francophone mais surtout des formations adaptées au contexte africain, illustrées par des cas africains et non simplement transposées des universités françaises ou canadiennes. ■

UN RETOUR EN ÉGYPTE



Mirène MALE
Cameroun

C'est sous ce titre que la photographe Anne-Marie Filaire – qui a notamment exposé au Mucem de Marseille – a rassemblé les témoignages des étudiantes et étudiants de la 16^e promotion de l'Université Senghor, filmés en décembre 2018. Comme elle l'avoue elle-même, elle était « *partie au Caire avec l'intention de réaliser des entretiens et des photos avec de jeunes Égyptiens, sept ans après la révolution* », mais la situation du pays l'en a empêchée. « *J'ai dû chercher une autre entrée possible pour parler de la jeunesse en Égypte, [et] c'est finalement à travers l'Afrique que j'ai pu entamer un dialogue.* »

Cela donne un film, visible sur le site d'Anne-Marie Filaire et sur YouTube, qui, en un peu plus d'1 h 30, recueille la parole d'une trentaine d'étudiants venus de toute l'Afrique subsaharienne francophone. Classés par entrée thématique – l'Université, l'Égypte, l'Afrique, la Méditerranée, la France, la Francophonie, la démocratie et la liberté –, ces entretiens originaux permettent de se faire une idée plus personnelle et vivante (dans un face-à-face avec la réalisatrice que nous reprenons à notre compte) de ces futurs cadres et dirigeants africains. Sans éviter les sujets complexes voire problématiques.

Le rapport parfois ambivalent à la France par exemple, que traduit bien la Camerounaise Mirène, en Management de projets : « *Mon destin est lié à celui de la France. Mais celle-ci devrait utiliser sa communauté comme une occasion de penser ce qu'il se passe en Afrique par sa faute.* » C'est aussi l'occasion pour la Congolaise Péthuelle, en Gestion des aires protégées, de s'interroger sur le pourquoi de l'augmentation des droits d'inscription des étudiants étrangers. « *J'ai des ambitions, et pourquoi pas de continuer des études en France. Avec une telle augmentation, c'est encore plus dur d'avoir les moyens.* »

Quant à la Francophonie, elle est vue comme trop politique par certains, « *qui s'y opposent car ils trouvent que c'est encore un élément de colonisation de la France* », indique l'Ivoirien Antoine Brou Valère. Ajoutant : « *Mais c'est à nous de pouvoir montrer comment nous faisons usage de cette langue qui nous réunit.* » Mamadou du Mali renchérit : « *Bien sûr la Francophonie a un sens, elle a même des sens : rien que le fait de se retrouver ici à Senghor.* » Pour lui, « *jamais la jeunesse francophone n'a eu autant voix au chapitre que maintenant.* » L'émotion affleure parfois, et les mots se font aussi porteurs d'espoir : « *On a nos accents, nos diversités : c'est notre francophonie,* affirme Mirène. *Nous sommes dans le même bateau, aucun pays ne peut être recroquevillé sur lui-même.* » ■ **C. B.**

Pour en savoir plus : <http://annemariefilaire.com/>

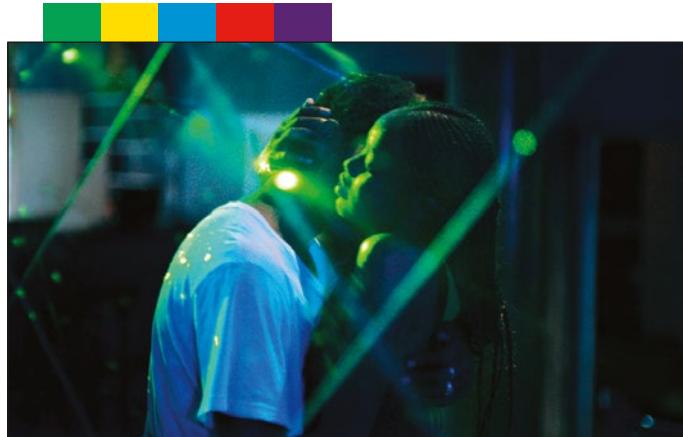
DES FONDS POUR CRÉER

Parmi les nombreuses actions culturelles entreprises par l'OIF, deux dispositifs sont particulièrement dynamiques : le Fonds Image de la Francophonie et le Fonds d'aide à la circulation des artistes. Le point avec deux responsables de programme de l'OIF.

Le Fonds Image de la Francophonie est un dispositif de financement orienté vers les pays francophones du Sud qui existe depuis 1988, et qui fonctionne depuis maintenant trente ans avec des comités de sélection se réunissant chaque année (deux fois en avril, deux fois en septembre). Le Fonds est constitué de deux grandes entités : celle qui concerne le cinéma et la fiction – gérée par la spécialiste de programme Souad Houssein – et celle qui s'occupe des téléfilms, documentaires et séries, sous la responsabilité de Pierre Barrot. « Entre 30 et 40 projets sont sélectionnés chaque année, au prix d'une sélection draconienne. 1 projet sur 6 ou 7 va bénéficier de l'aide sur tous les dossiers déposés. On en examine environ 200 par an », indique ce dernier. Pour un financement global annuel d'un million d'euros, à destination des 37 pays éligibles du Fonds : les pays subsahariens, du Maghreb, du Moyen-Orient (Égypte et Liban), de la Caraïbe (Haïti) et d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Laos, Cambodge).

Soutien à l'image

Ce financement dépend aussi du contexte national. Par exemple, au Maghreb, où le Maroc et la Tunisie ont une politique de soutien à la création, les aides sont moins significatives que pour l'Afrique subsaharienne, où la part de cofinancement varie ainsi de 20 à plus de 30 %, notamment pour les séries télé. Mais ce sont les aides aux longs-métrages de fiction qui sont les plus visibles. En cela, 2019 aura été une année exceptionnelle, avec des films-vitrines tels qu'*Atlantique*, de Mati Diop (voir *FDLM* n° 1, p. 6), Grand Prix au Festival de Cannes. Une coproduction internationale tournée entièrement au Sénégal. Aux financements



▲ Extrait du long-métrage *Atlantique*, de Mati Diop.



▲ Extrait de la série évènement ivoirienne *Invisibles*, d'Alex Ogou.

sénégalais, français et de l'OIF se sont ajoutés des fonds de la Côte d'Ivoire : « Un exemple relativement rare de coproduction entre pays francophones qui ne sont pas que du Nord », explique Pierre Barrot. *Atlantique* n'a d'ailleurs pas été le seul film soutenu par le Fonds Image à Cannes, puisque la comédie marocaine *Le Miracle du Saint Inconnu*, premier film d'Alaa Eddine Aljem, a fait l'ouverture de la Semaine de la critique. À noter aussi : le prix d'in-

terprétation de Sami Bouajila à la Mostra de Venise dans la section « Horizon » pour *Un fils*, film tunisien de Mehdi Barsaoui, qui a également reçu le prix du public au festival de Namur ; le film libanais *All This Victory* d'Ahmed Ghossein, Grand Prix à la Semaine de la critique de Venise. Trois films soutenus par l'OIF ont été présentés aux Oscars : *Atlantique* (Sénégal), *Weldi* (Tunisie), 1982 (Liban).

En ce qui concerne les séries, la production est souvent nationale et s'exporte peu. « Mais il existe un marché régional en Afrique de l'Ouest et centrale, les séries en français voyageant d'un pays à l'autre, ce qui correspond à la mission d'un fonds d'aide comme celui de l'OIF », confirme Pierre Barrot. À quoi s'ajoute l'arrivée de coproducteurs et de diffuseurs étrangers, notamment français avec Canal + Afrique, Orange et le groupe Lagardère. Ces moyens supplémentaires ont relevé le niveau de la production. À tel point que pour la première fois une série d'Afrique francophone a été primée dans un festival international, celui de La Rochelle, avec la série ivoirienne *Invisibles* d'Alex Ogou.

Le budget du Fonds Image va d'ailleurs considérablement augmenter dans les années qui viennent grâce aux aides européennes. C'est le projet CLAP ACP, qui concerne aussi bien le cinéma et la télé que la Toile. Dans le cadre de ce tout nouveau dispositif, l'OIF va gérer,

entre 2020 et 2022, 2,45 millions d'euros de financements européens en soutien aux coproductions des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). « Sur certains projets, il y aura un triplement des montants », confirme Pierre Barrot.

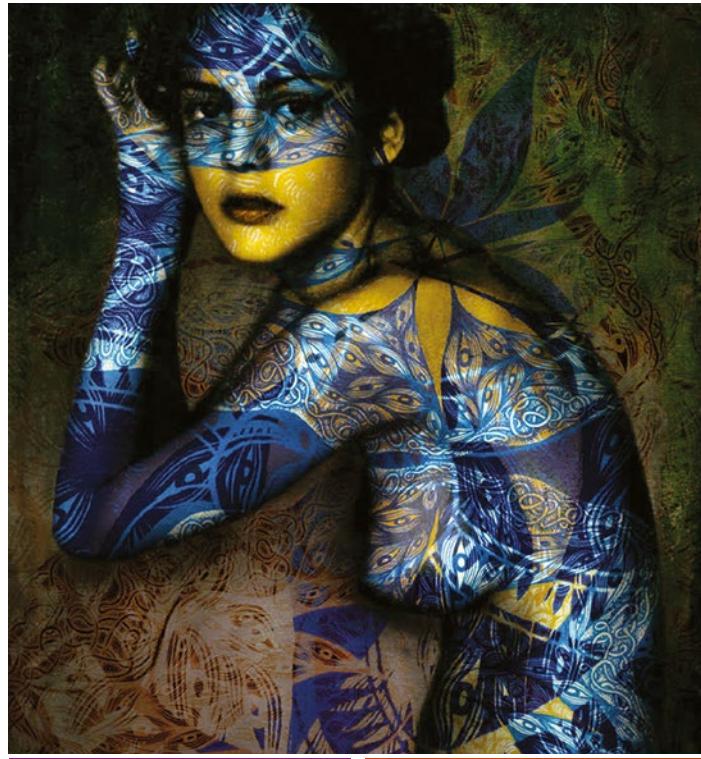
Les créateurs et les artistes à l'honneur

Autre programme culturel phare voulu par l'OIF : la promotion et l'accompagnement des créateurs émergents. « Le but est de soutenir la création

et la diffusion des œuvres ainsi que la formation des artistes, explique Huguette Malamba, spécialiste de programme à la Direction Langue française, culture et diversités de l'OIF. Nous les aidons aussi à structurer leur espace culturel lorsqu'ils en ont un et nous assurons leur présence sur des festivals ou des marchés », tels le Marché des arts du spectacle africain (MASA), le festival Africolor (France), le festival Danse l'Afrique Danse (Burkina Faso), la biennale de Dak'Art (Sénégal) ou encore le festival Francophonies en Limousin (France) et les Rencontres africaines de la photographie (Mali).

Le soutien va d'abord aux lauréats des Jeux de la Francophonie, les derniers en date étant ceux d'Abidjan 2017. La compagnie ivoirienne de danse contemporaine N'Soleh s'est ainsi produite au festival Paris l'été en juillet dernier. Les trois conteurs primés, réunis par un opérateur culturel, ont quant à eux effectué une tournée de dix dates au Congo, dont le festival Mantsina sur scène de Brazzaville. Sans oublier des ateliers de contes auprès d'un public scolaire.

À ce titre, l'OIF se dit « très fière » d'avoir accompagné l'an passé la résidence de création du Collectif Pi (Canada) avec la compagnie Nama du Mali, respectivement médailles d'argent et de bronze à Abidjan. Avec une première étape à Bamako et une seconde à Montréal. Leur spectacle commun, *Le Chat pèlerin*, va ensuite être diffusé cette année sur l'Afrique de l'Ouest et le territoire canadien. Ils seront aussi présents au MASA qui se tient dans la capitale ivoirienne du 7 au 14 mars, l'une des biennales avec Dak'Art où l'OIF décerne des prix. « Il est important d'apporter une dotation symbolique à un ar-



► Série *Mille et un rêve*, de la plasticienne marocaine Yasmina Alaoui et du photographe chilien Marco Guerra.

tiste, mais plus encore de l'aider à développer son projet et de lui permettre de nouer des partenariats avec des lieux de référence », insiste Huguette Malamba. Le dernier MASA a ainsi récompensé une jeune technicienne malienne, qui a effectué une formation de 3 mois aux Halles de Schaerbeek, à Bruxelles. En 2018, la plasticienne marocaine Yasmina Alaoui a reçu le Prix de la diversité culturelle OIF à la biennale de Dakar, qui lui a permis d'effectuer une résidence itinérante dans son pays.

À cela s'ajoute l'appui que l'OIF apporte aux opérateurs culturels par le biais d'un dispositif qui existe depuis plus de 40 ans déjà : le Fonds d'aide à la circulation des artistes. Sans oublier un programme intitulé « En scène », qui met en avant le spectacle vivant (20 projets ont ainsi été retenus en 2019). « L'objectif est double, résume Huguette Malamba : soutenir la mobilité des artistes du Sud, mais aussi encourager la consolidation des réseaux professionnels régionaux et l'interaction des différents acteurs autour d'un projet commun. »

Depuis 2015, il existe également un programme d'appui aux opérateurs qui disposent d'un espace culturel. C'est le programme « Contrat de confiance », qui aujourd'hui a profité à une trentaine de structures dans treize pays. Une manière de concilier la création artistique avec la viabilité économique. Un programme qui en 2020 sera renforcé car couplé avec le département de la Francophonie économique, avec l'ambition affichée de faire émerger une génération d'entrepreneurs culturels, de mettre en place une économie de la culture vertueuse, indépendante, en créant des emplois et en contribuant à l'éducation et au tourisme.

« Avec le cinquantenaire de l'OIF, conclut Huguette Malamba, nous sommes attentifs à des partenariats valorisés. En danse contemporaine, nous avons déjà organisé une belle tournée avec le centre national de Roubaix, en France, pour des artistes de Tunisie et du Maroc. Nous sommes aussi sollicités par des structures labellisées Africa 2020, sans oublier tous les projets estampillés 60 ans des indépendances. 2020 est une année très riche pour la Francophonie culturelle ! » ■



▲ Spectacle *Le Chat pèlerin*, du Collectif Pi et de la compagnie Nama.

« DANS MES LIVRES, JE PEINS ! »

L'écrivain québécois Gilles Jobidon a reçu le Prix des cinq continents de la Francophonie 2019 pour son roman *Le Tranquille affligé* paru aux éditions Leméac. Rencontre.

Que représente ce prix pour vous et comment envisagez-vous le tour du monde qu'il vous permet de faire ?

La francophonie, c'est un lieu où tous les coeurs des francophones se rencontrent et toutes les cultures, toutes les idées, les désirs de faire des choses ensemble. Cela me touche beaucoup d'être honoré par la Francophonie ! Je n'attends rien de particulier mais je suis sûr qu'il va y avoir de beaux événements et de belles rencontres.

Pourquoi avoir choisi une histoire qui se déroule dans la Chine du XIX^e siècle, quand, dites-vous, « l'Orient et l'Occident entrent en collision » ?

Je ne connaissais rien à cette histoire quand j'ai commencé mes recherches pour le livre. Pendant deux cents ans les Anglais ont fait du trafic d'opium, ils en importaient d'Inde alors qu'il n'y en avait pas en Chine. Ils ont ainsi rendu les intellectuels opiomanes, jusqu'à l'Empereur. Avec (entre autres) les Français et les Américains, ils sont rentrés dans le Palais d'été et ont tout détruit. Dans le roman je cite Victor Hugo, qui en a parlé à l'époque. Plein de trésors de nos musées viennent de cet événement qui s'est déroulé en 1860. Cela m'a révolté !

Le *Tranquille affligé* a-t-il une facture particulière ?

Ce sont des tableaux. Le lien entre eux se fait par le lecteur. Un peu comme au cinéma. Ce n'est pas la même chose pour tous mes livres, le sujet a imposé cette forme. Je dois dire que je suis influencé par Duras. Mais aussi Quignard et Bobin... Tous durassiens selon moi. On est comme une famille !



▲ Le lauréat entouré de l'Administratrice de l'OIF Catherine Cano (à g.) et de la présidente du jury, Paula Jacques, le 12 novembre dernier.

Vous dites vous sentir artiste mais pas écrivain, pourquoi ?

Je suis inspiré par le minimalisme en arts visuels. D'ailleurs, j'ai commencé par la peinture. Mais il y avait trop de choses à transporter ! Je pense visuellement et ne fais pas de plans écrits de mes romans. Je cherche des photographies pour trouver quelle « bouille » a tel personnage. Puis je colle les photos sur un mur, imagine des meubles, des appartements... et à un moment donné je fais une espèce de « casse-tête » avec tout ça... Dans mes livres, je peins !

Il y a une quête symbolique chez vous ?

Oui. Dans mes cinq romans, je me place au niveau des symboles, des éléments. Le premier est sur le thème de l'eau, le deuxième de l'air, le troisième du feu, le quatrième de l'or (l'or est un des éléments chinois). *Le Tranquille affligé*, c'est le bois et l'or. Le prochain, ce sera la terre. Cela se passe sur un paquebot, une histoire autour de la fin du monde, une sorte d'arche de Noé sauf qu'il n'y a pas d'animaux mais des artistes dans le bateau. Ils vont essayer de créer un nouveau monde. Cela s'appelle *Histoire de moi « et de quelques autres », phrase écrite en tout petit en dessous et entre parenthèses !*

LITTÉRATURE-MONDE ET TRADUCTION

Créé en 2001 par l'OIF, le **Prix des cinq continents de la Francophonie** est doté de 10 000 euros avec en bonus une « tournée mondiale » pour l'heureux élu. Son jury est constitué d'une dizaine d'écrivains francophones émérites (entre autres, cette année, Lyonel Trouillot et J.-M.-G. Le Clézio). Présidé par Paula Jacques, le jury 2019 a décerné également une mention spéciale à Alexandre Feraga pour son roman *Après la mer*, qui raconte avec sensibilité et justesse un retour en Algérie, pays des origines devenu terre étrangère... Selon Le Clézio, ce prix est tout simplement « indispensable [car] il remet à neuf la langue française » !

Pour sa 12^e édition, le **Prix Ibn Khaldoun-Léopold Sédar Senghor** a primé Marianne Babut et Nathalie Bontemps pour leur traduction de *Soie et fer. Du Mont-Liban au canal de Suez* de Fawwaz Traboulsi (Actes Sud/Sinbad). Crée en 2007 par l'ALECSO (Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences) et l'OIF, ce prix encourage les échanges culturels entre les mondes arabophone et francophone. Le jury, constitué d'émérites universitaires venus du Liban, Maroc, Tunisie, Sénégal..., est présidé par Mohamed Mahjoub, professeur à l'Université de Tunis. Fawwaz Traboulsi, professeur et traducteur lui-même, entre autres de Karl Marx et Edward Saïd, a reconnu l'excellence du travail effectué en soulignant : « Une traduction réussie est un texte qui se lit comme s'il avait été écrit dans la langue de traduction. » ■ S. P.

JEUX DE LA FRANCOPHONIE : RENDEZ-VOUS À KIN !

2021, c'est déjà demain. Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, a été choisie pour accueillir l'évènement sportif et culturel phare de la jeunesse francophone qui se déroulera cet été-là. Un véritable défi que la ville se dit prête à relever.

Abidjan 2017, pari réussi, avons-nous titré pour notre dossier consacré aux VIII^e Jeux de la Francophonie organisées dans la capitale ivoirienne (*voir FDM 42*). Après la défection du Nouveau-Brunswick – désigné à l'origine pour accueillir l'édition 2021 – pour des raisons plus politiciennes que budgétaires, c'est l'Afrique qui relèvera à nouveau le gant. Les yeux sont désormais tournés vers Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo et la plus grande ville francophone du monde en nombre d'habitants. Cela tombe bien, elle aura l'occasion de montrer à la planète entière toute la vitalité qui fait sa réputation à travers ce qui constitue l'essence même des Jeux de la Francophonie : la création culturelle d'une part et la performance sportive d'autre part. Le défi est d'autant plus grand que le temps presse. « *Les délais sont courts*, confirme Zeina Mina, la directrice du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF). *Un cahier des charges a été signé en octobre dernier par le ministre de la Coopération et de la Francophonie, M. Pépin Guillaume Manjolo Buakila. Un Haut Comité de pilotage a été formé ainsi qu'un directeur des commissions qui va coordonner tout ce qui est opérationnel, la logistique des deux directions sport et culture.* »

Un vaste chantier

La principale difficulté réside dans les infrastructures. À l'instar des Jeux d'Abidjan, il faut construire entièrement le Village où seront hébergés les participants. Mais Kinshasa pourra s'appuyer sur l'expertise de l'architecte ivoirien qui avait été à l'œuvre en 2017, précise Zeina Mina, qui s'est rendue dans la capitale congolaise début février en compagnie de l'administratrice de l'OIF, Mme Catherine Cano, dans le cadre d'une mission de suivi des préparatifs. Le ministre Manjolo



© OIF/Anca Dubei

assure lui-même du bon échange de procédés, puisqu'il va se rendre en Côte d'Ivoire « *pour échanger avec les autorités ivoiriennes qui ont déjà l'expérience de ces jeux.* » Preuve s'il en fallait d'une francophonie du partage bien vivante. Le chantier est donc immense mais bénéficie d'*« une grande mobilisation de la part du gouvernement,* confirme la patronne du CIJF. *Des visites des délégués techniques de fédérations internationales ont déjà eu lieu, une identification des ressources humaines nécessaires a été effectuée ainsi qu'un recensement du matériel manquant.* »

Organiser les Jeux de la Francophonie offre pour Kinshasa une vitrine à même de montrer une image moderne et accueillante de la ville. Mais outre ce volet de diplomatie d'influence, c'est aussi l'occasion de faire un pas en avant dans les domaines qui reflètent les valeurs que veut transmettre l'OIF : le développement durable (recyclage, énergies renouvelables), l'éducation ou la parité femme-homme. Autant d'actions que veut soutenir le gouvernement congolais. Piloté avec la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (CONFEJES), un beau projet de volontariat et de solidarité francophone doit également accompagner les Jeux. Un compte à rebours officiel sera lancé au mois de juin. Zeina Mina l'affirme, tout est mis en œuvre pour que ces IX^e Jeux de la Francophonie soient une réussite : « *Comme on dit en RDC, "on est ensemble et ça va aller!"* » ■



© OIF/Patrick Laroche



VIVE LES OLYMPIADES DU FRANÇAIS !



Une quarantaine de jeunes de six pays membres de l'OIF – Albanie, Arménie, Bulgarie, Macédoine du Nord, République de Moldavie, Roumanie – se réunissent depuis 2015 pour une série d'épreuves visant à récompenser les meilleurs locuteurs de français, à valoriser leur excellence et à promouvoir les valeurs de la Francophonie : les Olympiades internationales de la langue française en Europe centrale et orientale. Découverte.

Cette manifestation a été organisée pour la première fois en 2015 à l'initiative du ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique de Roumanie par l'intermédiaire de l'Inspection académique du département de Cluj, dans le cadre des évènements liés à Cluj-Napoca, capitale européenne de la Jeunesse 2015.

L'Organisation internationale de la Francophonie est le partenaire principal et le co-organisateur de ces Olympiades en étroite collaboration avec les ministères en charge de l'éducation des pays impliqués. C'est un des projets régionaux phares contribuant au rayonnement de la langue française porté par le Bureau régional de l'OIF pour les pays d'Europe centrale et orientale (BRECO) à travers le Centre régional francophone pour l'Europe centrale et orientale (CREFECO, www.crefeco.org).

Compétition ou collaboration ?

Les Olympiades internationales de la langue française sont un **concours académique** à destination des lycéens francophones des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie en Europe centrale et orientale. Ces Olympiades se composent de **deux épreuves** : une épreuve écrite individuelle (les participants doivent rédiger en 60 minutes

un essai argumentatif sur une thématique donnée) et une épreuve de projet en groupe. Les travaux effectués par les participants sont ensuite évalués par un jury et récompensés.

Si les jeunes sont en compétition pour les épreuves individuelles, ils collaborent parfaitement pour l'épreuve collective qui réunit des élèves de différentes nationalités et leur permet de développer le goût pour le travail en équipe dans un contexte interculturel francophone. **Le concours s'adresse aux élèves des classes de lycée**, âgés de 16-19 ans. Chaque pays peut participer avec **une équipe de 6 élèves** : 3 lycéens issus des sections bilingues/renforcées maîtrisant le français au niveau B2 et 3 lycéens issus de filières générales de niveau B1. Chaque équipe peut être accompagnée de deux enseignants, un qui accompagne l'équipe et un autre qui participe aux réunions de la Commission centrale des Olympiades, en tant que membre de la Commission de sélection des sujets des épreuves. Le nombre de personnes maximal par délégation est de 8 personnes.



► Rennie Yotova (à g.) et les lauréats 2019.

© Nikolay Doichinov / OIF

LES PRÉCÉDENTES OLYMPIADES

2015 Cluj-Napoca, Roumanie

2016 Lovetch, Bulgarie

2017 Aghveran, Arménie

2018 Ohrid, Macédoine du Nord

2019 Chisinau, République de Moldavie



© Nikolay Doichinov / OIF

▲ « Photo de famille » lors des dernières Olympiades de Chisinau, en Moldavie.

Ces rencontres sont aussi l'occasion pour des jeunes de cultures et de langues différentes de découvrir l'Autre avec un grand A, de mieux connaître ses voisins, de se trouver des points communs, de s'enrichir de ses différences et de tisser des liens durables. Et tout cela, grâce au français !

Délégations, participants, organisateurs et autorités locales se sont félicités du succès de chaque édition qui a renforcé le réseau de jeunes francophones en Europe centrale et orientale. Ce réseau de jeunes est intimement lié à la création d'un réseau de professeurs de français qui ont émis le souhait de travailler ensemble.

« Ambassadeurs de la langue française »

Lors de la visite officielle de la Secrétaire générale de la Francophonie Louise Mushikiwabo en Roumanie et à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Francophonie, qui a eu lieu le 12 mars 2019 au Palais Cotroceni en présence du président de la Roumanie Klaus Iohannis, les lauréats des Olympiades de l'édition 2018 se sont vu accorder le titre d'« ambassadeur de la langue française ». L'OIF a souhaité ainsi valoriser les efforts des jeunes francophones et de leurs enseignants dans le cadre de l'apprentissage de la langue française et leur accorder une reconnaissance mais aussi créer une nouvelle communauté qui renverrait une image plus jeune et dynamique de la langue française.

Comme l'a déclaré lors de cette Journée le jeune vainqueur **Constantin Darius Avrigeanu**, élève de l'École centrale de Bucarest : « Il y a 6 ans, j'ai participé pour la première fois à l'étape nationale des Olympiades de langue française, à Cluj-Napoca, et je me suis rendu compte que le français a vraiment quelque chose de spécial, mais c'est aux Olympiades organisées en Arménie (en 2017) que j'ai réalisé à quel point le

français est unique : car le français, ce n'est plus uniquement une langue de culture, une "lingua franca", un atout sur le marché du travail et une passion, mais c'est aussi un moyen de partager des valeurs et des sentiments communs avec des jeunes de tout le monde entier, de lier et de garder des amitiés qui dépassent les frontières de l'Europe, et, enfin, de comprendre que, malgré nos différences, nous sommes tous pareils. »

Cinquième édition des Olympiades

La dernière édition des Olympiades internationales de la langue française s'est tenue à Chisinau, capitale de la République de Moldavie, les 28 et 29 septembre 2019. Les candidats, qui se sont illustrés lors de compétitions organisées dans leurs pays respectifs, se sont retrouvés lors d'épreuves individuelles écrites et d'épreuves orales en équipes multiculturelles. Les thématiques choisies – l'amitié et les réseaux sociaux des jeunes, la diversité et le dialogue européen des cultures, les comportements écologiques responsables, les loisirs et passions des jeunes, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'éducation et le numérique : enjeux pour les jeunes – leur ont donné l'occasion de présenter leur vision du monde contemporain et de l'avenir.

Madalina-Sorina Stefan (Roumanie) et **Daniela Jovmir** (République de Moldavie), gagnantes respectives des épreuves de niveaux B1 et B2, ont reçu leur prix des mains de la ministre de l'Éducation et de la Recherche de la République de Moldavie, Liliana Nicolaescu-Onofrei, et de moi-même, en tant que directrice du Bureau régional de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale. Moment fort de la Francophonie en Europe centrale et orientale, les Olympiades internationales de la langue française seront organisées en 2020 par l'Albanie. ■

UNE FRANCOPHONIE SANS FRONTIÈRES

On a coutume de dire que la langue française est présente sur les cinq continents. Voici plusieurs témoignages qui prouvent toute la vitalité et la diversité de l'espace francophone.



EN LOUISIANE, UNE FRANCOPHONIE AU PRÉSENT

Par Scott TILTON, consultant du service « Government and Public Sector » (GPS) chez EY France.

J'ai eu la chance d'apprendre le français dans une ville empreinte de culture francophone: la Nouvelle-Orléans, d'où je suis originaire. Enfant, j'étais entouré de gens parlant le français – notamment mon père – mais aussi le créole, ce qui m'a très vite permis d'appréhender toute la diversité culturelle de la Louisiane, en lien avec son héritage francophone. Selon moi, cette diversité permet à la Louisiane de se sentir, dans les Amériques, aussi bien proche du Québec que des Caraïbes. Comme je me plais à le dire, la Louisiane est née dans les Caraïbes et a grandi aux États-Unis. La richesse de cet environnement m'a ainsi très vite incité à promouvoir la francophonie.

Si la francophonie louisianaise est ancrée dans la réalité, j'ai été surpris de constater, il y a quelques années de cela, qu'elle ne s'inscrivait dans aucun cadre formel. J'ai ainsi décidé de lancer, il y a maintenant un peu plus de trois ans, une initiative visant à faire adhérer la Louisiane à l'Organisation internationale de la Francophonie. Cela a été un long parcours, qui m'a notamment conduit à travailler avec le département d'État américain, le bureau du gouverneur de Louisiane et le Conseil pour le Développement du français en Louisiane (CODOFIL). Selon moi, notre adhésion à l'OIF, annoncée le 12 octobre 2018 à Erevan, permet deux choses: une visibilité renforcée de la Francophonie en Louisiane; bâtir des relations solides et durables, sur le plan éducatif et culturel, au sein même de la Francophonie.

Il s'agit maintenant de construire l'avenir. L'engagement et les efforts déployés au quotidien par de nombreuses personnes et associations sont essentiels et permettent de donner vie à la Francophonie louisianaise. Celle-ci a toujours pu s'appuyer – avant même notre adhésion – sur ce que l'on appelle en Louisiane les « batailleurs ». Grâce à ces efforts collectifs, le nombre d'écoles d'immersion augmente chaque année: il est important que la jeune génération soit en mesure

de comprendre la richesse culturelle de la Louisiane et d'en saisir les opportunités, notamment professionnelles. J'en suis moi-même un exemple: ma francophonie, alliée à ma culture louisianaise, m'a permis de suivre des études en France et de démarrer ma carrière à Paris.

La Francophonie ouvre un accès privilégié à la culture et aux marchés de 88 États et régions à travers le monde et je souhaiterais que cela constitue une opportunité pour tous les Louisianais, qu'ils parlent français ou non. Afin de porter cet objectif ambitieux, je prévois de lancer bientôt à la Nouvelle-Orléans un projet visant à fédérer les efforts, à travers notamment la mise en place d'une fondation dédiée à la Francophonie louisianaise. ■



▲ Scott Tilton, à Paris en novembre 2018, posant avec le drapeau de la Nouvelle-Orléans.

AFP



AU VIETNAM, UNE ASSOCIATION JEUNE ET DYNAMIQUE

Par Anh Dao VAN, responsable au lycée Hoang Hoa Tham, présidente de l'Association des professeurs de français de Da Nang



J'ai commencé à enseigner le français en 2003 je voulais partager avec mes élèves ma passion pour cette langue française, découvrir avec eux la culture très diversifiée de la Francophonie. Pour les motiver, des projets de tourisme, d'environnement, des échanges avec des classes en France, etc., se sont réalisés, toujours avec un très grand enthousiasme! En tant que prof, j'ai eu la chance de participer à des congrès et des séminaires qui m'ont permis de rencontres d'autres collègues venant de différents pays de la Francophonie: des expériences très utiles pour mon perfectionnement méthodologique et linguistique.

Mon pays, le Vietnam, a adhéré à la Francophonie dès le début, en 1970. Le français est une des langues étrangères enseignées dans le système éducatif vietnamien. Il se fait au niveau scolaire et universitaire, mais aussi dans des centres et des Instituts français afin de répondre aux besoins de

formation et de perfectionnement linguistique des publics. Au niveau scolaire, avec près de 40 000 apprenants, le français est enseigné de manière très variée avec 4 programmes: le français langue vivante 1, le français LV2, le français à options et le français intensif. Au niveau universitaire, 33 établissements supérieurs offrent des formations du et en français depuis la licence jusqu'au doctorat (plus de 3 000 étudiants). Les enseignants de français sont eux formés à la fois au Vietnam et à l'étranger. Chaque année, ils participent à des formations conjointement organisées par le ministère de l'Éducation et de la Formation (MEF) et des partenaires francophones (OIF, ambassade de France au Vietnam...).

Créée à la fin de 2016, l'Association des enseignants de français à Danang a pour vocation de relancer l'enseignement du français et de renforcer la représentativité de ses membres auprès des autorités vietnamiennes ou des associations éducatives de ce pays. Pendant 3 ans, avec l'effort de ses 57 membres qui sont la plupart jeunes et dynamiques, différentes activités se sont réalisées:



AU GHANA, UN RÉSEAU AU SERVICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Par Élise BLAIZOT, chargée de mission pour le français à l'ambassade du Ghana, et Alexandre FOULON, conseiller de coopération et d'action culturelle, directeur de l'Institut français du Ghana.

Membre associé de l'Organisation internationale de la Francophonie depuis 2006, le Ghana – pays anglophone entouré de pays francophones – souhaite en devenir un membre permanent. En ce sens, a été signé en mai 2018 un Pacte linguistique avec l'OIF. Pour soutenir ses efforts, l'ambassade de France s'est engagée aux côtés des autorités ghanéennes, qui ont fait de la langue française comme outil d'intégration régionale un axe politique fort. Pour relever ce défi, l'ambassade de France au Ghana dispose de plusieurs atouts :

- Un réseau de 5 Alliances françaises dans 5 des principales villes du Ghana (Accra, Kumasi, Tema, Takoradi et Cape-Coast).
- Des coopérations universitaires dynamiques : la France met à disposition deux enseignants de français dans les deux principales universités du pays (Université du Ghana d'Accra et Kwame Nkrumah University of Science and Technology de Kumasi) et des accords interuniversitaires fournissent un cadre de stages au Ghana d'étudiants en master FLE en France.
- Le Lycée français Jacques-Prévert à Accra scolarise de plus en plus d'élèves ghanéens (environ 30 % de ses effectifs) et ouvrira à la rentrée 2020 une section internationale « britannique » qui renforcera son attractivité pour le public ghannéen.
- Le Ghana a rejoint en 2019 le programme d'assistants de langue anglaise en France et fournit chaque année une dizaine de jeunes professionnels amenés à exercer dans l'enseignement secondaire français. Un accord intergouvernemental signé en juillet 2019 facilite désormais ces mobilités (une dizaine par an).
- RFI est diffusée à Accra et Kumasi et France24 est disponible dans la plupart des bouquets satellites. L'ambassade accompagne les dé-marches de France Médias Monde pour renforcer sa présence au Ghana à travers notamment des partenariats et des rediffusions.
- Depuis 2018, l'ambassade a mis en place des cours hebdomadaires



▲ Cérémonie d'ouverture de la Semaine de la Francophonie, 16 mars 2019, à Accra.

permettant aux hauts fonctionnaires de pratiquer leur français. Une boîte à outils en ligne sur son site offre également un certain nombre de ressources pour l'auto-apprentissage et l'enseignement.

En outre, l'ambassade de France au Ghana fournit en 2019-2020 un appui technique à travers le Projet d'appui au renforcement du français dans l'enseignement public (PARFEP). Ce projet porte

notamment sur le continuum éducatif en français de la maternelle au lycée (curricula, manuels, ressources), la formation initiale et continue des enseignants, en particulier au sein des six Colleges of Education (CoE) qui forment les futurs enseignants de français de niveau primaire et secondaire, et l'appui au programme bilingue lancé en 2018 au Ghana. En 2019, PARFEP a permis de fournir une expertise de France Éducation International pour la création de programmes, manuels et ressources de français de niveau primaire. En 2020, ce travail concernera essentiellement le niveau collège (le lycée ayant bénéficié de cette expertise entre 2015 et 2018).

En termes de formation, ce projet a permis en 2019 de former les enseignants des CoE à la création de ressources pédagogiques, ainsi qu'à l'utilisation des outils numériques pour l'enseignement du français. Un soutien matériel aux CoE est également prévu en 2020, ainsi que l'envoi des 8 meilleurs étudiants de français de ces institutions à l'Université de Caen pour un semestre à l'étranger (Semester Abroad) dès septembre 2020 grâce à un cofinancement de l'ambassade et du Secrétariat des bourses du Ghana.

Enfin, le Ghana a introduit à la rentrée 2018 une expérimentation de classes bilingues au niveau primaire. Dans les 5 écoles initialement retenues (50 à partir de 2020), trois disciplines non-linguistiques (TIC, mathématiques et sciences) sont enseignées en français en CP et CE1. Cette action sera poursuie en 2020 avec l'ouverture du dispositif au niveau CE2. ■

► Stage de formation continue de l'Association, août 2019.

- Coopérer avec d'autres partenaires francophones (OIF, Ambassade de France, Institut français) dans l'organisation des activités : deux formations pour des professeurs de français de la ville, la fête de la Francophonie en 2017, en 2018, en 2019, le 45^e anniversaire des relations diplomatiques Vietnam-France (12 avril 1973-12 avril 2018), des rencontres conviviales des professeurs de français à l'occasion de la Journée des professeurs vietnamiens en 2018, du Jour du Prof en 2019...
 - Mettre en place des coopérations avec des associations nationales et internationales à travers des programmes d'échange qui consistent à faire venir des professeurs français, et de français, à Danang dans tous les parcours scolaires.
 - Rendre accessibles les conditions de participation des membres aux divers congrès et séminaires pour favoriser la formation continue.
 - Ouvrir un espace de partage, de dialogue numérique interactif.
- En mai 2019, l'Association des enseignants de français à Danang est la première association du Vietnam à devenir membre de la FIPF. ■





AU LAOS, L'EXCELLENCE DES CLASSES BILINGUES

Par Nouson SRENG, experte technique internationale (Expertise France), Cellule bilingue du ministère de l'Education et des Sports du Laos

Le Laos est devenu membre associé de l'OIF en 1972, puis à part entière en 1991. Cependant, l'usage de la langue française était en situation de recul depuis la décolonisation. C'est ainsi qu'a été signé un accord bilatéral entre la France et le Laos en 1989, dont l'une des priorités était de réintroduire la langue française dans le système éducatif laotien. En 1995, a été mis en place, le dispositif des classes bilingues d'excellence, avec le soutien et l'expertise du gouvernement français. Un lancement qui s'inscrivait dans une dynamique régionale impulsée au Vietnam et au Cambodge.

Les classes bilingues ont d'abord été mises en œuvre à Vientiane, puis se sont implantées à Luang Prabang, Paksé puis Savannakhet. Depuis 2006, le dispositif est piloté par la Cellule bilingue du ministère de l'Éducation et des Sports. Sa mission est essentiellement axée sur la coordination pédagogique, la gestion financière et l'appropriation du dispositif par les autorités éducatives laotiennes. Elle est composée de trois personnels laotiens et d'une experte française qui opèrent sous l'autorité de la responsable de l'enseignement général. Le pilotage des classes bilingues passe également par les autorités des provinces et des districts car le système scolaire laotien est décentralisé. Au sein des établissements, la mise en œuvre des actions est soutenue par un réseau d'assistants pédagogiques nommés par le MES.

Depuis plusieurs années, contrairement au Vietnam et au Cambodge, les effectifs des classes bilingues au Laos sont stables, autour de 3 000 élèves (du CM2 à la terminale) répartis dans 4 établissements du se-



▲ Rencontre entre les élèves des classes bilingues et du Lycée français de Vientiane sur le thème de l'environnement, en octobre dernier.

condaire et 9 du primaire. En tout, plus d'une centaine de classes bilingues sont encadrées par 110 enseignants de français, mathématiques, physique, chimie et biologie. En primaire, les élèves étudient le français 8 heures par semaine, puis 5 heures au secondaire, mais en ajoutant les disciplines non linguistiques précitées en français et en laotien. D'autres élèves étudient le français en LV2 dans presque toutes les provinces du Laos, à raison de 2 heures par semaine. En 2018-2019, ils étaient au nombre de 44 000 élèves environ. ■



Amanda Simard



EN ONTARIO, UNE LUTTE POUR LE FRANÇAIS

Par Amanda SIMARD, députée de l'Ontario (Canada), présidente du Réseau international des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Je représente une circonscription ontarienne très franco-phone, avec une communauté forte et fière,

la plus importante du comté (Russel, qui possède 72 % de francophones) mais aussi du Canada hors Québec. J'étais députée du parti du chef du gouvernement Doug Ford quand celui-ci, en novembre 2018, a décidé de couper dans les services en français, sans autre justification qu'idéologique. Il voulait aussi briser le projet de l'Université de l'Ontario français, amorcé sous le précédent gouvernement. Ces décisions ont provoqué une véritable crise, avec de nombreuses manifestations. Le gouvernement fédéral est intervenu, accordant le financement des quatre premières années au gouvernement régional, qui prouvait ainsi sa mauvaise volonté et l'aspect idéologique de sa politique anti-francophone!

Ford a finalement décidé de revenir sur ses décisions après de mauvais sondages. Mais ce n'est pas un progrès quand on finit par obtenir ce qui était acquis. On s'est battus pour avoir ce qui nous était déjà donné et on a perdu une année. Le positif, c'est qu'on a lutté ensemble. Au final, l'Université de l'Ontario français devrait ouvrir à l'automne 2021: c'est crucial d'avoir une éducation postscolaire en français! Avoir une université, c'est un accomplissement.

En tant que députée, c'était important d'avoir cette voix-là. J'ai démissionné du gouvernement et j'ai dénoncé les coupures, c'était un

moment vraiment spécial. Mais ces événements ont ouvert les yeux, les gens ont vu à quel point nos acquis étaient fragiles. C'est aussi un message aux cantons et aux provinces: il faut toujours rester vigilant et ne pas se laisser faire!

Je défends aussi la francophonie en dehors de l'Ontario, en tant que présidente du Réseau international des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). C'est un réseau fantastique qui agit non seulement dans l'espace francophone mais aussi dans d'autres réseaux: j'étais par exemple en septembre dernier à Asunción, au Paraguay, pour la 6^e Conférence mondiale des jeunes parlementaires. En tant que jeunes francophones, il est important que nous prenions notre place. On veut faire partie des discussions. Aujourd'hui, la francophonie est belle et bien vivante, mais aussi puissante économiquement et politiquement. On doit penser aux jeunes, à la relève, les aider et les appuyer.

Ici en Ontario, en tant que minorité, on doit lutter constamment contre l'assimilation. On a coutume de dire: « Le français ça s'apprend, l'anglais ça s'attrape. » Mais il y a un énorme potentiel: les écoles francophones débordent au Canada! Les gens sont conscients de l'avantage et de l'intérêt d'être bilingue. Au fond, comme l'a montré le cabinet Ford déconnecté des réalités du pays, c'est un problème d'ignorance. Apprendre le français, cela facilite même l'apprentissage d'autres langues et ça ne menace pas sa propre identité, au contraire. Le français, c'est une ouverture sur le monde. ■



EN NOUVELLE-CALEDONIE, UNE FRANCOPHONIE DE COOPÉRATION

Par Yoann LECOURIEUX, membre du gouvernement chargé du budget et des finances, des assurances, du droit civil et du droit commercial des questions monétaires, du suivi des grands projets et de la Francophonie, des relations avec le Congrès, les provinces et les communes



▲ 12^e Forum Francophone du Pacifique, en septembre 2019, à Nouméa.

Grâce aux Accords de Matignon en 1988 puis de Nouméa en 1998, la Nouvelle-Calédonie s'est vu transférer un certain nombre de compétences par l'État français et dispose d'une large autonomie, avec son propre gouvernement et une assemblée délibérante et législative. Elle peut ainsi développer sa propre politique de coopération régionale et c'est à ce titre qu'en 2007 a été créé un secteur de la Francophonie au sein du gouvernement néocalédonien. Cette démarche a permis de construire et d'animer un réseau francophone dans le Pacifique Sud et de valoriser l'île par le prisme de la Francophonie. Créé aussi à l'époque, le Forum francophone du Pacifique perdure aujourd'hui.

En 2016, sous l'impulsion de Monsieur Bernard Deladrière, alors membre du gouvernement en charge de la Francophonie, la Nouvelle-Calédonie est devenue membre associé de l'OIF avec la volonté de développer une stratégie de coopération pour faire vivre des liens et des échanges privilégiés avec les pays francophones de la région Asie-Pacifique et, pourquoi pas demain, avec d'autres pays membres, comme les pays insulaires avec lesquels nous partageons bon nombre de points communs et de problématiques.

Dans la région (principalement anglophone avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plusieurs pays membres du Commonwealth), la Poly-

nésie française, déjà membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et qui souhaite aussi devenir membre associé. Le Vanuatu, avec lequel la Nouvelle-Calédonie a gardé des liens de coopération privilégiés, a également le français pour langue officielle mais aux côtés de l'anglais et du bichelamar.

Au-delà de la coopération avec les pays membres de l'OIF, la Nouvelle-Calédonie, depuis qu'elle partage la compétence des relations internationales avec l'État français, a eu la volonté de développer la francophonie et de promouvoir la langue française. Des actions de soutien à son enseignement ont eu lieu en direction de pays comme les îles Fidji ou Tonga, et cette démarche va se poursuivre vers d'autres États de l'arc mélanésien, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée. De plus, des partenariats avec les Alliances françaises d'Australie, de Nouvelle-Zélande mais également d'Asie (en Chine et au Japon) permettent de promouvoir la langue française dans la région et favorisent les échanges culturels. Même si la région Asie-Pacifique a la plus faible part de francophones (1 % de la totalité mondiale), elle offre toute de même une certaine dynamique dans l'apprentissage du français: 23 % des apprenants en français langue étrangère résident dans cette zone. Dans le contexte d'une expansion de la Chine dans le Pacifique, la Francophonie a également un rôle à jouer. Dans une moindre proportion de ses moyens et par son réseau de coopération elle peut contribuer à contrebalancer l'influence chinoise.

La Communauté du Pacifique (CPS), dont le siège est à Nouméa, est une organisation internationale bilingue français-anglais, à majorité anglophone. La CPS soutient de nombreuses actions dans les domaines de la recherche scientifique, de la santé publique, du développement durable plus particulièrement du changement climatique. Elle œuvre également dans des domaines plus sociaux tel que l'égalité femmes-hommes et l'insertion de la jeunesse. Si certains axes de coopération de la CPS sont proches des valeurs portées par l'OIF, la langue française n'en est pas le principal vecteur. Les sujets abordés par la CPS sont spécifiques aux problématiques régionales. L'appartenance à ces deux organisations est très complémentaire et contribue au rayonnement de la Nouvelle-Calédonie à l'international. ■

► L'autrice Rebecca Vaissermann interrogée par la journaliste sénégalaise Bigué Bob (du journal *EnQuête*) lors de la résidence 10 sur 10 soutenue par l'OIF.



AU SÉNÉGAL, LA CULTURE À LA « UNE »

Par Arnaud GALY, rédacteur en chef d'Agora Francophone (www.agora-francophone.org)

Les journalistes culturels subsahariens ne sont pas les mieux lotis lorsqu'il s'agit d'occuper la « Une » du média qui les emploie. Afin de les soutenir dans une meilleure prise en compte de leurs difficultés, l'Organisation Internationale de la Francophonie a sollicité Martin Faye, figure du journalisme sénégalais, et la rédaction d'Agora francophone afin qu'ils animent conjointement un atelier axé sur des solutions stratégiques, éthiques et techniques. Il s'est tenu à Saint-Louis du Sénégal en décembre dernier.

Pendant une dizaine de jours, vingt professionnels venus du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Togo et Sénégal ont échangé avec les deux formateurs sur les genres rédactionnels, les styles d'écriture, le photojournalisme ou encore l'exercice de la critique. Ce fut aussi l'occasion de rencontrer des personnalités fortes de la culture saint-louisienne et d'aborder des sujets tels que la restitution des œuvres d'art engagée par la France ou le rôle de l'art dans la société, notamment son rôle dans le développement d'un pays.

Afin de concrétiser les échanges, les journalistes ont réalisé des reportages, mis en ligne sur la plateforme Agora francophone. La fourmillante vie culturelle de Saint-Louis et la Résidence d'auteurs organisée par Drameducation/10 sur 10, qui s'y déroulait à la même époque, ont servi de sujets.

La Résidence 10 sur 10 accueillait 10 auteurs de théâtre francophone dont la mission était d'écrire des pièces à destination d'un jeune public scolaire. Quoi de mieux que la rencontre entre des journalistes culturels et des auteurs pour illustrer une francophonie vivante ?

Une charte du journaliste culturel écrite à cette occasion sera prochainement proposée à l'ensemble de la profession d'Afrique de l'Ouest francophone. ■



© Arnaud Galy



DR

« JE ME BATS AU QUOTIDIEN POUR LE LIVRE »

« Ma librairie francophone », une rubrique pour entendre les voix du livre en français partout dans le monde, par ceux qui en sont les premiers ambassadeurs. Pour ce numéro, **Binta Tini**, qui tient « La Farandole des livres », à Niamey (Niger).

Dans l'assurance depuis 1993, j'ai créé en 2007 « La Farandole des livres » par passion, avec l'aide de mon époux et sous l'impulsion de nos deux filles, élèves au Lycée français de Niamey, alors âgées respectivement de 16 et 13 ans. C'est en raison de leur goût très marqué pour les livres qu'a germé cette idée de créer une librairie jeunesse à Niamey.

De sa création à octobre 2016, elle était d'ailleurs située face au Lycée français La Fontaine, puis la librairie a déménagé au quartier Terminus, et c'est dans ces nouveaux locaux que nous avons fêté nos dix ans le 31 octobre 2017. Les activités de la librairie sont nombreuses : ateliers pour les enfants, dédicaces d'auteur (ainsi qu'au Centre culturel franco-nigérien Jean-Rouch) ou expos-ventes, comme lors de la Semaine littéraire organisée par le Centre culturel et le lycée La Fontaine.

Depuis 2008 je participe également à la Caravane du livre et de la lecture, seule ou avec l'association des libraires du Niger (ANL) dont je suis membre fondateur et aujourd'hui la trésorière. Récemment, pour les 15 ans de la Caravane, j'ai organisé avec la librairie Burama de Niamey plusieurs activités dont un concours de dessin, de poésie et de slam avec l'École Alliance et le lycée Mariama. Je suis par ailleurs membre de l'Association internationale des libraires francophones (AILF) et ce, depuis la création de la librairie en 2007.

Depuis cette date, j'ai évolué. J'ai mes propres locaux adaptés à l'activité (ce n'était pas le cas au départ) et ma clientèle également (en étant en face du lycée français, j'avais surtout des expatriés). Aujourd'hui, j'ai le plaisir de voir les parents nigériens accompagnés de leurs enfants acheter des livres plutôt que des jouets. Première librairie jeunesse au Niger, la Farandole a pour ambition de donner le goût de la lecture aux enfants nigériens. Mais on y trouve aussi des livres de littérature africaine, des beaux-livres, des romans, des livres de poche, et bien sûr des livres scolaires. Mon stock provient en partie des auteurs et éditeurs locaux, mais je commande essentiellement mes livres en Côte d'Ivoire, au Bénin et en France.

Après plus de dix ans, malgré les difficultés, je réponds toujours présente partout où je suis sollicitée, me battant au quotidien et dans mon pays pour la promotion et le respect de la chaîne du livre, plus motivée que jamais. Si j'en suis là, c'est parce que j'ai été aidée, tout d'abord par l'AILF (et principalement par Agnès Adjaho) qui m'a initiée au métier de libraire, mais aussi grâce aux multiples aides du Centre national du livre (CNL) et aux formations financées par le Bureau international de l'édition française (BIEF) et d'autres organismes. La difficulté majeure que je rencontre est le fait que mon pays soit enclavé ; donc je privilégie le transport aérien plutôt que maritime pour les ouvrages en provenance de France, ce qui est plus coûteux. Le manque de respect à l'égard de la chaîne du livre est aussi un frein pour les librairies. ■



Un livre préféré ? Difficile à dire, mais j'ai une préférence pour les romans policiers, en particulier ceux de P. D. James. Et pour les BD : Astérix et Boule et Bill sont en bonne position ! (Rires.)

Un ou une écrivain préféré(e) ? Chimamanda Ngozi Adichie et Véronique Tadjo.

Un conseil de lecture ? Aya de Yopougon de Marguerite Abouet et Clément Oubrerie.

Un coup de cœur ? Le Village des animaux (*Animal Village*, un magnifique conte pour enfants issu de la culture Djerma, donc du Niger, écrit et magnifiquement illustré par Nelda Lateef et publié par Akoss Ofori-Mensah, importante éditrice de jeunesse au Ghana avec Sub-Saharan Publishers.)

La francophonie, pour vous c'est... ? La Culture avec un grand C, le rassemblement autour d'un maître mot : le français !

L'ART POUR FAIRE REVIVRE LA VILLE

L'art mural peut-il être un outil de régénération urbaine ? C'est l'un des objectifs du Festival international d'art mural dont la 9^e édition aura lieu en avril 2020 en Martinique.



© AVINISUAL

Du 17 au 27 avril, Fort-de-France accueillera pour la seconde fois le Festival international d'art mural IPAF (International Public Art Festival). En juin 2019, lors de la 8^e édition, dix artistes avaient réalisé des fresques murales dans le centre-ville de la capitale martiniquaise sur le thème de la faune et la flore, pour accompagner la candidature de la Martinique au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO. Pour la 9^e édition, dont le thème sera « Des hommes et la mer des Caraïbes », le festival se déroulera dans le quartier de Terres Sainville, proche du centre-ville mais défavorisé et paupérisé. Tout sauf un hasard. Au-delà de la démarche artistique, le festival a aussi un objectif social et économique. Comme l'expliquent les organisateurs, Barbara Renault et Damien Gillot, le festival, grâce à la création de fresques monumentales, a pour objectifs « de valoriser le cadre de vie, de cultiver les dialogues et les interactions entre les communautés, d'enrichir le contexte social et de soutenir l'art dans un milieu urbain ».

L'idée d'utiliser l'art mural pour redynamiser un lieu vient d'une expérience au Mexique. Pour aider l'île de Holbox, dévastée par un cyclone, Damien Gillot a fait appel à des amis artistes qui ont créé des fresques murales, redonnant plus d'attractivité à ce lieu. Cette démarche a ensuite été reprise dans plusieurs autres villes mexicaines (Tepoztlán, Monterrey) avant de devenir internationale et d'aller embellir les murs de Cape Town, Montréal ou Marseille. Pour répondre à cette extension de l'activité, une organisation à but non lucratif a été créée au Québec et l'organisation de l'IPAF s'est professionnalisée, faisant appel à des artistes à la fois locaux et internationaux.

Un festival artistique et social

Le choix de la Martinique pour la 8^e édition s'était imposé de lui-même, Barbara Renault ayant grandi dans l'île. Les besoins étaient évidents, le centre de Fort-de-France devant renforcer son attracti-

vité, notamment dans quelques parties laissées à l'abandon, comme Terres Sainville, choisi pour 2020. Les organisateurs espèrent bien pousser les touristes à « traverser la rue » et les entraîner dans un parcours artistique de haut niveau. Le projet vise aussi à valoriser le quartier et donner plus de fierté aux habitants. Un impact économique est attendu avec des flux plus importants de visiteurs.

Le festival s'appuie sur des collaborations locales et cherche à renforcer le dialogue et les échanges entre communautés, grâce

notamment à divers évènements gratuits. En 2019, le lieu d'art contemporain Atelier 49 avait été central. Sa responsable, Hélène Raffestin, avait été touchée par la démarche écologique : pas d'utilisation d'aérosols (seule la peinture à l'eau était en usage), réduction de la quantité de déchets et souci du recyclage. En 2020, le festival s'ouvre aux écoles avec l'organisation d'ateliers. Des enfants de 6 ans réaliseront une fresque, encadrés par des artistes.

Selon Bruno Carrer, chargé de mission à la mairie de Fort-de-France, l'art mural est important pour

valoriser les « délaissés urbains », ces lieux oubliés ou en attente d'aménagement. « Le festival a permis de mettre Fort-de-France et la Martinique sur la carte du monde de l'art mural, affirme-t-il. Ces énergies montrent la ville sous un autre angle et rendent l'art accessible à tous. » L'art mural n'est toutefois pas une fin en soi. Il s'agit, dit-il, d'*« un urbanisme transitoire »*, qui prépare à une rénovation urbaine plus pérenne. La mise en valeur des délaissés urbains peut encourager des initiatives alternatives ou des mécènes à faire revivre durablement ces lieux (création de placettes, d'espaces commerciaux, etc.).

Les dix artistes qui s'attaqueront bientôt aux murs de Terres Sainville auront donc à la fois l'opportunité de montrer tout leur talent, mais participeront aussi à un projet social et solidaire pour redynamiser durablement ce quartier. Avant que le festival IPAF ne quitte les Caraïbes pour aller aider d'autres villes dans d'autres régions du monde. ■



▲ Peinture murale de Danae Bracco, à Fort-de-France.

«ON NE PEUT PAS CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ SUR L'AMOUR DE LA MORT»



En 2020, plusieurs pays d'Afrique célèbrent les soixante ans de leurs indépendances. Parmi les documents qui retracent ce moment majeur, le fabuleux documentaire *Décolonisations*, une fresque en trois volets qui donne la parole aux colonisés. Un travail original réalisé par un trio : Marc Ball, Pierre Singaravélou et **Karim Miské**. Nous avons rencontré ce dernier, Franco-mauritanien, fin décembre 2019, lors d'une projection en avant-première suivie d'un débat aux studios Holpac, à Nouakchott.

Quelles impressions après la projection de votre documentaire à Nouakchott ?

Karim Miské : Un bonheur ! Et une chance pour moi, de montrer cette série ici, en Mauritanie, là où mon grand-père avait été enlevé par les Français au début du siècle dernier pour être envoyé à « l'école des otages » et devenir interprète colonial. Là où mon père (*) a participé à la création du mouvement anticolonialiste Al Nahda, ce qui lui vaudra de faire de la prison. Là où, après sa libération et l'indépendance, il a rencontré ma mère, jeune assistante sociale française venue du pays colonisateur, mais emportée par les rêves qui animaient tous ceux qui avaient la lourde tâche de faire advenir un pays neuf. J'ai toujours eu le sentiment d'être le produit de cette histoire mêlée et féconde. Alors, c'est peu de dire que j'ai vécu cette projection avec orgueil ! Comme une sorte d'hommage à mon père et à ma mère.

Et le contact avec le public ?

J'ai été surpris de l'impact. Au départ, nous ne devions montrer que le premier épisode, mais tout le monde a insisté pour voir le deuxième, puis le troisième ! D'aucuns ont été choqués de découvrir les vraies horreurs commises au Congo à cause du roi des Belges, Léopold II. Choqués aussi du rôle de Blaise Diagne, député du Sénégal à l'Assemblée nationale française, dans le recrutement des soldats « indigènes » qui serviront de chair à canon durant la Première Guerre mondiale.

Ce documentaire arrive dans une actualité riche, avec la création d'une monnaie qui serait affranchie de la

« Nous avons conçu ce film pour un public mondial. Nous n'avons pas fait une histoire de victimes mais de combattants de la liberté »

Banque de France ou la contestation de la présence militaire française dans le Sahel...

La présence française en Afrique est problématique depuis les indépendances, en 1960. Malgré un système mis en place pour étouffer toute velléité. Et Foccart, de Gaulle et Houphouët-Boigny avaient réussi à empêcher la création d'une fédération ouest-africaine. Des Africains protestent, depuis, contre ce système de « cogestion » de leurs ressources. La Françafrique continue à avoir la peau dure ! Mais son système finira par craquer le jour où il n'aura plus de sens pour des citoyens dont ni les parents, ni les grands-parents n'auront connu l'ère coloniale...

N'y a-t-il pas toujours une forme de néocolonialisme de la part des anciennes métropoles ?

Dans le dernier épisode de la série, nous parlons de la mise en place du néocolonialisme à travers la figure de Mobutu (*ancien président du Zaïre, actuelle République démocratique du Congo, ndlr*). Dans les premières décennies de l'indépendance, ce néocolonialisme concernait surtout la France, la Belgique et les États-Unis. Aujourd'hui, la Chine, l'Inde et même la Turquie s'intéressent de plus en plus à l'Afrique. Il

est un peu tôt pour savoir ce que va donner cette nouvelle « ruée » et comment le continent y fera face. Nous avons réalisé une série historique. Cela permet de comprendre les enjeux du présent mais pas de prédire l'avenir, qui n'est jamais écrit.

Décolonisations montre que les colons ne sont pas partis de gaieté de cœur ! Pourquoi n'en parler que maintenant ?

Les coloniseurs ont réussi à cacher aux opinions publiques de la métropole ce qui se passait dans les colonies d'Afrique subsaharienne. L'insurrection malgache de 1947, qui a fait des milliers de morts, n'a pas été connue du grand public français.

Y a-t-il une peur à déclassifier les archives coloniales ?

Bien évidemment. Les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles. On comprend bien que les Britanniques, les Portugais, les Français n'ont aucune envie de mettre sur la place publique leurs horreurs en Malaisie, en Angola, ou au Cameroun. Mais ils ont tort, car le passé que l'on cache empêche d'embrasser pleinement le présent. Jusque-là, seuls les Britanniques ont reconnu, sous pression, leurs crimes au Kenya.

Difficile de traiter 150 ans de colonisation en 3 heures. Quel était le parti pris de votre démarche ?

Arte est une chaîne franco-allemande à vocation européenne. Nous avons donc conçu cette série pour répondre aux attentes de ce public. Mais celui-ci est aussi composé de gens d'origines diverses parmi lesquels des millions de descendants des peuples colonisés en Afrique ou en Asie. Pierre Singaravélo, Marc Ball et moi-même avons, de par nos origines familiales, des liens très forts avec d'anciennes colonies françaises ou britanniques. Nous avons donc conçu ce film pour un public mondial. Nous n'avons pas fait une histoire de victimes mais de combattants de la liberté.

Dans le film, on voit Frantz Fanon en porte-à-faux avec le pacifisme de Gandhi. Aujourd'hui, on constate sur le terrain africain des mouvements tels que « le Balai citoyen » au Burkina, « Y'en a marre » au Sénégal... La nouvelle génération serait-elle plus proche de l'auteur de *Peau noire, masques blancs* ?

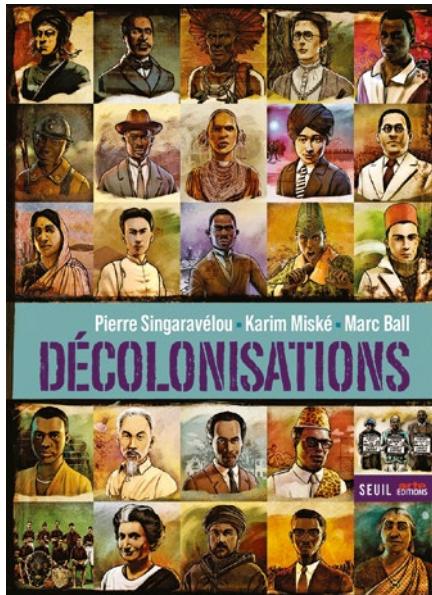
La plus proche figure, et qui brille encore, c'est celle de Thomas Sankara ! Sa recherche d'une indépendance véritable est un objectif que beaucoup partagent. La question n'est pas celle de la violence ou de la non-violence, mais de l'adéquation des moyens avec les buts recherchés. En ce sens, le « Balai citoyen » et « Y'en a marre » sont des modèles inspirants.

Le documentaire révèle, autant en Asie qu'en Afrique, des femmes en première ligne.

Oui, elles ont combattu la colonisation au même titre que les hommes. Certaines, comme la reine de Jhansi, Sarojini Naidu, ou Mary Nyanjiru ont même dirigé des expéditions. Mais une fois les colons rentrés chez eux, on a demandé aux femmes de faire de même. D'une manière malhonnête, leur bravoure a été passée sous silence. Par cette série, nous leur redonnons la place qui leur revient : en pleine lumière !

Pourquoi le cinéma Nollywood, au Nigeria, a-t-il retenu votre attention ?

Pour son défi culturel, qui a une double fonction : se libérer soi-même, s'épanouir, mais aussi partager son imaginaire avec les peuples du monde. On y retrouve une fabrication dans laquelle un Indien peut s'émouvoir d'une histoire d'amour au Nigeria ou, qui sait, en Mauritanie !



L'identité est au cœur de votre œuvre : Juifs et musulmans, si loin si proches, Musulmans de France, Derrière le voile... Qu'est-ce qui inquiète de nos jours ?

Depuis la chute des régimes communistes, on nous dit qu'un seul monde est possible : le libéralisme économique. Or cette idéologie s'avère hostile au pluralisme de la pensée. Et les êtres humains ont besoin d'autre chose, qui les dépasse, pour se sentir exister. L'identité peut remplir ce rôle. Cela peut être positif tout autant qu'inquiétant. On le voit à travers les crises que traverse le Sahel, entre djihadisme et conflits ethniques ma-

nipulés. En Europe avec la montée des mouvements populistes qui ne sont qu'une nouvelle version de la vieille extrême droite. En Inde, Chine, Birmanie, avec les violences contre les minorités musulmanes. Qu'on ne s'y trompe pas : que les victimes soient des Rohingyas ou des chrétiens d'Irak, que les tueurs soient des extrémistes bouddhistes ou des djihadistes, c'est toujours le même refus de l'Autre. Or, on ne peut pas construire une société à partir de l'amour de la mort.

Vous avez aussi obtenu, en 2012, le Grand Prix de littérature policière pour *Arab Jazz*. La réalisation semble toutefois prendre le dessus sur l'écriture...

Quand on m'a proposé de réaliser cette série, j'étais sur un roman. Je l'ai laissé dormir, ne pouvant dire non à un projet aussi ambitieux et nécessaire. Là, plus rien ne me fera quitter mon clavier avant de l'achever ! ■

* Ahmed Baba, auteur de *La Décolonisation de l'Afrique revisitée. La responsabilité de l'Europe*, éd. Karthala 2014.

LE LIVRE DANS LA CITÉ

C'est autour du thème « Livre et citoyenneté » que du 21 au 26 novembre 2019, le Sénégal a vibré au rythme de la Foire internationale du Livre et du matériel didactique de Dakar (Fildak). Organisée par la direction du Livre et de la Lecture au Centre international du commerce extérieur du Sénégal, cette grande manifestation est une vitrine de la création littéraire du Sénégal, de l'Afrique et d'autres parties du monde.



**Foire Internationale du Livre
et du Matériel Didactique
de Dakar**



du livre qui ont débattu pendant deux jours du thème « Livre et citoyenneté » et de ses différentes déclinaisons. En résumé, il s'agissait de réfléchir sur l'urgence de développer une citoyenneté responsable afin que soient atteints les objectifs de développement, tout en conservant les valeurs de la société. Comme le confirme Ibrahima Lô : « *De l'enseignement religieux à l'éducation pour l'éveil des consciences, le livre a toujours servi de support pédagogique ou de référence bibliographique ou scientifique.* »

Une exposition et des récompenses

Avec des partenaires comme l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Institut français, la Fildak a accueilli 60 exposants (éditeurs, imprimeurs, diffuseurs, distributeurs) qui ont occupé une superficie de 636 m² répartis en 39 stands. Au total, onze pays ont participé à l'exposition à côté des grandes maisons comme Présence africaine, L'Harmattan, Les Nouvelles Éditions africaines Sénégal, Les Classiques ivoiriens, les Éditions Albis. Dans l'agora aménagée au centre de l'espace « expo », des tables rondes étaient organisées avec les écrivains confirmés comme Alioune Badara Bèye, président de l'Association des écrivains du Sénégal, Marouba Fall, Samba Ndiaye, Khalil Diallo, qui ont partagé avec le public leur expérience dans le domaine de l'écriture.

Parallèlement, le ministère de la Culture et de la Communication a rendu un hommage mérité à des hommes et femmes qui se sont distingués dans la promotion de la culture et le rayonnement de la pro-

Le lancement officiel, le 8 août 2019, par Abdoulaye Diop, ministre de la Culture et de la Communication avait été une occasion de partager avec les journalistes, écrivains, éditeurs et acteurs du livre, les orientations majeures de cette dix-septième édition.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la marraine de l'évènement, Mme Ramatoulaye Diagne Mbengue, première femme rectrice de l'histoire du pays, a magistralement administré une belle leçon inaugurale à son auditoire sur le thème de cette Fildak, qui s'ouvre sur l'international. En effet, outre la Guinée – pays invité d'honneur représenté par une délégation de trente-cinq personnes –, le comité d'organisation a reçu des délégations officielles venant du Koweït, du Ghana, du Maroc, de la France, du Syrie. Précisant les enjeux de ces échanges culturels, Ibrahima Lô, directeur du Livre et de la Lecture, a déclaré lors d'un entretien publié récemment^(*) : « *Avec ces pays, des perspectives de partenariats sont ouvertes pour les éditions à venir, mais aussi pour la présence du Sénégal dans leurs manifestations autour du livre.* »

Un colloque décentralisé

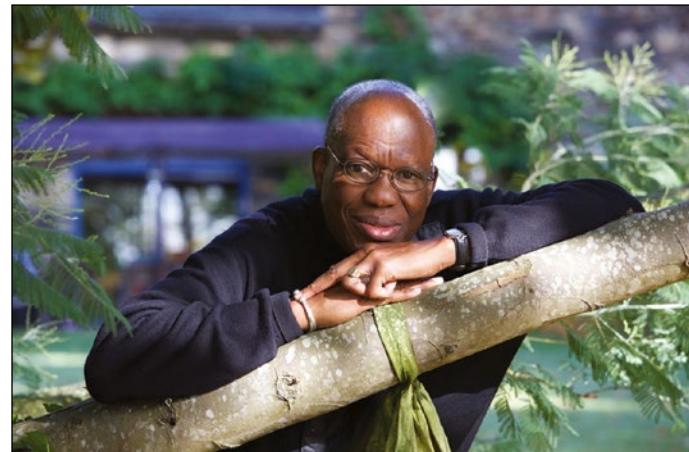
La réussite de ce grand rendez-vous du livre, soulignons-le, a été due à une bonne structuration des activités et une forte mobilisation des acteurs du livre.

Dans le cadre de la décentralisation des activités, c'est l'auditorium de l'université de Thiès (dont la rectrice est la marraine de l'évènement) qui a accueilli pendant deux jours le colloque devant un aréopage d'intellectuels, de professionnels et d'acteurs de la chaîne



▲ Sur le stand de la République de Guinée, pays invitée d'honneur de cette 17^e FILDAK.

▼ Deux auteurs sénégalais honorés par le FILDAK 2019 : La romancière Rahmatou Seck Samb et le poète Amadou Lamine Sall.



DR

DR

duction littéraire du Sénégal. Pour cette édition, le choix s'est porté sur Rahmatou Seck Samb (lauréate du Grand Prix du chef de l'État pour les Lettres en 2017 et qui avait été très présente lors du colloque de Dakar, en juin dernier) et Amadou Lamine Sall (poète et éditeur). Maguèye Touré, directeur de la Francophonie et Mourtala Diop (pour la promotion des langues nationales) ont été honorés aussi pour avoir porté haut le drapeau de la culture et la promotion du livre.

La littérature à l'honneur

Toujours en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie, la direction du Livre et de la Lecture a organisé un concours national d'écriture en langue française, récompensé par le « Prix Aminata Sow Fall pour la créativité ». Ce concours s'adresse aux jeunes écrivains sénégalais ou aux étrangers résidents au Sénégal et âgés au maximum de 30 ans. Son objectif est de susciter le goût de la créativité, de promouvoir et d'accompagner les jeunes créateurs dans le domaine de la littérature.

Pour l'édition 2019, le jury, présidé par le professeur Alioune Badara Diané, enseignant chercheur à la faculté des Lettres et Sciences humaines, a retenu le roman *Le Printemps des regrets* d'Ibrahima Khalil Diallo. L'auteur y raconte de façon remarquable l'histoire d'une jeune femme, Maëlys, victime de persécution dans un pays imaginaire, qu'il intitule « la République », pour s'être convertie à la religion musulmane. Lors de la remise du prix, Khalil Diallo, qui fait preuve dans cet ouvrage d'une réelle maîtrise des techniques de la narration, avec l'intertextualité dans une dimension analogique très profonde, a déclaré : « *C'est dire toute l'émotion qui était la mienne en recevant ce prix dont la marraine a beaucoup fait pour nos littératures (je pense notamment à ses deux nominations au prix Goncourt). Je reçois donc ce prix avec – à mon sens, et toute fausse modestie mise de côté – l'unique valeur qu'il me semble devoir lui accorder : celui de la persévérence et d'un encouragement au travail.* »

Autre distinction : le « Prix Alioune Diop pour la promotion de l'édition », parrainé lui aussi par l'OIF, récompense une maison d'édition pour la qualité de la production d'ouvrages. Le premier prix a été

« Avec des partenaires comme l'OIF et l'Institut français, la Fildak a accueilli 60 exposants (éditeurs, imprimeurs, diffuseurs, distributeurs) répartis en 39 stands. Au total, 11 pays ont participé à l'exposition à côté de grandes maisons d'édition »

décerné aux Nouvelles Éditions ivoiriennes (NEI/CEDA), le deuxième prix est revenu à Vallesse Éditions (Côte d'Ivoire) et le prix d'encouragement est allé aux éditions Sirius (Sénégal) versées dans l'édition classique et numérique. Les éditions Maguilen du président Alioune Badara Bèye ont remporté le « Prix de la promotion de l'édition nationale » décerné par le ministère de la Culture et de la Communication. M. Bèye s'est dit « fier de cette distinction » et a souligné qu'il s'agissait du « résultat d'un travail d'équipe ».

Eu égard au nombre de visiteurs et à la participation de tous les acteurs du livre, cette 17^e édition de la Fildak a été une réussite à tous les niveaux. La plupart des établissements scolaires de Dakar y ont participé, comme les étudiants des universités, les responsables des CLAC (Centre de lecture et d'animations culturelles) des différentes régions du Sénégal. De bon augure pour le Salon du Livre prévu à l'automne prochain dans une ville qui sera choisie après un appel à candidature ! Ibrahima Lô rappelle à ce propos les objectifs d'une politique culturelle décentralisée : « *L'organisation d'un Salon en année paire rejoint l'option de la territorialisation des politiques publiques mises en œuvre depuis 2012. Option d'une rigoureuse pertinence qui valorise le potentiel créatif qui gît dans les terroirs tout en offrant à nos concitoyens l'opportunité de vivre la réalité de la diversité culturelle.* » ■

* Revue Patrimoine, 13 décembre 2019.

LA DYNAMIQUE DU REMADDIF

Chaque année, l’Institut français déploie le programme Remaddif (Réseau des masters et doctorats en didactique du français langue étrangère), qui concerne les pays du Maghreb, mais aussi le Liban et le Soudan. Écho, depuis le Centre de formation continue de médecine et de pharmacie d’Agadir, au Maroc, du colloque inaugural de la cinquième édition du programme.

La cinquième édition du Remaddif, lancée en novembre 2019, est consacrée à la dialectique recherche/formation dans l'espace universitaire. C'est qu'il s'agit toujours d'inscrire le programme dans la conjoncture actuelle que connaît le monde de l'enseignement et de l'apprentissage du français ! Et le colloque se veut une rencontre : tous les participants sont venus débattre autour des concepts clés de la didactique des langues et des cultures – contextualisation, réflexivité, innovation mais aussi employabilité.

Colloque et ateliers

Quatre axes définissaient les interventions : « L'université, un espace de formation professionnelle : quelles ressources / humaines ? Quels moyens logistiques ? » – « La recherche en didactique professionnelle : état des lieux et perspectives » – « Former à l'ère du numérique et innovation pédagogique » – « Formation et contenus d'enseignement ».

Moment fort de cette rencontre du Remaddif : parallèlement au colloque, des ateliers ont été organisés durant deux jours pour les étudiants de master, de doctorat mais également pour des professeurs de français venus des différentes régions et pays. La thématique générale de ces activités était « Nouvelles conceptions de la formation des enseignants de langue et réflexivité ». La première journée, assurée par Fatima Chnane-Davin et Jean-Pierre Cuq, portait sur le thème

« Méthodologie de la recherche » et se proposait d'aider les étudiants à mieux aborder leur cursus universitaire. La seconde journée, prise en charge par Claude Cortier, Jean-Paul Narcy-Combes et Marie-Françoise Narcy-Combes, initiait aux nouvelles conceptions de la formation des enseignants de langue. D'autres points ont été développés autour des questions suivantes : « Recherche-action, recherche-innovation, recherche-intervention, recherche-formation : comment y voir clair ? Quelques définitions et exemples en contexte maghrébin » – « Sociodidactique et réflexivité ».

En clôture de l'événement, Roger Pilhion (ex-directeur adjoint du CIEP) est intervenu sur « Géopolitique de la langue française et Géopolitique de la francophonie ».

Ouverture d'un chantier ambitieux

Premier relais de ce colloque inaugural, un séminaire a été organisé par le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce séminaire concerne l'enseignement des langues à l'université, dans un contexte multilingue. En présence du ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur, des experts nationaux et internationaux et des participants de toutes les universités marocaines ont mené une réflexion autour d'une mise en place opératoire de l'enseignement de la composante « langue »

dans le nouveau système Bachelor. Un chantier qui est un véritable défi et qui nécessite la contribution de l'ensemble des acteurs éducatifs.

Ce premier séminaire – le tout premier d'une série à venir – s'est tenu le lundi 13 janvier à Rabat au Centre national de recherche scientifique et technique, et a porté sur un préalable fondamental : l'enseignement et l'apprentissage du français langue de scolarisation dans un contexte multilingue, à côté de deux autres langues de scolarisation : l'arabe et l'anglais. La réflexion s'est organisée autour des axes suivants : « Approches plurilingues » – « Apprentissage et humanités numériques » – « Centre de langues, Lansad (*), centres de ressources » – « Formation des enseignants à la pédagogie universitaire dans un contexte multilingue ».

Les objectifs sont ambitieux, mais incontournables. On peut les résumer comme suit : formuler des recommandations à partir des textes fondateurs et mettre en place des formations pour les enseignants du supérieur ; mettre en commun et partager les expériences des différents contextes multilingues ; accompagner la réforme Bachelor quant à la composante langue en première année du cursus.

Mais comme nous l'avons souligné, d'autres séminaires, d'autres rencontres sont déjà programmés : il faut concrétiser les recommandations proposées lors de la rencontre inaugurale ! ■



* Lansad : Langue pour spécialistes d'autres disciplines.

DES MOTS D'AUJOURD'HUI

Près de 150 mots nouveaux dans l'édition 2020 du *Petit Larousse illustré*, plus d'une centaine dans celle du *Petit Robert*... Retour sur quelques-uns d'entre eux, qui ont gagné leur droit de cité et disent beaucoup de nos sociétés contemporaines.

Évidemment, c'est énervant. On a beau nous répéter que les emprunts ont toujours été un marqueur de la vitalité des langues, on constate une certaine unidirectionnalité en faveur de l'anglais. Cette arme d'in-crustation massive que sont les anglicismes se décèle dans l'utilisation abusive qu'en font les médias, les publicitaires, la mercatique (oups, pardon, le marketing), influençant directement l'usage jusque dans les détails, où, comme chacun sait, se cache le diable.

Et comme l'usage est roi, on a beau jeu de dire qu'il en est ainsi, un tweet sortant plus vite qu'une entrée de dictionnaire. Certains mots fleurent bon l'inféodation : ainsi du **know-how**. Mais oui, il s'agit de notre bon vieux « savoir-faire », délaissé *de facto* dans son essence linguistique. D'autres s'imposent par l'arrivée de nouvelles réalités, qu'on les dise virtuelles ou augmentées : **matcher** (une rencontre qui marche, mot venu des applications qui font florès pour conter fleurette), le **deep learning** ou apprentissage profond (technologie qui doit à l'IA, l'intelligence artificielle, qui n'a pas fini de prendre le pas sur la vraie) ou encore **darknet** dans le même registre des néologismes technologiques (sorte de marché noir de la Toile faite de rets nébuleux). Des réalités qui modifient aussi le rapport au travail : ainsi du **bore-out** ou « syndrome d'épuisement professionnel dû à l'ennui provoqué par le manque de travail », qui fait écho et miroir au déjà admis burn-out.

Certains mots, pourtant, sont honorés de leur traduction même dans les « néo-tech », car, comme le fait dire le journal pasticheur en ligne *Le Gorafi* à Emmanuel Macron : « La french langue doit être la préoccupation number one de notre start-up nation. » C'est le cas avec **licorne**, ces jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars (comme l'animal fantastique du même nom, on l'imagine mais on ne le voit pas!). D'autres se francisent par le jeu des dérivations : c'est le cas avec **ubériser** et **ubérisation**, du nom de l'entreprise de voiture de tourisme avec chauffeur (VTC). Avec une teinte aujourd'hui fortement dystopique que ne laissait pas croire à l'origine la souplesse du procédé : celle de la précarité du statut du travailleur... Parfois,

l'accent fait toute la différence : **végan** (et non *vegan*) qui a le droit aussi à son féminin **végane** (comme quoi le neutre n'est pas toujours la solution) et à son substantif comme mode de vie dans nos sociétés gavées et polluées par l'industrie agroalimentaire : le **véganism**. Une tendance à rebrousse-poil sans doute du **foodporn**, ces adeptes instagrammeurs des photos de bouffe (oh mon joli steak bleu, ah ma belle viande rouge), mais qui a créé un consommateur d'un nouveau genre : le **locavore**, qui préconise le produit local.

Hélas, en ce qui concerne l'avenir de la planète, on peut jouer les Casandré : il n'y a pas de quoi se poiler mais assez d'éléments alarmistes pour **spoiler** une issue tragique. Ce mot, né avec la mode dévorante des séries télé, est surtout utilisé dans le cas où l'on vous dévoilerait la fin avant visionnage. C'est là que les Québécois viennent à la rescousse, qui n'ont pas honte d'inventer des mots en français : en l'occurrence le plaisant **divulgâcher** ou l'art de révéler prématurément. Le mot-valise est d'ailleurs facilement transportable et transposable, d'où sa capacité à obvier au prêt-à-l'emploi du mot anglais : c'est le cas pour **infox**, contraction d'info et d'intox, vif et plus précis que la traduction littérale « fausses nouvelles » du proliférant *fake news*. Autre mot-valise qu'il faut éviter de se mettre à dos : l'**adulescent**, ces adultes au comportement d'adolescent. On n'est pas loin du **millénial**, soit une personne devenue adulte aux environs de l'an 2000.

Ce sont des exemples parmi d'autres. Mais on ne saurait conclure avant notre encadré sur le futur DDF (*voir ci-dessous*), sans noter l'insertion dans nos dictionnaires de mots régionaux ou venus de toute la francophonie, comme (dans l'ordre de dégustation) **klouker** (« se goinfrer » en Bretagne), **dagoberts** (« sandwich » en Belgique) ou **gonfle** (« rassasié » en provençal). En Belgique, les noceurs s'appellent des **sorteurs**, qui peuvent utiliser le **taxieur** (chauffeur de taxi en Algérie). Au Québec, attention à l'**emportéage** (percuter un cycliste en ouvrant sans précaution une portière) comme au **niaisage**, « action de niaiser, de perdre son temps à des futilités » ou au fait d'**enfirouaper**, mot familier synonyme de « tromper, duper, entuber ». ■



UN DICTIONNAIRE POUR UNE FRANCOPHONIE PLURIELLE

À l'initiative de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) un **Dictionnaire des francophones** va voir le jour. L'objectif ? Faire vivre la richesse de la langue française, dans la diversité de ses expressions à

travers le monde, et surtout : la partager. Car ce dictionnaire inédit – à la solide ambition scientifique, avec des experts issus de toute la francophonie réunis autour du professeur Bernard Cerquiglini – prendra la forme d'un site et d'une application, disponible notamment sur téléphones et tablettes. Il permettra l'accès à des milliers de ressources venues de toute la francophonie et sera ouvert à la contribution des utilisateurs. « *Parce que le français appartient à tout le monde, chacun, où qu'il soit, aura ainsi son mot à dire !* »

- Des suggestions ? Écrivez à : vosidees@dictionnairedesfrancophones.org • Pour en savoir plus : www.dictionnairedesfrancophones.org

LE FRANÇAIS PAR LE SLAM

FICHE RÉALISÉE PAR FÉLIX TRAORÉ

NIVEAU : DE LA 3^e À LA TERMINALE

MATÉRIEL

■ Photocopies du texte et des fiches d'information

OBJECTIFS

- Découvrir une slameuse malgache, Leslie Jen
- Étudier la forme et le sens d'un texte de slam
- Produire et interpréter un slam

MISE EN ROUTE

- Interroger les élèves sur ce qu'est le slam. Ils connaissent certainement le mot et sauront parler de « textes parlés », de « poésie orale ». On affinera le terme plus tard, quand les élèves auront les textes sous les yeux.
- L'idéal serait que l'enseignant puisse lire le texte en le rythmant à la manière d'un slameur. Si ce n'est pas possible, on peut pratiquer une simple lecture.
- Échange oral :
 - quel est le sujet principal ? *La question du statut des femmes dans la société et particulièrement dans le couple et la famille.*
 - quel est le ton général du texte ? *Le ton est celui d'une revendication et d'une accusation. Il témoigne de l'engagement de la slameuse dans la défense des femmes.*

DÉROULEMENT DE LA SÉANCE

Distribuer les photocopies aux élèves.

1^{re} étape

- Faire lire à haute voix les fiches d'information, puis procéder à un travail d'abord individuel, puis collectif, de vocabulaire et de compréhension à partir de quelques questions :
 - relever tous les mots de la famille de « slam » ; *slameur, slameuse, slamer, Madagaslam (nom propre composé)*
 - relever les mots ou expressions de sens proche ; *poésie orale, parole vive*
 - que signifient les mots « malagasy » (*langue malgache, parlée à Madagascar*), « effervescence » (*agitation plutôt joyeuse, mais c'est un sens figuré. Au sens propre : bouillonnement lors d'une réaction chimique, penser aux « comprimés effervescents »*) ?
 - le mot « slam » est-il un mot français ? *Aujourd'hui oui (il est dans les dictionnaires), mais il vient du verbe anglais « to slam », « claquer ». Préciser que la pratique du slam vient des États-Unis.*
 - En quoi peut-on dire que le slam fait partie de la culture ? *1) il s'inscrit dans une tradition culturelle (la poésie orale) – 2) il est organisé au niveau régional, national et même mondial (festivals, championnats, etc.) – 3) Le slam est reconnu comme support pédagogique.*

- Au cours d'une mise en commun, noter au tableau les réponses, que les élèves devront copier sur leur cahier.

2^e étape

- Lecture silencieuse du texte de Leslie Jen par les élèves, puis travail par groupes de deux ou trois élèves pour l'analyse du texte à partir des consignes suivantes :
 - Faire le plan du texte et donner un titre à chaque partie. 1) *La femme au foyer accablée sous les tâches domestiques* – 2) *La femme au travail est discriminée* – 3) *La femme subit des violences conjugales* – 4) *La femme est anéantie par le pouvoir des hommes, qui ne la respectent pas* – 5) *Adresse aux femmes, qui doivent réagir pour exister pleinement.*
 - À qui précisément la slameuse s'adresse-t-elle à la fin du texte ? *Après un silence dans sa diction (un « blanc », marqué par des points de suspension), la slameuse s'adresse directement aux femmes, qui doivent prendre leur destin en main.*
 - Relever des procédés de style caractéristiques du genre « slam » (vocabulaire, figures de style, traits d'oralité). *Vocabulaire courant, quotidien et parfois cru (zapper, spermatozoïde, utérus...) – répétitions, refrains – assonances en fin de vers – adresse directe au public (tu)*
 - Relever les arguments employés par Leslie Jen. Qu'en pensez-vous ? *Leslie passe en revue toutes les humiliations que, selon elle, subissent les femmes, cantonnées au travail domestique, empêchées de poursuivre une carrière et accuse directement les hommes d'en être la cause. Elle exprime sa colère, plus qu'elle argumente, certes, mais ce peut être l'occasion d'une discussion dans la classe (à bien contrôler par l'enseignant !)*
- Après une mise en commun des réponses, demander aux élèves de lire à haute voix de courts passages en leur demandant de faire sentir le rythme du texte.

PROLONGEMENT

- Faire une recherche sur les slameurs et slameuses de votre pays, en présenter quelques textes.
- En groupe : choisir des sujets à traiter en slam (on rappellera le côté « engagé » de ces textes), puis écrire les textes, les faire vérifier par l'enseignant, et les interpréter. ■

PAGE A PHOTOCOPIER

FICHE D'INFORMATION 1

MADAGASCAR, ÎLE DU SLAM

Le slam, genre littéraire qui renoue avec la tradition de la poésie orale, est pratiqué aujourd’hui partout dans le monde. Mais il a débuté très tôt à Madagascar, où il fait actuellement partie de la culture nationale, en français ou en malagasy. En témoigne son célèbre festival « Slam national », créé et organisé par l’Institut français et l’association Madagasm, et qui a fêté en 2019 sa dixième édition. Une longévité qui prouve la créativité et la maturité de cette forme de poésie à Madagascar. Chaque année, durant dix jours, des ateliers, des spectacles, des créations, une compétition nationale font se rencontrer les amoureux des mots mis en scène. La finale du slam national réunit les meilleurs slameurs-poètes de Madagascar et le vainqueur part représenter son pays à Paris pour le championnat du monde 2020 de slam-poésie. À Tananarive, capitale de Madagascar, cette finale est avant tout une grande fête de la parole vive, dans l’effervescence collective et la convivialité joyeuse !

FICHE D'INFORMATION 2

UNE SLAMEUSE DE CHOC

Leslie Jen, de son vrai nom Iavilaza Eugénie, est née en 1994 dans la ville d’Antsiranana, au nord de l’île. Elle a décroché le titre de champion par équipe au Slam national de Madagascar en 2016. En 2018, elle a participé au festival « Slamer un pied sur la lune » aux Comores. La même année, elle décroche la 1^{re} place au championnat de slam régional de Mahajanga et la 3^e place au championnat national. En 2019, son équipe remporte la 2^e place au championnat national de débat interuniversitaire de Madagascar et elle-même a été demi-finaliste du concours du Prix du jeune écrivain. Lors du Congrès de la FIPP à Dakar, en juin 2019, Leslie a été invitée, en tant que « jeune talent artistique », à faire une communication sur ce qu’elle appelle « slam-éducation » : apprentissage de la langue française par le slam. Elle a montré que les textes de slam, genre que les élèves apprécient généralement, peuvent être des supports pour étudier certains aspects de grammaire et d’expression du français. Et en a fait une démonstration devant un public d’enseignants très intéressés.

FEMME !

Femme au foyer, elle a pour rôle :
De préparer le petit-déjeuner, de laver les assiettes, de s’occuper de la maison, de faire les courses, de faire la lessive, de préparer le déjeuner, de s’occuper des enfants, de préparer le dîner.

Jour après jour, année après année...
Pour au final ne recevoir aucune reconnaissance, ni aucune gratitude,
Pour au final s’entendre dire que l’on ne sert à rien, que l’on est bonne à rien, que l’on est inutile.
Alors face à toutes ces insultes qui s’entassent et qui s’entassent,
Elle s’écrase et elle s’écrase...
Dans cette vie exécitable, exécutable...

Femme intelligente, elle veut conquérir les différents domaines.
Marquer de ses pas les différents secteurs.
Mais dans certains endroits on lui dit que le respect ne se gagne pas avec les diplômes
Qu’apparemment elle n’avait pas les organes adéquats entre les jambes.
A certains endroits on lui ferme la porte
À d’autres on l’abaisse
Dans certains verbalement on l’agresse,
De la place qu’elle mérite on la régresse.
Alors face à toute cette discrimination qui s’entasse et qui s’entasse,
Elle s’écrase et elle s’écrase...
Dans cette vie exécitable, exécutable...

Femmes aux différents visages, aux différents statuts

Femmes victimes de violence verbale et conjugale
Les mots la déchirent,
Les coups la blessent,
Les fréquences ne se chiffrent plus,
Dans son quotidien on l’agresse.
Face à ces bleus,
On détourne les yeux
Face à ces cris,
On dit : ce n’est pas à nous de nous mêler de leur vie.
Alors face à tous ces coups qui s’entassent et qui s’entassent
Elle s’écrase et elle s’écrase...
Dans cette vie exécitable, exécutable...

Mais à force de trop laisser s’entasser,
On finit par se laisser aller.
À forcer de trop s’écraser, l’on s’aplatit, l’on disparaît et l’on n’existe plus...
Alors,
À tous ces ingrats qui se sont auto-amnésier au point d’oublier que cet utérus qu’ils méprisent les a jadis portés,
À tous ces mégalomanes qui ont dû zapper leur cours de science
Au point de croire qu’un spermatozoïde à lui seul suffisait pour créer la vie
À tous ces hommes qui disent que la femme est inutile, moi je leur dis...

Et toi ? Que leur as-tu dit ?
Toi assise sur ton banc, que leur as-tu dit pendant ces quelques secondes de blanc ?
Parce que cette voix il serait peut-être temps de la faire entendre

Il serait peut-être temps de mettre des mots sur ce que te murmure ton subconscient
D’arrêter d’attendre que d’autres se lèvent pour prendre la parole
Car si tu prends exemple sur la réussite d’une autre pour mener ton combat
Alors inévitablement tu prendras comme repère
L’abandon d’une autre pour déposer tes armes

Car ce n’est pas facile :
Toi seule connais tes misères
Toi seule peux entrapercevoir des issues
Toi seule peux peser le pour et le contre de ta vie
Alors c’est à toi seule de décider
Mais quoi que tu décides garde cela en tête :
Tu n’es pas inutile
Tu as la force mentale !
Tu as l’intelligence !
Tu as les qualités !
Alors quoi que tu entreprendras tu peux y arriver !
Alors ne l’oublie jamais :
Femme, tu n’es pas inutile
Tu es même essentielle !

LESLIE JEN

À LA DÉCOUVERTE DU MONDE DE LA FRANCOPHONIE

FICHE RÉACTUALISÉE DU SITE WWW.FRANCPARLER-OIF.ORG

NIVEAU : COLLÈGE/LYCÉE

MATÉRIEL

- Un planisphère ■ 10 exemplaires de ce numéro de *Francophonies du monde*
- Photocopies des activités qui demandent des réponses écrites (p. 48)

OBJECTIFS

- Approfondir et vérifier les connaissances sur une institution internationale
- Chercher et restituer des informations
- Étudier des symboles
- Travailler en groupes

MISE EN ROUTE

- Écrire au tableau les trois mots suivants, puis leurs définitions. Demander aux élèves d'associer chaque terme à sa définition, à partir des informations entendues et de leurs connaissances personnelles.

Francophonie francophonie francophone

- a) Le mot désigne particulièrement le fait de parler français.
- b) Le mot qualifie les gens qui parlent le français. Par extension, le mot s'applique aux pays ou régions où ils habitent.
- c) Le mot désigne l'ensemble du monde francophone, c'est-à-dire les différents pays et régions où le français est langue maternelle ou seconde. Il s'agit d'un regroupement géopolitique, géré par une institution : l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Mise en commun et correction à l'oral

On peut préciser par des exemples : les Canadiens du Québec sont francophones, le Québec est une province francophone du Canada ; cinquante-quatre pays sont membres de la Francophonie ; la francophonie canadienne désigne la pratique du français au Canada. De même, l'expression « il existe une francophonie en Louisiane » signifie que, dans cet État, un certain nombre de personnes s'exprime en français.

• Les élèves recopient sur leur cahier les mots et les définitions. Il est utile de faire un rappel étymologique : le terme « francophonie » est composé du préfixe « franco- » (un raccourci de « français ») et de l'élément grec *phonè* qui signifie « la voix ».

CORRIGÉ

a = francophonie / b = francophone / c = Francophonie

ÉTAPE 1

A) DIFFÉRENTS STATUTS

Expliquer que l'article 10 de la Charte de la Francophonie reconnaît trois statuts (= degré d'adhésion à l'OIF) différents pour les pays de l'espace francophone mondial.

À partir du dossier de la revue (p. 12 à 35), les élèves devront retrouver l'intitulé de ces trois statuts et la définition de chacun



d'eux. Ils identifieront les pays correspondant à chaque statut sur la carte p. 16-17.

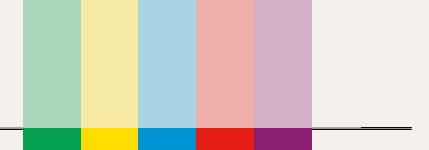
Après une mise au point orale, les élèves recopieront le corrigé sur leur cahier.

CORRIGÉ

- 54 États et gouvernements membres de l'OIF / 23 États observateurs / 3 États associés.
- Un État membre est « membre de plein droit » ce qui garantit une participation pleine et entière à l'ensemble des institutions et organes de la Francophonie.
- Un État observateur peut assister au Sommet et à la Conférence ministérielle sans participer aux débats. Il peut présenter une communication lors de la Conférence ministérielle, si la présidence l'accorde...
- Un État associé peut assister aux réunions du Sommet de la Francophonie et à la Conférence ministérielle de la Francophonie mais pas participer aux débats. Il participe au Conseil permanent de la Francophonie (CPF)...

B) DÉCOUVRIR DES PAYS FRANCOPHONES

- Individuellement, les élèves vont utiliser la FICHE 1 (photocopie p. 48). Ils doivent associer les noms des capitales aux pays francophones correspondants. Les élèves peuvent utiliser un atlas ou un dictionnaire.
- Après une mise en commun des réponses, cette activité peut être l'occasion de faire le point sur le genre des noms de pays !



LE GENRE DES NOMS DE PAYS

- Si le nom du pays termine par « -e », ce nom est féminin. L'article à utiliser avant le nom sera donc « la ». Ex. : la Russie, la Pologne, la Slovaquie, la Corée, la France...

→ La préposition utilisée est « en », sans l'article. Ex. : Je vis en France...

Exceptions : le Cambodge / le Mexique / le Mozambique / le Zimbabwe sont masculins !

- Les autres noms de pays sont tous masculins (tous les noms de pays ne terminant pas par « -e » + les exceptions). On utilise donc l'article « le ». Ex. : le Kenya, le Japon, le Mali, le Maroc, le Cambodge...

→ La préposition utilisée est « à » mais on maintient l'article, qui devient contracté (préposition + article défini) = « au ». Ex. : Je vis au Kenya, j'habite au Mexique...

- Quelques noms de pays s'emploient sans article : Bahreïn, Chypre, Cuba, Djibouti, Haïti, Israël, Kiribati, Madagascar, Malte, Maurice, Monaco, Nauru, Oman, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Singapour, Trinité-et-Tobago, Tuvalu et Vanuatu.

→ La préposition utilisée est « à » pour les noms de pays commençant par une consonne et « en » pour les noms de pays commençant par une voyelle (ou un « h » muet). Ex. : Vis-tu à Cuba ? Non, je vis en Haïti...

- Les noms de pays au pluriel s'emploient avec l'article « les ». Ex. : les Bahamas, les Pays-Bas, les Philippines, les États-Unis...

→ La préposition utilisée est « à », qui se contracte avec l'article = « aux ». Ex. : Je pars aux États-Unis, je vis aux Philippines...

B) Par groupe de deux, les élèves vont compléter le texte de la FICHE 3, à l'aide des mots proposés.

- Laisser les binômes échanger et faire des hypothèses, puis faire une mise en commun à l'oral.

CORRIGÉ

L'emblème de la Francophonie institutionnelle a été initialement créé comme logo de la Deuxième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français qui s'est tenue à Québec en 1987. Sur un fond blanc, cinq portions d'arc identiques s'appuient les unes sur les autres pour former un cercle et évoquer l'entraide, le regroupement et la collaboration harmonieuse. À partir du sommet, dans le sens horaire, les bandes sont respectivement verte, violette, rouge, bleue et jaune. Les cinq couleurs franches rappellent les diverses couleurs des drapeaux des États et gouvernements participant au Sommet de la Francophonie, apportant une dimension internationale au symbole. Elles représentent les cinq continents auxquels appartiennent les partenaires de la Francophonie.

C) Mettre les élèves en petits groupes. Écrire au tableau les quatre devises ci-dessous, puis poser la question : quelle est la devise de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (qui fait partie de l'OIF) ? Chaque groupe devra justifier son choix en indiquant en quoi ces valeurs représentent cette institution.

- Égalité, complémentarité, humanité
- Égalité, complémentarité, fraternité
- Égalité, complémentarité, solidarité
- Égalité, complémentarité, liberté

• Après une mise en commun et des échanges libres, on fera noter sur les cahiers, cette information :

Inscrits dans la convention de Niamey en 1970 les trois mots **égalité, complémentarité et solidarité** sont devenus la devise de la Francophonie.

ÉTAPE 4 : TRAVAIL COLLABORATIF : ÉLABORATION D'UN QUIZ

Par groupe de cinq ou six : à partir des activités précédentes et du dossier de la revue, élaborer un quiz de dix questions sur la Francophonie. Chaque groupe soumettra ses questions au reste de la classe.

→ Suggestion de questions-types pouvant être utilisées dans le quiz.

1. Que signifie le sigle OIF ?
2. Décrivez le symbole de la Francophonie. Que représente-t-il ?
3. Quelle est la devise de la Francophonie ?
4. Comment s'appelle la secrétaire générale de l'OIF ? Quelle est sa nationalité ?
5. Quelles sont les valeurs de la Francophonie ?
6. À quels continents appartiennent les pays membres de l'OIF ? Les pays observateurs ? Les pays associés ?
7. Dans les pays de l'OIF, les francophones sont-ils jeunes ou vieux ?
8. Dans combien de pays le français est-il langue officielle ?
9. Quelle est à votre avis la langue étrangère la plus pratiquée dans l'Union européenne ?
10. Dans quel continent compte-t-on le plus grand nombre de francophones ?

ÉTAPE 2 (LYCÉE) : DÉCOUVRIR LA DIVERSITÉ DU MONDE FRANCOPHONE

• En tandem, les élèves devront choisir deux pays représentant selon eux la diversité de l'espace francophone. Ils utiliseront la FICHE 2 et complèteront les « cartes » d'identité des pays choisis, par une recherche sur Internet, dans une encyclopédie ou des livres de géographie.

• Par oral, les élèves présentent brièvement (10 mn) les pays choisis à l'ensemble de la classe en mettant en avant les contrastes géographiques, démographiques, économiques ou culturels qui justifient leur choix.

ÉTAPE 3 : LES SYMBOLES DE LA FRANCOPHONIE

A) Pour lancer la séquence, l'enseignant pose deux questions auxquelles les élèves doivent réfléchir et répondre sur leur brouillon :

- Quels sont l'emblème, la devise et l'hymne de votre/vos pays ?
- Dans quelle mesure ces éléments représentent votre/vos nation(s) ou région(s) et ses/leurs valeurs ?

• Lors d'une mise en commun orale, l'enseignant introduira le mot de « symbole » (= être, fait ou objet concret qu'on associe à une idée, un sentiment, une valeur). Un « emblème » (drapeau, logo, enseigne...) est une sorte de symbole.

FICHE D'ACTIVITÉS

A PHOTOCOPIER

FICHE 1

PAYS	CAPITALES
La Belgique	Ouagadougou
Le Bénin	Ottawa
Le Burkina Faso	Bruxelles
Le Canada	Port-au-Prince
Le Congo	Bamako
Haïti	Porto-Novo
Le Mali	Rabat
Le Maroc	Brazzaville

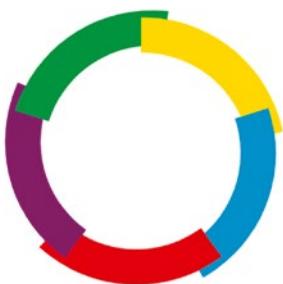
FICHE 2

PAYS [drapeau]	PAYS [drapeau]
Nom officiel : Capitale : Superficie : Population : Région du monde : Monnaie : PIB (millions USD) : Fête nationale : Devise : Langue(s) officielle(s) : Statut du français : Nombre de locuteurs de français : Date d'adhésion à la Francophonie : Statut à l'OIF :	Nom officiel : Capitale : Superficie : Population : Région du monde : Monnaie : PIB (millions USD) : Fête nationale : Devise : Langue(s) officielle(s) : Statut du français : Nombre de locuteurs de français : Date d'adhésion à la Francophonie : Statut à l'OIF :

FICHE 3

Pour connaître la signification de ce symbole, complétez le texte à l'aide des mots suivants :

les cinq continents – la Francophonie institutionnelle – cinq portions d'arc – l'usage du français – une dimension internationale – la collaboration harmonieuse – un cercle – cinq couleurs franches – des drapeaux



L'emblème de _____ a été initialement créé comme logo de la deuxième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun _____ qui s'est tenue à Québec en 1987. Cet emblème est depuis ce temps utilisé lors de diverses manifestations du monde francophone.

Sur un fond blanc, _____ identiques s'appuient les unes sur les autres pour former _____ et évoquer l'entraide, le regroupement et _____.

À partir du sommet, dans le sens horaire, les bandes sont respectivement verte, violette, rouge, bleue et jaune. Les _____ rappellent les diverses couleurs _____ des États et gouvernements participant au Sommet de la Francophonie, apportant _____ au symbole. Elles représentent _____ auxquels appartiennent les partenaires de la Francophonie.

APPRENDRE LE FRANÇAIS

avec

TV5MONDE

OÙ VOUS VOULEZ



3 000 EXERCICES
100 % VIDÉO
100 % GRATUIT



Disponible sur
App Store

DISPONIBLE SUR
 Google play

ENSEMBLE, CÉLÉBRONS LA FRANCOPHONIE DE L'AVENIR



Francophonie

De Niamey en mars à Tunis en décembre, retrouvez tous nos événements sur les 5 continents :
francophonie.org #Francophoniedelavenir @OIFfrancophonie

De 27 en 1970,
l'Organisation
internationale de la
Francophonie compte
en 2020, 88 États et
gouvernements

Le français est la seule
langue, avec l'anglais,
**parlée sur les cinq
continents**

Avec **300 millions
de francophones dans
le monde**, dont près de la
moitié en Afrique, l'usage
de la langue française ne
cesse de progresser

60 % de la population
des pays francophones a
moins de 30 ans



Supplément du *Français dans le monde*. Ne peut être vendu séparément.

